

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

-----  
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE  
-----

DEPARTEMENT ECONOMIE  
-----

OPTION : « MACROECONOMIE, FINANCE ET MODELISATION »

**Mémoire pour l'obtention du diplôme de Maîtrise es-sciences économiques**

**INVESTISSEMENT  
DIRECT ETRANGER ET  
EMPLOI : CAS DE  
MADAGASCAR**

Présenté par : **ANDRIANIRINA Haja Tahina**

Encadreur : **Monsieur LAZAMANANA André Pierre**, Maître de Conférences

Date de Soutenance : 25 Mars 2015

Année Universitaire : 2013 – 2014



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

-----  
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE  
-----

DEPARTEMENT ECONOMIE  
-----

OPTION : « MACROECONOMIE, FINANCE ET MODELISATION »

**Mémoire pour l'obtention du diplôme de Maîtrise es-sciences économiques**

**INVESTISSEMENT  
DIRECT ETRANGER ET  
EMPLOI : CAS DE  
MADAGASCAR**

Présenté par : **ANDRIANIRINA Haja Tahina**

Encadreur : **Monsieur LAZAMANANA André Pierre**, Maître de Conférences

Date de Soutenance : 25 Mars 2015

Année Universitaire : 2013 – 2014

## **REMERCIEMENTS**

Tout d'abord, nous rendons grâce à DIEU, pour son Amour et sa volonté, qui nous a donné force et santé dans la réalisation de notre mémoire.

Ensuite, nous tenons à remercier particulièrement Monsieur LAZAMANANA André Pierre, Maître de Conférences, notre encadreur pédagogique, pour sa disponibilité de nous avoir encadré et pour tous ses précieux conseils qui nous ont aidé dans la réalisation de notre mémoire. Veuillez acceptez, Monsieur, nos sincères reconnaissances.

Nous adressons également nos remerciements à Monsieur RAMANOELINA Armand René Panja, Professeur Titulaire, Président de l'Université d'Antananarivo, ainsi qu'à tous nos professeurs au sein du département ECONOMIE qui nous ont dispensés de leurs savoirs durant notre formation et dans l'accomplissement de ce mémoire, en particulier :

- Monsieur RAKOTO David Olivaniaina, Maître de Conférences, Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo ;
- Monsieur FANJAVA Refeno, Maître de Conférences, Chef du Département ECONOMIE ;
- Monsieur RAVELOSON Harimisa, Maître de Conférences, Responsable d'année du niveau M1 du Département ECONOMIE.

Nous tenons aussi à remercier tous les responsables des organisations et institutions auprès desquelles nous avons recueilli les données ainsi que les informations disponibles pour notre travail.

Nous adressons nos chaleureux remerciements à notre famille qui nous ont soutenu moralement, physiquement et financièrement jusqu'à l'achèvement de ce mémoire.

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, dans la réalisation de ce mémoire.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	1
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI.....	3
CHAPITRE I : CONCEPTS THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI ..	4
Section1 : Le concept de l'Investissement Direct Etranger dans la littérature économique .....	4
Section 2 : Typologie d'Investissement Direct Etranger et les stratégies de multinationalisation .	9
Section 3 : Les concepts de l'emploi et du marché du travail .....	13
CHAPITRE II : FONDEMENTS THEORIQUES DES RELATIONS ENTRE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET L'EMPLOI .....	22
Section 1 : Rôles de l'Investissement Direct Etranger dans la création d'emplois .....	22
Section 2 : Les effets théoriques négatifs de l'Investissement Direct Etranger .....	29
Section 3 : Modèle théorique sur le lien entre l'Investissement Direct Etranger et l'emploi.....	34
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR L'EMPLOI A MADAGASCAR.....	41
CHAPITRE III : DIAGNOSTIC DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI A MADAGASCAR .....	42
Section 1 : Contexte macroéconomique de Madagascar.....	42
Section 2 : Réalités des Investissements Directs Etrangers à Madagascar .....	46
Section 3 : La Situation de l'emploi à Madagascar .....	52
CHAPITRE IV : APPROCHE PRATIQUE DES IMPACTS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR L'EMPLOI A MADAGASCAR.....	63
Section 1 : Les effets positifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi à Madagascar ....	63
Section 2 : Les retombées négatives de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi .....	70
Section 3 : Suggestion de recommandation pour une adéquation de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi .....	74
CONCLUSION .....	76

## ACRONYMES

- API : Agence de Promotion des Investissements
- BCM : Banque Centrale de Madagascar
- BEA : Bureau of Economic Analysis
- BIT : Bureau International du Travail
- BM : Banque Mondiale
- CNUCED : Conférence des Nations- Unies pour le Commerce et le Développement
- CREAM : Centre de Recherche, d'Etude et d'appui à l'Analyse Economique à Madagascar
- DIAL : Développement Institutions et Mondialisation
- DIANA : Diego, Ambanja, Nosy-Be, Ambilobe
- DSM : Direction des Statistiques des Ménages
- DSY : Direction de Synthèse Economique
- ENEMPSI : Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
- ENESOMD : Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement
- EPM : Enquête Permanente auprès des Ménages
- FMI : Fonds Monétaire International
- FMN : Firme Multinationale
- ICMT : Indicateurs Clés du Marché du Travail
- IDE : Investissement Direct Etranger
- IPC : Indice de Prix à la Consommation
- IPF : Investissement de Portefeuille
- INSTAT : Institut National de la Statistique
- IRD : Institut de la Recherche pour le Développement
- MADIO : Madagascar – Dial – Instat- Orstom
- NTIC : Nouvelle Technologie d'Information et de Télécommunication
- OCDE : Organisation et Coopération de Développement Economique
- ONG : Organisme Non Gouvernemental
- PECO : Pays d'Europe Continentale et Orientale
- PED : Pays en Développement
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

- QMM : Qit Madagascar Minerals
- RD : Recherche et Développement
- SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
- UPI : Unité de Production Individuelle
- USD : United States Dollar
- ZFI : Zones Franches Industrielles

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance par secteur (Unité : %) .....	43
Tableau 2 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2012.....	48
Tableau 3 : Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary).....	49
Tableau 4 : Evolution des flux d'IDE par Pays d'origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary) ..	50
Tableau 5 : Répartition de la population active par niveau d'instruction en 2012 (unité en %) .....	53
Tableau 6 : Taux d'activité par sexe et par milieu de résidence en 2012 (Unité : %).....	53
Tableau 7 : Raison d'inactivité par milieu de résidence en 2012 (Unité : %).....	55
Tableau 8 : Raisons de non recherche d'emploi en 2012 (Unité : %) .....	55
Tableau 9 : Taux de chômage strict par milieu de résidence et par sexe en 2012 (Unité : %).....	56
Tableau 10 : Taux de chômage strict par niveau d'Education en 2012 (Unité : %).....	57
Tableau 11 : Proportion de chômage de longue durée par sexe en 2012 (Unité : %) .....	58
Tableau 12 : Taux de sous-emploi lié à la durée du travail, Taux de situation d'emploi inadéquat par secteur institutionnel (Unité : %).....	59
Tableau 13 : Structure des emplois (en %), Revenus d'activité mensuels moyens (en Ariary) par milieu de résidence et selon les branches d'activités en 2012 .....	60
Tableau 14 : Répartition des emplois (en %), Revenus d'activité mensuels moyens (en Ariary) par milieu de résidence et par genre selon le secteur institutionnel en 2012.....	61
Tableau 15 : Emplois générés par les Entreprises d'investissement étranger de 2008 à 2012.....	64
Tableau 16 : Répartition des emplois créés par les Entreprises d'investissement étrangers selon les branches d'activités. ....	66
Tableau 17 : Niveau de la rémunération annuelle moyenne selon la propriété du capital des entreprises entre 1994 et 1995. ....	69
Tableau 18 : Evolution de la rémunération annuelle moyenne par qualification selon la propriété du capital des entreprises entre 1994 et 1995.....	70



## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Taux de croissance du PIB et valeur nominale du PIB de 2010 à 2014 .....	43
Figure 3 : Taux d'inflation annuel de 2010 à 2013 (unité : %) .....	45
Figure 4 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012 (en milliards d'ariary).....	47
Figure 5 : Taux d'activité par âge et par sexe en 2012.....	54
Figure 6 : Dynamique de la création d'emplois selon l'origine des entreprises.....	71

## INTRODUCTION

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, dévastés par cette dernière, presque tous les pays du monde notamment ceux de l'Europe ont bénéficié des aides, ayant la forme de financement traditionnelle, venant des institutions de Bretton-Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International). Ces aides leurs ont permis de reconstruire leur pays tant sur le plan matériel qu'humain. Après la période de reconstruction, l'objectif de chaque pays était le développement ou tout au moins la croissance économique. Nous constatons qu'il y a des pays qui se sont développés, appelés ainsi « pays développés », par rapport aux autres qualifiés de « pays en voie de développement ».

Une des caractéristiques du sous développement est la pauvreté dont l'une des principales causes est l'absence ou l'insuffisance d'emploi qui handicape énormément la population active. L'emploi est un des facteurs déterminant de la croissance économique. Dans les pays en voie de développement, la difficulté de trouver une fonction est devenue de plus en plus forte.

Pour Madagascar, bien que la recherche d'un emploi soit très difficile pour les individus qui ne travaillent pas, la perte d'emploi pour ceux qui travaillent a aussi augmenté durant la période de crise de 2009. Selon les données du Bureau International du Travail (BIT), la crise de 2009-2013 a entraîné une destruction de 336 000 emplois sur 1 250 716 emplois formels, soit 27%. Cette destruction d'emploi a fortement aggravé la pauvreté du pays et empêché son développement.

Face à une telle situation, le gouvernement n'a jamais cessé de chercher de solution en instaurant des mesures et des politiques de l'emploi permettant de lutter contre la pauvreté et de favoriser le développement du pays. Mais la réalisation de ces politiques nécessite beaucoup de financement. Due à l'insuffisance des épargnes intérieures et à la diminution des aides accordées, l'Investissement Direct Etranger (IDE) est devenu une des alternatives pour servir de ressources financières aux pays en voie de développement.

A partir des années 90, l'IDE a pris une place considérable en termes de financement extérieur pour les pays en voie de développement. Les chiffres de la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) vont nous montrer que l'IDE entrant à Madagascar était de 10 millions de dollars américains en 1980 et atteint 860,4

millions de dollars en 2010. Cette augmentation est due surtout à la libéralisation des échanges et des investissements d'une part et à l'évolution des Nouvelles Technologies d'Information et de Télécommunication (NTIC) d'autre part. Avant 1970, perçu comme une nouvelle forme de colonisation qui peut remettre en cause l'indépendance nationale, l'IDE est devenu, après cette année, une marche à suivre pour la croissance et le développement économique d'un pays par l'intermédiaire de plusieurs facteurs entre autre la création d'emplois.

L'avènement de l'IDE redonne à la grande majorité de la population, qui ne travaille pas, un espoir de trouver un emploi. C'est l'objectif même de la présente étude qui s'intitule « Investissement Direct Etranger et Emploi : cas de Madagascar ». Un tel sujet nous pousse à la problématique suivante : quels sont les effets de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi à Madagascar ? Ce travail nous permettra d'avoir une connaissance sur la création d'emplois générés par l'augmentation de l'IDE à Madagascar d'un côté et d'observer la qualité de ces emplois créés d'un autre côté. De plus, il va nous permettre de vérifier les hypothèses suivantes : l'IDE entrant à Madagascar favorise la création d'emplois ; améliore la croissance économique et contribue à la réduction de la pauvreté du pays.

Dans la réalisation de cette étude, nous avons effectué quelques tâches : tout d'abord, nous avons fait des revues de littérature et des recherches bibliographiques auprès des centres de documentation. Ensuite nous avons consulté l'internet pour la recherche des articles au sujet de l'IDE et l'emploi. Enfin, concernant les données empiriques, nous nous sommes référés aux résultats des études effectuées par certains organismes tels que les enquêtes de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) et de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) sur l'IDE et l'IPF , étude sur la promotion de l' IDE à Madagascar fait par le Centre de Recherche, d'Etude, d'appui à l'Analyse Economique de Madagascar (CREAM), étude sur l'impact de l'IDE sur le salaire et les conditions de travail fait par l' Organisation et Coopération de Développement Economique (OCDE)... et aussi auprès de certains Ministères comme celui de la Fonction Publique, du Travail et des lois sociales.

Pour une meilleure compréhension, cette étude se divise en deux parties. La première partie traitera les approches théoriques concernant l'IDE et l'emploi. Tandis que la deuxième partie se focalisera sur l'analyse empirique des effets de l'IDE sur l'emploi à Madagascar.

## **PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI**

Dans le cadre de la mondialisation, une relation d'interdépendance, directe ou indirecte, s'est nouée entre les différents pays du monde. En effet, la mondialisation a favorisé les échanges des biens et services d'une part, et celles des capitaux d'autre part d'un point de vue global. La libéralisation des échanges et des investissements a poussé les firmes nationales, principalement celles des pays développés, à élargir leurs champs d'action au niveau international et donnant naissance à ce que nous appelons « Firmes Multinationales ». Ce phénomène d'internationalisation des activités des firmes qui est à l'origine de l'Investissement direct étranger.

Par ailleurs, la situation d'emploi fait partie des débats théoriques depuis des années afin de mettre en place des politiques économiques et sociales adéquates pour combattre le chômage d'une part, et pour atteindre la situation de plein emploi d'autre part. Si les Keynésiens montrent que le chômage est le résultat de l'insuffisance des débouchés des entreprises dues à la faiblesse de la consommation des ménages, les Classiques et Néoclassiques montreront que c'est le niveau élevé des salaires qui est la source du chômage.

En fait, les diverses analyses théoriques sur les impacts de l'investissement direct étranger ont montré que la multinationalisation des firmes ont engendré davantage une amélioration de la situation d'emploi, aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif, dans les pays récipiendaires de l'IDE. De plus, théoriquement, la situation d'emploi dans les pays d'origines des IDE est tantôt stable, tantôt détériorée en termes du nombre d'emploi créé ou détruit.

Par conséquent, cette première partie de ma recherche se concentrera sur les explications théoriques des concepts de l'IDE et de l'emploi, des impacts de l'IDE sur l'emploi aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. Elle est subdivisée en deux chapitres. En premier lieu, le chapitre premier va éclaircir les concepts de l'Investissement direct étranger et de l'emploi ainsi que d'expliquer les stratégies de la multinationalisation des firmes. En second lieu, le deuxième chapitre se focalisera sur les fondements des théoriques des relations entre l'IDE et l'emploi en mettant en exergue les effets, positifs et négatifs, de l'IDE sur l'emploi suivis d'un modèle théorique sur le lien entre l'IDE et l'emploi.

# **CHAPITRE I : CONCEPTS THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI**

La maîtrise des concepts est essentielle afin de bien mener une analyse théorique ou pratique et cela exige une spécification du champ d'utilisation de ces derniers. C'est l'objectif même du présent chapitre. Ainsi, Le concept d'investissement direct étranger peut être défini de plusieurs manières selon des diverses théories existantes qui s'efforcent de l'expliquer et varie suivant son champ d'application. En revanche, même si la notion de l'emploi peut être comprise facilement, il faudra quand même être précis lors de son utilisation.

En faite, pour une bonne compréhension des concepts d'investissement direct étranger et de l'emploi, ce premier chapitre est composé de trois sections. La première section se focalisera sur les explications du concept d'investissement direct étranger ainsi que la définition des principaux acteurs de l'IDE notamment les firmes multinationales et les entreprises d'investissements. Après, la seconde section mettra en avant les différents types d'investissement direct étranger ainsi que les diverses stratégies mise en œuvre par les firmes lors du phénomène de multinationalisation. Pour terminer, la dernière section se concentrera sur les définitions des concepts d'emploi, du chômage et du marché du travail suivant les approches néoclassique et keynésienne.

## **Section1 : Le concept de l'Investissement Direct Etranger dans la littérature économique**

Plusieurs sont les définitions que l'on peut donner à un Investissement Direct Etranger (IDE) selon les différents courants de pensées. Mais avant de les voir, il est nécessaire de définir ce qu'est un investissement. Le système de comptabilité malgache définit l'investissement comme « l'acquisition de moyens de production par les agents économiques dans le but de maintenir ou développer le capital – les agents considérés peuvent être les entreprises, l'administration ou les ménages ». En d'autre terme, l'investissement sert à accroître le stock de capital des entreprises ou remplacer les éléments du capital existant devenu obsolètes. L'achat des biens durables nécessaires dans le processus de production par les entreprises, la réalisation des infrastructures (écoles, routes,...) par l'administration et l'acquisition de logement par les ménages font partis des investissements.

Maintenant, nous allons voir les différentes définitions de l'IDE dans la littérature économique selon les diverses institutions et auteurs. Elles sont surtout en fonction des domaines de recherche de chaque auteur, mais néanmoins, ces définitions présentent une caractéristique commune permettant de savoir la notion de l'IDE.

### **I-1-Définitions de l'Investissement Direct Etranger**

#### **I-1-1-Selon les diverses institutions**

Plusieurs sont les institutions qui ont essayé de donner des éclaircissements de la notion de l'IDE.

D'abord, l'OCDE et le FMI. Ces deux institutions s'accordent à définir un Investissement Direct Etranger (IDE) comme « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). La notion d'intérêt durable est importante dans cette définition. Elle signifie l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence sur la gestion de l'entreprise. Ainsi, l'Investissement direct prend en compte à la fois la transaction initiale, participation au capital social de l'entreprise, qui établit la relation entre l'investisseur direct et l'entreprise, et toutes les autres transactions ultérieures entre les deux parties et entre les entreprises apparentées qu'elles soient constituées ou non en sociétés»<sup>1</sup>.

Le contrôle de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise est défini par le pourcentage des actifs de la firme détenus par l'investisseur. Un seuil de 10% des actifs de l'entreprise possédés par la maison mère permet de caractériser un Investissement Direct Etranger. L'IDE se distingue des autres flux de capitaux, surtout par rapport à l'investissement de portefeuille, à l'aide de ce niveau de détention d'actifs. En d'autre terme, contrairement à l'IDE, les investissements de portefeuille sont des investissements à l'étranger dans une entreprise dans laquelle l'investisseur ne possède qu'une part inférieure à 10% des actifs de la firme dans laquelle il investit. Avec sa faible part dans les actifs de l'entreprise, l'investisseur ne possède pas le droit de contrôle sur la gestion de cette dernière et n'a pas l'intention d'acquérir un intérêt durable mais seulement de se procurer des bénéfices de ses placements. Par conséquent, un flux de capital est un IDE si :

- Il permet à l'investisseur de contrôler la gestion de l'entreprise investie surtout du point de vue stratégique

---

<sup>1</sup> Fonds Monétaire Internationale, *Manuel de la Balance des Paiements*, 5<sup>ème</sup> édition 1993

- Il occasionne un transfert de compétence complexe tel que le transfert des savoir-faire, des Hommes, des licences, des matériels technologiques

- Il sert à la production des biens et services

De plus, selon la BCM et l'INSTAT, l'IDE est « l'ensemble des ressources (apport au capital social, prêt, mise à disposition de trésorerie, de crédits commerciaux ou de bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises avec lesquelles il est en relation d'investissement direct »<sup>2</sup>.

Enfin, la banque de France ont défini que l'IDE est « la détention à l'étranger d'une unité ayant une autonomie juridique ou d'une succursale. La détention d'une proportion significative du capital, donne à l'investisseur résidant un droit de regard dans l'industrie étrangère investie (participation égale ou supérieure à 10 %), et les prêts et avances à court terme consentis par l'investisseur à la société investie, dès lors qu'un lien de maison mère à filiale est établi entre les deux entités. »<sup>3</sup>

### **I-1-2-Selon les différents auteurs**

A part les organismes, certains auteurs proposent aussi leur définition concernant l'IDE selon leur domaine d'étude.

D'abord, HUGONNIER (1997) définit l'IDE comme « un investissement réalisé par une entreprise ou institution financière non résidente ou par une entreprise résidente sous contrôle étranger, au moyen de la création ou de l'extension d'une entreprise filiale ou d'une succursale ou au moyen de prise de participation dans une entreprise nouvelle ou déjà existante »<sup>4</sup>.

Ensuite, Wladimir ANDREFF explique l'IDE comme un capital investi dans la propriété d'actifs réels dans le but d'une implantation d'une filiale à l'étranger ou d'un contrôle d'une firme étrangère déjà existante afin d'instaurer une relation économique durable avec l'entité établie à l'étranger.

D'après toutes ces définitions proposées par les différents organismes et par les divers auteurs, nous pouvons, en résumé, dire que l'Investissement Direct Etranger (IDE) est un investissement d'une entité (investisseur direct) appartenant à une économie nationale dans une autre entité (Entreprise d'investissement direct) se trouvant à l'étranger, avec une part

---

<sup>2</sup> BCM et INSTAT : Enquête sur l'IDE/IPF

<sup>3</sup> Cours d'Expertise Internationale

<sup>4</sup> SIMON, Y. LAUTIER, D. (2003) : *Techniques financières internationale*, 8<sup>ème</sup> éd., Economica, Paris, p.720

plus de 10% de l'investisseur dans les actifs possédés de la firme étrangère, afin d'établir une relation de long terme entre les deux entités pour que l'investisseur puisse faire un contrôle sur la gestion de l'entreprise. Cette dernière pourra être une filiale, une société affiliée ou une succursale.

Aussi, il est important de remarquer que les transactions des capitaux d'IDE se décomposent en capital social, en bénéfices réinvestis et en d'autres transactions d'investissement direct :

\_ Le Capital social désigne la participation au capital des succursales ou toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, exceptées les actions privilégiées non participantes attribuées comme titres de créance.

\_ Les Bénéfices réinvestis correspondent à la part des bénéfices qui revient à l'investisseur direct sur ceux qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales et les entreprises affiliées ainsi que ceux des succursales qui ne sont pas versés directement à l'investisseur.

\_ Les autres transactions d'investissements directs regroupent celles qui sont liées aux dettes interentreprises entre les entreprises appartenant à un même groupe. Elles couvrent les emprunts et prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et les engagements interentreprises. Cela prend en compte les prêts des investisseurs aux filiales ainsi que ceux des filiales aux investisseurs. Ici, on ne distingue pas les investissements à court et à long terme.

## **I-2- Définitions de la Firme multinationale et de l'Entreprise d'investissement direct**

Ces deux entités sont considérées comme les principaux acteurs dans l'afflux de l'investissement direct étranger et jouent des rôles importants dans le phénomène d'internationalisation. Ce sont respectivement l'offreur et le receveur des flux d'IDE.

### **I-2-1-La firme multinationale**

Il compte plusieurs définitions de la firme multinationale dans la littérature économique, qui sont très variées et souvent divergentes, mais nous allons essayer de voir quelques-unes d'entre elles.

En 1960, D.E LILLIENTHAL<sup>5</sup> utilise pour la première fois le terme de « firme multinationale » et le définit comme étant « une entreprise qui a son siège dans son pays

---

<sup>5</sup> LILLIENTHAL D.E. (1960), « Management of the multinational corporation », Mac Graw Hill ; New York.



d'origine mais qui opère et vit sous les lois et les devoirs d'autres pays ». Pour avoir plus de précision, G.A STEINER<sup>6</sup> postule «qu'une firme multinationale obéit à deux critères : d'abord, elle opère dans deux ou plus de deux pays, dans lesquels elle a des bénéfices et des perspectives de croissance, puis dans un second temps elle prend des décisions multinationales, c'est à dire des décisions applicables dans plusieurs pays ».

Dans le même sens de ces définitions, ANDREFF et FRANK I ont aussi donné chacun leur propre définition de la firme multinationale. ANDREFF<sup>7</sup> précise que c'est « toute firme dont le capital est pris dans un processus d'accumulation internationale ». Cette définition montre l'importance de la firme multinationale dans le phénomène d'internationalisation des activités. De plus, FRANK I<sup>8</sup> ajoute que c'est « une société qui opère dans plusieurs pays étrangers au travers de filiales qui sont soumises à un certain degré de contrôle central ».

A partir de ces définitions, nous pouvons dire que la firme multinationale est une entreprise, dans la plupart des cas de grande taille, qui a son siège dans un pays donné mais qui effectue diverses opérations dans d'autres pays par le biais de ses filiales et dans lesquelles elle a beaucoup d'influence.

Il est important de noter que pour les Nations-Unies, elles emploient plutôt le concept de « transnationale » au lieu du concept de « multinationale ». Il est nécessaire de voir la nuance entre ces deux termes qui sont un peu confondus avec nos définitions citées en sus. Le premier est utilisé quand ils veulent parler d'une entreprise, qualifiée de « société mère », qui possède plusieurs filiales à l'étranger mais qui son siège dans un pays donné. Tandis que le deuxième est utilisé pour désigner une entreprise appartenant à plusieurs nations et qui peut posséder ou non des filiales à l'étranger.

### **I-2-2-Entreprise d'investissement**

Concernant l'Entreprise d'investissement, elle peut se définir comme une entreprise dans laquelle plus de 10% de ses actions ou de ses droits de vote, dans le cas d'une filiale ou d'une société affiliée, ou l'équivalent dans le cas d'une succursale appartiennent à un investisseur direct. Selon la part des apports de l'investisseur direct, l'entreprise d'investissement peut prendre différentes formes soit une filiale, une société affiliée, ou une succursale.

---

<sup>6</sup> STEINER G.A. (1966), « The nature and signification of multinational corporate planning » - in George A. Steiner and Warren M Cannon Multinational corporate planning-New York.

<sup>7</sup> ANDREFF W. (1976), *Profits et structures du capitalisme mondial*, Calmann-Lévy.

<sup>8</sup> FRANK I. (1981), *Multinationales et développement*, Masson, Paris.

\_ une filiale désigne une entreprise dotée de la personnalité morale dont plus de 50% des droits de votes des actionnaires sont détenus par l'investisseur direct. Ce dernier dispose le droit de désigner ou révoquer une majorité des membres du conseil d'administration.

\_ une société affiliée correspond à une entreprise dans laquelle la part de l'investisseur direct et de ses filiales dans l'entreprise est au moins 10% mais n'excède pas 50% des actions avec des droits de vote. L'investisseur direct et ses filiales possèdent un pouvoir de décision dans la gestion.

\_ une succursale est une entreprise appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct dans laquelle il contrôle 100% des droits de votes des actionnaires, ou une entreprise à participation qui ne possède de la personnalité morale distincte dans le pays d'accueil.

Ainsi, nous pouvons parler d'IDE lorsque l'investisseur direct possède plus de 10% du total des actifs de l'entreprise d'investissement direct qui lui permet d'influencer les décisions stratégiques de cette dernière. Maintenant, nous allons voir les divers types d'IDE selon le mode d'entrée des Entreprises multinationales dans le pays hôte ainsi que les différentes stratégies de multinationalisation des firmes.

## **Section 2 : Typologie d'Investissement Direct Etranger et les stratégies de multinationalisation**

### **II-1-Typologie d'Investissement Direct Etranger**

Pour pénétrer dans un pays donné, les firmes multinationales peuvent investir directement à l'étranger en choisissant de créer des filiales, ou de fusionner ou d'acquérir avec une entreprise déjà existante dans le pays récipiendaire. Nous pouvons ainsi distinguer trois types d'IDE selon ce mode d'entrée des firmes multinationales dans le pays d'accueil :

#### **II-1-1-La fusion-acquisition**

La fusion concerne deux sociétés qui s'unissent en vue d'atteindre des objectifs communs tels que le renforcement de leur pouvoir contre la concurrence. Tandis que l'acquisition consiste au rachat d'une société par une autre plus performante qu'elle.

### **II-1-2-La création ex-nihilo**

Elle consiste, pour les grandes firmes, à la création d'une ou plusieurs filiales qui peuvent être autonomes ou sous le contrôle de la maison mère.

### **II-1-3- La participation**

On parle d'une société de participation lorsqu'elle possède une part, comprise entre 10% et 50%, du capital d'une autre société. Si la part est inférieure à 10% on parle de placement.

## **II-2-Les stratégies de multinationalisation**

Selon leurs objectifs, les firmes multinationales adoptent diverses stratégies lorsqu'elles s'introduisent dans un pays. Parmi les stratégies, on peut distinguer quatre qui sont les plus utilisées : la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie d'accès au marché (ou stratégie horizontale), la stratégie de minimisation des coûts (ou stratégie verticale), et la stratégie de partenariat.

### **II-2-1-La stratégie d'accès aux ressources naturelles**

Cette stratégie consiste, pour les grandes firmes, à accaparer les ressources naturelles dans les autres pays par le biais des filiales implantées dans ce dernier. Souvent dans les pays d'origine de ces firmes, les ressources naturelles sont très rares ou parfois même inexistantes dues à des conditions climatologiques ou géologiques. Or la production, des firmes, nécessitent beaucoup de matières premières surtout pour celles qui se trouvent dans les secteurs miniers, énergétiques et métallurgiques. Par conséquent, pour pouvoir s'approvisionner, les firmes vont exploiter ces ressources à l'étranger c'est-à-dire dans les autres pays où elles sont abondantes ; d'où cette stratégie est aussi appelée « stratégie d'approvisionnement ». Habituellement ces firmes proviennent des pays développés et qui vont accaparer les ressources naturelles dans les pays en voies de développements, surtout ceux d'Afrique Subsaharienne.

### **II-2-2-La stratégie d'accès au marché ou stratégie horizontale**

Cette stratégie est utilisée par les firmes multinationales, qui sont à l'origine de l'IDE, pour élargir leur part de marché en accaparant de nouveaux marchés à l'étranger. En effet, pour avoir un marché dans un pays étranger, autre que celui de la maison mère, la firme multinationale peut choisir entre l'exportation et l'IDE. Le premier consiste pour la firme à fabriquer dans son pays d'origine et puis exporter ses produits dans les autres pays ; tandis que pour le second, la firme produit sur place, c'est-à-dire dans les pays étrangers, pour servir à la demande locale. Le choix de la firme réside surtout sur la politique commerciale mise en

place par le pays étranger. Ainsi, la firme opte pour l'IDE, au lieu de l'exportation, lorsque le protectionnisme dans le pays étranger est très fort tels que les barrières tarifaires, surtout les droits de douanes, et non tarifaires comme les normes et les restrictions volontaires des exportations.

Cette stratégie est désignée d'« horizontale » puisqu'elle considère les flux d'investissements croisés Nord-Nord, car presque tous les pays développés se trouvent dans l'hémisphère nord, qui s'amplifient entre la triade, c'est-à-dire l'Europe - l'Amérique du Nord - le Japon, d'un côté et les flux d'investissement entre les pays du Nord et les pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) d'un autre côté. Les investissements entre ces pays sont réalisés dans les mêmes secteurs d'activités avec des produits, des techniques de production identiques.

La stratégie de marché est pratiquée par la firme dans les pays ayant le même niveau de développement et une même structure de marché que celui de la maison mère car ils ont souvent des demandes presque semblables, et les consommateurs ont des comportements et des pouvoirs d'achat proches que ceux existants dans le pays d'origine de la firme.

Ainsi dans la stratégie d'accès au marché, la firme multinationale possède deux unités de productions distinctes : l'une se trouve dans le pays de la maison mère pour assurer la demande dans son pays, et l'autre se trouve dans le pays récipiendaire de l'IDE pour servir la demande sur le marché local d'implantation.

### **II-2-3-La stratégie de minimisation des coûts ou stratégie verticale**

Comme son nom l'indique, cette stratégie consiste à minimiser les coûts de production des firmes multinationales en profitant des mains-d'œuvre à bon marché et de l'abondance des matières premières nécessaire à la production dans les pays d'accueil. En effet dans cette stratégie, la décomposition des différentes étapes du processus de production dans divers pays permet d'amoindrir les coûts de production et de bénéficier d'une économie d'échelle due à une forte spécialisation de filiales-atelier. Ainsi l'avantage comparatif et la différenciation en dotations factorielles de chaque pays incitent les firmes multinationales à exécuter les différentes étapes de leur production à l'extérieur de son pays.

Cette stratégie est dite « verticale » car elle considère les flux des investissements Nord-Sud. En faite, les firmes des pays développés venant presque de la partie Nord de l'équateur investissent dans les pays en voie de développement surtout en Afrique Subsaharienne se trouvant dans la partie Sud. Elle est surtout le fruit de la différence de niveau de développement entre ces pays. Ici, les flux des investissements ont un caractère

unilatéral plutôt que croisé car ce sont les pays développés qui réalisent l'IDE dans les pays en développement mais le sens contraire n'existe pas.

Contrairement à la stratégie horizontale, la stratégie verticale est usée par les firmes pour faire des investissements intersectorielles c'est-à-dire entre différents secteurs. De plus, les firmes multinationales se délocalisent à l'étranger, surtout dans les pays en développement, pour minimiser leurs coûts de productions mais non pas pour servir la demande sur marché d'implantation ni pour accéder à de nouveau marché. En effet, le produit final destiné à la vente va être réexporté dans les pays d'origine des firmes pour satisfaire les demandes de leurs consommateurs. Et par conséquent les firmes ne font plus leur production dans les pays de leurs maisons mères.

#### **II-2-4-La stratégie de partenariat**

Cette stratégie est adoptée par les firmes multinationales pour faire face à la concurrence internationale devenue très forte. En effet, au lieu de devenir des concurrents, les firmes multinationales s'allient pour devenir des partenaires dans le but de d'affaiblir leurs coûts fixes et leurs apports en capitaux par la sous-traitance de certaines fonctions par les firmes expérimentées.

Les firmes multinationales qui adoptent cette stratégie de partenariat sont appelées firmes globales selon PORTER. Elles s'ordonnent sur une base régionale ou parfois même mondiale pour s'accaparer les marchés, partager les coûts et les risques de la Recherche-développement (RD), se répartir les innovations et les nouvelles découvertes scientifiques grâce aux techniques de production flexibles ainsi qu'aux Nouvelles Techniques d'Information et de Communication (NTIC).

Cette section nous évoque l'existence de trois types d'investissement direct étranger suivant la part de l'investisseur direct dans le total des actifs des Entreprises d'investissements, d'une part ; et que les firmes se multinationalisent en adoptant diverses stratégies suivant leurs objectifs et selon les avantages que leurs offrent les pays d'accueil. A présent, la section suivante va expliciter les explications des concepts de l'emploi et du marché du travail.

### **Section 3 : Les concepts de l'emploi et du marché du travail**

Pour bien mener sa vie dans une société marchande, où tout se vend et tout s'achète, les individus ont besoin de revenu dont une de ses principales sources est l'emploi. Un des plus grands problèmes aujourd'hui, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, est l'insuffisance d'emploi qui entrainera le chômage. Ainsi le nombre de demandeurs d'emploi excède largement celui des offreurs du fait de l'augmentation de la population dans son ensemble d'où accroissement de la population active. C'est pourquoi il est essentiel de bien comprendre le concept de l'emploi du point de vue théorique. Mais dans cette section nous nous limitons à la définition et la compréhension de l'emploi et du marché du travail.

#### **III-1-Notion de l'emploi et du chômage**

##### **III-1-1-Définition de l'emploi**

Tout le monde a ses conceptions lorsque nous parlons d'emploi, mais ce terme n'est pas bien précis quand nous nous demandons de le définir. Alors pour bien saisir le terme, d'abord il faut faire la nuance entre les concepts d'emploi et de travail qui sont habituellement confondus dans l'esprit des gens. Ces deux termes sont souvent synonymes dans le langage courant mais leurs utilisations doivent être bien spécifiées. Par exemple au lieu de dire « chercher un travail », les personnes doivent dire « chercher un emploi » car ce sont deux actions très différentes faites par deux acteurs économiques distincts, respectivement, les Entreprises et les individus. En effet, les individus et les ménages font la demande d'emploi, ou en d'autre terme offrent du travail, tandis que les entreprises offrent des emplois ou demandent du travail. Ainsi, d'une façon plus simple, lorsque nous parlons de travail, nous voulons indiquer l'homme qui travaille ou encore le temps que consacre l'homme à travailler ; mais quand nous disons emploi, nous voulons parler de l'activité que l'homme fait ou de la fonction qu'il occupe. Au niveau macroéconomique, l'ensemble de travail fourni au sein d'une économie nationale par l'ensemble de la population active qui n'est pas en chômage est représenté par l'emploi.

De plus, dans le monde de travail, nous pouvons assimiler un emploi à un contrat salariat conclu entre l'employeur et le salarié en vue d'une réalisation de travail contre rémunération par l'exercice d'une profession. Tandis que le travail, au sens économique usuel, est l'activité rémunérée qui permet la production de biens et services.

Ensuite, il est important de se référer à la définition du Bureau International de Travail (BIT) pour bien déterminer le concept d'emploi. Selon cet organisme, « l'emploi rassemble ceux qui exercent un travail rémunéré, salarié ou non, quels que soient son taux de rémunération et la durée de travail. S'y ajoutent ceux qui, bien que sans emploi au moment de l'enquête, ont conservé un lien formel avec leur employeur qui leur assure un revenu. »

### **III-1-2-Notion de « plein emploi »**

L'objectif de toute politique d'emploi, par les gouvernements de chaque pays, est d'atteindre le plein emploi. Mais quelle est la vraie signification de ce concept ?

D'abord, dans le vocabulaire courant, le plein emploi signifie tout simplement l'utilisation de toute la main-d'œuvre disponible dans un pays, c'est-à-dire que toute personne désirant travailler occuperait un emploi.

Ensuite, selon les courants de pensée classique et néoclassique, l'économie se trouve en plein emploi lorsque l'offre globale de travail, des individus et des ménages, est égale à la demande globale de travail des entreprises. Cette situation se rétablit naturellement, selon ces deux courants, puisque il y a toujours ajustement de l'offre et de la demande de travail par le salaire en cas de déséquilibre. En effet, l'équilibre sur le marché du travail, comme sur les autres marchés, est vérifié par la loi de débouché de J-B. SAY qui affirme, que « toute offre crée sa propre demande », donc l'économie tend toujours vers le plein emploi. Ainsi en cas de chômage, une baisse de salaire va induire une augmentation de la demande de travail des entreprises qui va conduire au plein emploi ; et dans ce cas les chômeurs sont ceux qui refusent de travailler au salaire du marché et qui ne sont pas considérés comme des réels offreurs de travail, d'où le chômage est un phénomène volontaire. Donc, le plein emploi peut correspondre au taux optimal de chômage volontaire liés au processus individuel de recherche d'un emploi.

Enfin, contrairement aux classiques (Keynes nomme ainsi indifféremment les classiques et les néoclassiques), KEYNES ne considère pas l'existence d'un marché du travail mais raisonne plutôt en terme de « demande effective ». L'économie n'est pas toujours en plein emploi d'où la nécessité des politiques économiques pour l'atteindre. Donc pour lui « le plein emploi est atteint lorsque l'emploi globale cesse de réagir élastiquement à la demande des produits »<sup>9</sup> c'est-à-dire dès que l'augmentation de la demande entraîne celle des salaires nominaux. Dans un autre point de vue, pour KEYNES le plein emploi est défini par

---

<sup>9</sup> Keynes J.M (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1966 (trad. Française), p. 48.

l'élimination du chômage involontaire<sup>10</sup>. Ainsi, le plein emploi peut être considéré comme un objectif de diminution du chômage sans avoir une hausse exorbitante de l'inflation. D'où il correspond « au taux de chômage auquel le rythme de l'inflation se stabilise lorsque le taux de croissance de la masse monétaire reste constant ; ou encore c'est le taux auquel le montant de la demande effective ne peut plus accroître l'emploi et le volume de la production »<sup>11</sup>.

### **III-1-3-La notion de « sous-emploi »**

La notion est difficile à définir, il a plusieurs significations selon le champ d'utilisation. D'un point de vue général, le terme de « sous-emploi » désigne l'utilisation d'une partie seulement de la main-d'œuvre disponible.

Par ailleurs, le sous-emploi peut caractériser aussi bien une économie nationale qu'un secteur dans cette économie. Ainsi, dans le monde rural, il est appelé aussi, par les économistes, « chômage déguisé ». D'un côté, le chômage déguisé est la situation où « les membres des familles agricoles mènent tous une activité à temps partiel en se partageant le travail à effectuer »<sup>12</sup>. D'un autre côté, il existe lorsque les gens ont un emploi plus ou moins défini mais qu'ils contribuent faiblement à la productivité (par exemple les vendeurs des rues et les cireurs de chaussures qui restent assis à ne rien faire, qu'une ou deux petites ventes, pendant des heures).

D'après ces définitions, le concept de sous-emploi (ou chômage déguisé) peut se définir par rapport à deux éléments qui décrivent l'utilisation de la main-d'œuvre à savoir la durée et la productivité du travail.

Pour la durée de travail, elle peut être mesurée en fonction des heures de travail de la population occupée. Quant à la productivité du travail, qui se définit comme le rapport entre la quantité de biens ou services produits et la quantité de travail nécessaire à cette production, elle est difficile à mesurer. En effet, elle dépend de plusieurs facteurs tels que : les niveaux de qualification des travailleurs, leurs attitudes vis-à-vis du travail, leurs capacités physiques et mentales, la répartition professionnelle de la main d'œuvre, les ressources naturelles existantes et le volume du capital.

Ensuite, ces deux éléments caractéristiques du sous-emploi permettent de distinguer deux formes de sous-emploi : le « sous-emploi visible » qui correspond à l'inadéquation de la

---

<sup>10</sup> Le chômage involontaire est la situation dans laquelle les individus qui cherchent de travail ne trouvent pas.

<sup>11</sup> AGLIETTA M. « Panorama sur les théories de l'emploi ». In : *Revue économique*. Volume 29, n°1, 1978. P 81.

<sup>12</sup> GILLIS M. et al., *Economie du développement*, De Boeck, Nouveaux Horizons, traduction de la 4<sup>e</sup> édition américaine par Bruno Baron-Renault, p 285



durée de travail ; et « le sous-emploi invisible » correspondant à l'inadéquation à la productivité du travail.

### **III-1-4-La notion du « chômage »**

Dans une étude de l'emploi, il est essentiel de comprendre le concept du chômage puisque c'est un des phénomènes économiques le plus fréquent constaté presque dans le monde. C'est un grand problème économique qui fait parti des débats économiques actuels. Pour pouvoir saisir le terme nous allons d'abord le définir ; puis voir les différents types de chômage.

#### **a. Définitions du chômage**

Le chômage peut être défini de diverses manières selon les organismes qui le décrivent.

D'abord, d'une manière simple, le chômage est la situation dans laquelle se trouvent les personnes qui n'ont pas d'emploi. Mais pour plus de détails nous pouvons le définir comme la situation des personnes, appartenant à la population active, dépourvues involontairement d'emploi pendant une période de référence et qui en recherchent activement.

Ensuite, la définition du chômage la plus utilisée aujourd'hui se réfère à celle du Bureau International du Travail. Le chômage au sens du BIT regroupe toutes personnes en âge de travailler (15 ans – 64 ans) qui n'ont pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, pendant la période de référence ; qui sont disponibles pour travailler dans les deux semaines qui suivent l'enquête ; et qui ont entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou ont un emploi qui commence dans les trois mois.

#### **b. Types de chômage**

Notons principalement trois types de chômage selon ses causes telles que la mobilité des travailleurs, la structure économique et le niveau d'activité (conjuncture). Ce sont :

##### **\_ le chômage frictionnel**

C'est la fraction du chômage expliquée par le temps nécessaire à la recherche d'un emploi. En effet, la recherche d'un emploi correspondant aux goûts et aux capacités de chaque travailleur nécessite du temps. De plus, les emplois disponibles exigent des compétences différentes, les travailleurs ayant des préférences et des compétences différentes, donc les travailleurs n'acceptent pas nécessairement le premier emploi qui leur est proposé. En d'autre terme, c'est le chômage provoqué par les mobilités sur le marché du travail et le délai qui accompagne le passage d'un emploi à un autre.

### \_ le chômage structurel

Le chômage structurel explique la situation où il existe un excès d'offre par rapport à la demande sur le marché du travail dû notamment à la rigidité des salaires et du rationnement de l'emploi. Cette rigidité a plusieurs causes telles que les plus connues sont l'existence des syndicats des travailleurs et des lois sur la fixation du salaire minimum. Mais à part ces deux causes les plus fréquentes, les théories du salaire d'efficience montrent que les entreprises offrent des salaires plus élevés afin de motiver les salariés qui, par reconnaissance envers les entreprises, sont plus productifs ; d'éviter la rotation des travailleurs ; d'attirer les salariés les plus qualifiés.

### \_ le chômage conjoncturel

Comme son nom l'indique ce type de chômage est à la conjoncture économique c'est-à-dire aux fluctuations économiques de court terme. Il est causé surtout par le ralentissement des activités économiques qui peut être temporaire ou un peu plus durable entraînant le licenciement de certains personnels. Le chômage conjoncturel peut être aussi associé à l'écart du taux de chômage, indiquant la part des chômeurs sur la population active, par rapport à son taux naturel. Ce dernier est défini comme le taux stationnaire de chômage ou le taux de chômage vers lequel l'économie tend à long terme.

Par ailleurs, il faut noter l'existence de type de chômage selon les courants de pensée économiques. Souvent ces types de chômage prennent leurs noms tels que le chômage classique et le chômage keynésien.

\_ Le chômage classique se caractérise par un excès de l'offre sur la demande au niveau du marché du travail accompagné par un excès de la demande de biens et services. Ces déséquilibres sont dus par un salaire réel trop élevé. En effet, d'une part le salaire élevé va entraîner une hausse des revenus pour les ménages qui vont ensuite augmenter leurs dépenses d'où une augmentation de la demande de biens ; d'autre part ce salaire élevé est une opportunité pour les offreurs de travail (les individus et les ménages) qui vont offrir davantage leurs forces de travail d'où une augmentation de l'offre de travail. La seule solution possible pour résoudre le chômage, selon les classiques, est donc de faire baisser le salaire réel

\_ Contrairement à celui du classique, le chômage keynésien s'explique par un excès de l'offre sur les marchés du travail et des biens et services. D'un côté, puisque l'offre excède la demande sur le marché de bien, la production dépendra donc de la demande. D'un autre côté, l'excès de l'offre de travail permet d'expliquer le faible niveau de l'emploi par l'insuffisance de la demande de travail. Par conséquent, pour résoudre le chômage c'est-à-dire augmenter le

niveau de la production et donc de l'emploi, il faut augmenter la demande globale à travers des politiques économiques.

Nous avons parlé tout le long de cette sous section de la notion de l'emploi et celle du chômage qui sont deux notions essentielles dans la compréhension du concept d'emploi. Maintenant, nous allons voir en ce qui concerne le marché du travail qui est déjà mentionné en sus.

### **III-2-Notion de marché du travail**

Dans la sous section précédente, nous avons dès lors évoqué la notion de marché du travail. Mais ici, nous allons parcourir la littérature économique pour pouvoir bien comprendre cette notion. Nous nous limitons notre étude sur la conception du marché du travail selon les courants de pensée néoclassique et selon Keynes.

Sur ce marché du travail les principaux acteurs économiques sont les individus et les ménages d'une part qui sont les offreurs de travail, et les entreprises d'autre part qui sont les demandeurs de travail. Mais à part eux, il existe d'autres acteurs qui peuvent jouer des rôles importants tels que l'Etat et les partenaires sociaux en tant que régulateurs des échanges (par la législation du travail et les conventions paritaires) et responsables de l'enseignement obligatoire, de la formation continue, de système d'assurance sur le marché du travail.

#### **III-2-1-Le marché du travail selon la conception néoclassique**

En considérant le travail comme toutes autres marchandises, bien qu'il ne fasse pas parti des marchandises produites, les néoclassiques affirment l'existence d'un marché du travail qui permet de fixer le niveau de l'emploi. Sur ce marché se rencontrent une offre globale et une demande globale de travail qui sont respectivement fonctions croissante et décroissante du salaire réel. Ainsi, une augmentation du salaire réel entraînera une diminution de la demande de travail des entreprises et une hausse de l'offre pour les ménages ; tandis qu'une baisse de salaire réel entraîne les effets contraires.

Le ménage, en tant qu'agent économique selon un des postulats des néoclassiques, offre sa force de travail en faisant l'arbitrage de son temps entre le travail et le loisir. Ainsi, plus le salaire est élevé, plus le ménage renonce au loisir car le coût d'opportunité du travail est plus élevé, d'où il va choisir de travailler c'est-à-dire consacrer plus de temps au travail qu'au loisir et par conséquent l'offre de travail est d'autant plus forte. Contrairement à cette situation, lorsque le salaire diminue, le ménage substitue le travail au loisir car d'un côté le coût d'opportunité du loisir va augmenter et d'un autre côté le salaire ne permet pas de couvrir la

désutilité du travail (exemple la routine qui devient ennuyeuse), et en conséquence l'offre de travail va diminuer.

De son côté, l'entreprise qui fait la demande de travail va aussi faire l'arbitrage entre le coût du travail (le salaire) et ses apports (la productivité des travailleurs). En effet, l'entreprise ne décide d'embaucher que si la productivité du salarié est supérieure au salaire, autrement dit si ce qu'apporte le travailleur est supérieur à ce qu'il coûte. Il faut noter que ce qui distingue surtout les néoclassiques des autres courants de pensée, c'est le calcul à la marge c'est-à-dire qu'il ne raisonne en quantité globale mais en quantité additionnelle. D'après la loi de rendement décroissant, qui est un des fondements de la théorie marginaliste, le travail a une productivité marginale décroissante. En d'autres termes, chaque ouvrier supplémentaire permettra de produire plus mais la productivité du dernier ouvrier sera inférieure à celle de la précédente. Ainsi la décision d'embauche de l'entreprise doit continuer jusqu'au nombre de salariés qui permet d'égaliser la productivité du dernier salarié et le salaire. Tout point situé avant cette égalité est une manqué à gagner et ceux après coûtent trop chers pour l'entreprise. Ici le salaire est exogène à l'entreprise car dépend de l'offre et de la demande sur le marché du travail, donc lorsque le salaire augmente, embaucher devient trop coûteux pour l'entreprise d'où la demande de travail diminue.

En outre, selon les néoclassiques, tout marché s'autorégule naturellement, y compris le marché du travail, par un ajustement par le prix (le salaire pour le travail). Il existe donc un salaire d'équilibre qui permet d'assurer l'égalité entre l'offre et la demande de travail. En effet si l'offre excède la demande de travail, certains travailleurs se trouveront en chômage et l'acceptation de recevoir un salaire plus bas leur permet de trouver un emploi. Dans le cas contraire, si la demande excède l'offre de travail, une hausse de salaire permet d'atteindre le plein emploi.

### **III-2-2-Le marché du travail selon KEYNES**

À l'inverse des néoclassiques, Keynes a une vision plutôt globale de l'économie. Pour lui, l'emploi, qui est une grandeur macroéconomique, ne peut dépendre que par d'autres grandeurs économiques. Keynes refuse donc la conception classique qui affirme que la détermination de l'emploi résulte de la confrontation sur un marché du travail d'une offre et d'une demande de travail équilibrée par la variation du salaire. De plus dans la théorie keynésienne, le travail n'est pas considéré comme une marchandise, d'où il ne considère pas l'existence d'un marché du travail au sens néoclassiques.

Par ailleurs, le niveau de l'emploi dépend du niveau de la production globale qui lui-même dépend de la demande effective ou la demande globale anticipée par les entreprises ; il n'existe donc qu'un seul niveau de production qui permet d'assurer le plein emploi. En effet, plus les gens veulent dépenser (consommer) c'est-à-dire : si la demande de consommation augmente, plus les entreprises peuvent vendre leurs biens et services, plus elles produisent davantage ce qui signifie une augmentation de la production globale et plus elles peuvent embaucher d'où une augmentation du niveau de l'emploi. Ainsi, pour accroître le niveau de l'emploi jusqu'au plein emploi, il faut agir sur le niveau de la demande, plus précisément sur les composantes de cette dernière, par la mise en place des politiques économiques adéquates. La demande effective se compose de la demande de consommation des consommateurs, de la demande d'investissement des entreprises ainsi que des dépenses publiques de l'Etat. La demande de consommation est en fonction du revenu tandis que celle de l'investissement dépend du taux d'intérêt.

Aussi, inversement aux marginalistes, Keynes considère que l'équilibre n'est pas toujours celui du plein emploi, mais l'équilibre de sous emploi existe, donc le chômage est un phénomène involontaire. Cette situation est due surtout à l'insuffisance de la demande car cette dernière permet de faire écouler toute la production mais insuffisante pour faire travailler tout les gens désirant travailler.

En guise de conclusion, plusieurs définitions sont attribuées au concept d'investissement direct étranger mais celle de l'OCDE et du FMI est conventionnellement retenue. Elle stipule l'IDE comme « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct) ». Généralement, l'IDE est caractérisé par l'existence d'une relation de long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise d'investissement et que la gestion de l'entreprise d'investissement est influencée de façon significative par l'investisseur direct. A l'inverse des autres flux de capitaux, l'IDE sert surtout à la production des biens et services. De plus, les firmes multinationales sont celles dont le capital est pris dans un processus d'accumulation internationale alors que l'entreprise d'investissement est celle dont plus de 10% de son capital appartiennent à un investisseur direct.

Ajoutons que l'investissement direct étranger peut prendre principalement trois formes dans les pays hôtes telles que la fusion-acquisition, la création ex-nihilo et la participation. En

outre, les firmes peuvent appliquer diverses stratégies dans l'exploitation de leurs avantages dans le pays d'accueil que sont la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie d'accès au marché, la stratégie de minimisation des coûts et la stratégie de « partenariat ».

Par ailleurs, la définition de l'emploi la plus utilisée est celle du BIT qui stipule que « l'emploi rassemble ceux qui exercent un travail rémunéré, salarié ou non, quels que soient son taux de rémunération et la durée de travail. S'y ajoutent ceux qui, bien que sans emploi au moment de l'enquête, ont conservé un lien formel avec leur employeur qui leur assure un revenu ». D'autre part, le marché du travail, au sens néoclassique du terme, assimile le travail comme toutes autres marchandises et que le niveau de l'emploi est déterminé par le niveau de salaire. A l'inverse, KEYNES affirme que l'emploi, qui est une grandeur macroéconomique, ne peut dépendre que d'autre grandeur macroéconomique qui est le niveau de production qui à son tour est fonction de la demande globale. Cependant, il se révèle très important de voir les fondements théoriques des relations entre l'IDE et l'emploi, qui fera l'objet du chapitre suivant.

## **CHAPITRE II : FONDEMENTS THEORIQUES DES RELATIONS ENTRE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET L'EMPLOI**

Les théories sur les effets de l'investissement direct étranger nous apprennent que l'IDE peut avoir des impacts positifs sur la croissance économique du pays d'accueil à travers le transfert des technologies en améliorant la productivité de la main-d'œuvre des entreprises locales, en incitant les investissements domestiques et en favorisant le commerce extérieur. Cependant, ses impacts sur l'emploi sont très variés du point de vue théorique. L'IDE peut aussi bien créer que détruire des emplois tant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil. Ainsi ce second chapitre a pour but de voir les effets théoriques de l'investissement direct étranger sur l'emploi.

De ce fait ce second chapitre se divisera en trois sections. D'abord, la première section se focalisera sur les effets théoriques positifs de l'investissement direct étranger sur l'emploi dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil. Ensuite, nous allons voir les effets théoriques négatifs de l'investissement direct étranger sur l'emploi local du pays hôte et sur l'emploi du pays d'origine. Enfin, la troisième section mettra en avant un modèle théorique sur le lien entre l'investissement direct étranger et l'emploi.

### **Section 1 : Rôles de l'Investissement Direct Etranger dans la création d'emplois**

L'IDE joue plusieurs rôles dans l'économie d'un pays. La littérature économique affirme que l'avènement de l'IDE peut améliorer la croissance économique du pays et même son développement. Mais notre préoccupation dans cette section est de savoir, théoriquement, si l'IDE contribue à la création d'emplois. Les rôles à jouer par l'IDE dans la création d'emplois peuvent être repérés grâce à l'identification de ses effets sur la création d'emplois. Cela évoque indirectement les rôles à jouer par les firmes multinationales par le biais de la multinationalisation. Dans ce cas, il est indispensable de voir les rôles de l'IDE dans la création d'emplois aussi bien au niveau du pays d'origine qu'au niveau du pays d'accueil.

#### **I-1-Rôles de l'Investissement Direct Etranger dans la création d'emplois dans le pays d'origine**

De prime abord, l'extension du champ de l'activité de la firme multinationale au niveau internationale crée des emplois surtout dans les activités de gestion dans le pays d'origine.

Ainsi HEAD et RIES (2001)<sup>13</sup> stipulent l'existence de complémentarité entre l'IDE vertical et les activités domestiques. Ces deux auteurs affirment l'existence de création d'emplois domestique assurant la logistique entre unité de production ou assemblage des composants fabriqués à l'étranger. Aussi l'accroissement des activités des filiales à l'étranger assure la création d'emplois dans le pays d'origine de l'IDE. DESAI et al (2005)<sup>14</sup> et HANSON et al (2003)<sup>15</sup> notent qu'il y a une corrélation positive entre l'augmentation de l'ampleur des activités des filiales étrangères d'une firme multinationale domiciliée aux Etats-Unis et la croissance de l'emploi de la société mère de ces multinationales dans le secteur manufacturier durant la période entre 1982 et 1992.

Ensuite, l'IDE favorise la création d'emplois domestique en facilitant l'accès à de nouveaux marchés par contournement des barrières douanières. C'est surtout le cas où la multinationalisation est faite dans un pays à revenu comparable (stratégie d'IDE horizontale). Ce type d'IDE entraîne un effet revenu c'est-à-dire qu'il y a une augmentation des ventes des firmes multinationales grâce à l'accès à de nouveaux marchés et qui entraînera un accroissement des emplois domestiques. En effet l'accroissement du revenu des consommateurs dans le pays d'origine, dû notamment à la baisse de prix des biens et services importés à cause du faible coût de production à l'étranger, entraînera une augmentation de la consommation et de l'épargne dans le pays d'origine. L'augmentation de la consommation aura un impact favorable lorsqu'elle est orientée vers la demande de biens et services produits sur le marché intérieur car cela va augmenter la demande globale, et par conséquent le niveau de la production ainsi que celui de l'emploi. Ici nous pouvons remarquer une complémentarité entre l'IDE vertical et l'IDE horizontal.

Puis l'IDE peut aussi créer de l'emploi dans le pays d'origine grâce à l'amélioration de la compétitivité et de la productivité à travers une amélioration des prix. Si la variation du taux de change ne fait pas réduire les coûts des biens et services importés, la firme multinationale pourra soit augmenter ses marges sans baisse significative de prix, soit augmenter ses ventes dues à la baisse des prix à l'importation qui entraînera une augmentation de sa part de marché et, en conséquence, permet de créer de l'emploi. L'impact sur l'emploi

---

<sup>13</sup> HEAD, K. et J. RIES (2001) : « Overseas Investment and Firm Exports », *Review of International Economics*, vol. 9, n° 1, pp. 108-122.

<sup>14</sup> DESAI, M.A., CF. FOLEY et J.R. HINES (2005), « Foreign Direct Investment and Domestic Economic Activity », *NBER Working Paper Series* no 11717.

<sup>15</sup> HANSON, G.H., R.J. MATALONI et M.J. SLAUGHTER (2003), « Expansion Abroad and the Domestic Operations of US Multinational Firms », document interne.



dépend alors de la stratégie de la firme multinationale et de l'environnement macroéconomique. Par exemple si la demande intérieure augmente, la firme multinationale choisira d'investir et de produire davantage lui permettant de créer indirectement de nouveau emploi ; par contre si la demande intérieure diminue mais celle à l'étranger en expansion, la firme multinationale aura intérêt à pratiquer l'IDE ou exporter.

De plus, l'IDE favorise la qualification croissante des emplois et la création d'emplois qualifiés dans le pays d'origine de la maison mère. D'une part, concernant la qualification de l'emploi, BECKER, EKHOLM et MÜNDLER (2005)<sup>16</sup> affirme que l'IDE entraîne l'accroissement du niveau de qualification des postes de travail dans les pays d'origine à cause du développement des tâches non routinières. D'autre part, en ce qui concerne la création d'emplois qualifiés, la firme multinationale, en investissant à l'étranger, délocalise surtout les activités nécessitant de main-d'œuvre peu qualifiée et créant ainsi des emplois qualifiés tels que les emplois dans les activités de gestion, de la recherche et de l'ingénierie dans le pays d'origine. C'est pourquoi HELPMAN et KRUGMAN (1985)<sup>17</sup> concluent que dans le cas où le pays d'origine est relativement doté en main-d'œuvre qualifiée, la société mère fabriquera des produits à forte intensité de qualification (exemple les services des sièges) tandis que les autres étapes du processus de production seront délocalisés faisant appel à une main-d'œuvre moins qualifiée. Dans leur théorie, les deux auteurs font l'hypothèse que les marchés des facteurs sont parfaits. Dans ce cas, le phénomène de multinationalisation va entraîner, dans la société mère, un recul d'emploi et un accroissement de la main-d'œuvre qualifiée dans un premier temps, qui seront suivis d'un renforcement des effectifs dans un second temps grâce à l'augmentation de production des intrants à forte intensité de qualification destinés aux filiales étrangères. Dans le même cadre, ANDREFF (2003)<sup>18</sup> affirme que si la production délocalisée à l'étranger entraîne l'augmentation des tâches de supervision ou de recherche et développement alors la création d'emplois qualifiés superpose la perte d'emploi non qualifié. De même, HEAD et RIES (2002)<sup>19</sup> ajoutent que l'IDE vertical entraîne une augmentation de la demande domestique en main-d'œuvre qualifiée.

---

<sup>16</sup> BECKER, S.O., K. EKHOLM, R. JAECKLE et M.A. MÜNDLER (2005), « Location Choice and Employment Decisions: A Comparison of German and Swedish Multinationals », *CES Ifo Working Paper* no 1374.

<sup>17</sup> HELPMAN, E. et P.R. KRUGMAN (1985), *Market Structure and Foreign Trade*, Cambridge, MA: MIT Press.

<sup>18</sup> ANDREFF, W, *Les Multinationales globales*, coll. Repères, La Découverte, 2003.

<sup>19</sup> HEAD, K. et J. RIES (2002), « Offshore Production and Skill Upgrading by Japanese Manufacturing Firms », *Journal of International Economics*, vol. 58, pp. 81-105.

Et nous pouvons aussi voir l'existence de complémentarité entre emploi dans les maisons mères et dans leurs filiales quelque soit la stratégie d'investissement direct étranger, verticale ou horizontale, adoptée par la firme multinationale. Cette complémentarité peut montrer la création d'emplois dans les pays d'origine des IDE. D'un côté, à travers une stratégie verticale, consistant à profiter du niveau de salaire faible, et en tenant compte du fractionnement des chaînes de valeurs, il existe un effet de complémentarité d'emploi au Nord et au Sud au sein d'une firme multinationale. Par exemple pour les firmes multinationales qui exportent des composants de transformation ou d'assemblage à leurs filiales dans les pays à bas salaire. D'un autre côté, la stratégie horizontale, consistant à accaparer de nouveaux marchés dans un pays à revenus élevés, permet aussi aux firmes multinationales de créer des emplois, dans leurs pays d'origine, complémentaires avec ceux de leurs filiales. Ainsi HARRISON et MCMILLAN (2006)<sup>20</sup> montrent l'existence de complémentarité entre emploi des filiales et celui de la maison mère si les filiales se trouvent dans les pays à haut revenu.

Même si cette complémentarité existe, il faut remarquer l'existence d'un déplacement d'emplois de la maison mère vers les filiales pendant le processus de redistribution internationale de production et d'emploi en fonction des coûts relatifs et des salaires. BRAINARD et RICKER (1997)<sup>21</sup> trouvent que ce déplacement se fait en premier lieu vers les pays émergents et ensuite vers les pays en développement (PED).

Encore, l'IDE assure la création d'emplois dans le pays d'origine en jouant un rôle de stimulateur des exportations. En effet, l'accroissement des exportations entraîne une augmentation de la production et par conséquent du niveau de l'emploi. Au niveau macroéconomique, la littérature économique démontre que l'IDE et l'exportation sont souvent complémentaires et que le complément d'exportation permet indirectement une création d'emplois. A l'instar, l'étude de LIPSEY et WEISS (1981)<sup>22</sup> montre que l'exportation et l'investissement direct des Etats-Unis à l'étranger sont complémentaires. D'autres auteurs [BERGSTEN, HORST et MORAN (1978)<sup>23</sup>] ajoutent que, même si la complémentarité entre l'IDE et l'exportation existe, trop d'IDE peut remplacer les exportations. Pareillement,

---

<sup>20</sup> HARRISON, A.E. et M.S. MCMILLAN (2006), « Outsourcing Jobs? Multinationals and US employment », *National Bureau of Economic Research Working Paper* no 12372.

<sup>21</sup> BRAINARD, S.L. et D.A. RIKER (1997), « Are US Multinationals Exporting US Jobs? », *NBER Working Paper* 5958.

<sup>22</sup> LIPSEY R.E. et M.Y. WEISS (1981) : « Foreign Production and Exports in Manufacturing Industries », *Review of Economics and Statistics*, vol. 67, n° 4, pp. 488-494.

<sup>23</sup> BERGSTEN, C. F, T. HORST et T. MORAN (1978), *American Multinationals and American interests*, Washington, D.C., The Brookings Institution.

MUNDELL (1957)<sup>24</sup> montre qu'en cas de mobilité parfaite de capital, les IDE entraînent logiquement la disparition du commerce international. C'est le cas d'une étude, faite par ces mêmes auteurs, qui stipule l'existence de corrélation positive entre faible niveau d'investissement direct international et les exportations américaines ; alors que de niveau plus élevé d'investissement ont une moins forte corrélation avec les exportations aux Etats-Unis et peuvent commencer à les remplacer.

Enfin, l'IDE peut jouer un rôle dans la création d'emplois domestique en fonction de l'activité des filiales. C'est le cas surtout où les filiales produisent uniquement dans les activités de productions de production final de la société mère. En effet, les filiales vont s'approvisionner en biens et services de consommations intermédiaires ainsi qu'en biens d'équipement auprès de la société mère [ANDREFF (2003)] qui entrainera une augmentation de la demande de ces biens et services permettant ensuite un accroissement de la production de ces derniers, et par conséquent il va y avoir une création indirecte d'emplois dans le pays de la maison mère. Par exemple le fort accroissement de l'IDE américaine en Mexique a entraîné l'augmentation des exportations des Etats-Unis en biens d'équipement, et permet en conséquence à créer de l'emploi dans la production de ces biens.

En résumé, la littérature économique nous a montré les rôles de l'IDE, aussi bien vertical qu'horizontal, dans la création d'emplois dans les pays d'origine des firmes multinationales. Et nous pouvons remarquer que l'effet de l'IDE vertical dépend du stade de processus de production délocalisée à l'étranger et de l'abondance relative des facteurs de productions dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil, alors que celui de l'IDE horizontal dépend de l'analyse du processus de production entre la société mère et ses filiales.

### **I-2-Rôles de l'Investissement Direct Etranger sur la création d'emplois dans les pays d'accueil**

Dans les pays d'accueil, il est essentiel aussi de voir les rôles à jouer par l'IDE dans la création d'emplois comme ceux dans les pays d'origine. AARON (1999)<sup>25</sup> estime que l'IDE, dans les Pays en voie de développement, a créé environ 26 millions d'emplois directs et 41,6 millions d'emplois indirects en 1997.

---

<sup>24</sup> MUNDELL R. A (1957), "International Trade and Factor Mobility", *American Economic Review*, N°3

<sup>25</sup> AARON, C., (1999). *The Contribution of FDI to poverty Alleviation*. Washington, DC: Foreign Investment Advisory Service

D'abord, l'IDE assure la création d'emplois dans le pays d'accueil à travers la création et le développement de certaines activités que la maison mère de la firme multinationale a délocalisées. En effet, voulant bénéficier des coûts de productions plus faibles, dus notamment au coût de main-d'œuvre à bon marché, à l'étranger, la firme multinationale délocalise certains étapes du processus de production et développe des activités de la maison mère ou crée de nouvelles activités dans le pays d'accueil et par conséquent peut créer de nouveau emploi au sein de ce pays sans suppression d'emploi dans le pays d'origine. Ensuite, la société mère importe les biens et services produits par ses filiales à l'étranger pour satisfaire la demande dans le pays d'origine. Nous pouvons alors considérer que, pour les PED et les pays émergents, l'IDE est comme une importation de capital susceptible de créer des emplois productifs surtout pour les jeunes qui arrivent en masse sur le marché du travail du à l'évolution démographique. Mais cette création d'emplois dans les pays hôtes est conditionnée par la nature de l'activité délocalisée dans les filiales. Pour pouvoir créer de l'emploi dans les pays d'accueil, les firmes multinationales doivent délocaliser, dans leurs filiales, des activités destinées pour une production de produits à forte intensité de main d'œuvre. C'est pourquoi BOISEMERY Hervé affirme que « pour que l'économie d'accueil puisse bénéficier d'externalité positive en terme d'emploi, les produits exportés devront être nécessairement et exclusivement à forte intensité de main d'œuvre, ce qui ne peut que limiter le transfert de technologie et des effets d'entraînement »<sup>26</sup>.

Ensuite, l'IDE peut favoriser à l'absorption du chômage. La création d'emplois est en fonction des secteurs attractifs de l'IDE tels que le secteur agricole, le textile et l'industrie manufacturière. Il est important de noter que la création d'entreprise ex-nihilo est beaucoup plus créatrice d'emplois que le rachat ou l'acquisition [CHUDNOVSKY et LOPEZ (1999)]<sup>27</sup>. En d'autres termes, les entreprises totalement étrangères créent davantage d'emplois que celles qui sont mixtes. Par exemple, en Tunisie une étude menée par l'API (Agence de Promotion des Investissements), entre 1973-1995, dans le secteur manufacturier montre que l'investissement de 430 millions de Dinar réalisé par 880 entreprises industrielles ont créé 83 600 emplois dont 60% sont créés par les entreprises totalement étrangères, soit 49 800, et 33 800 par les entreprises mixtes.

---

<sup>26</sup> BOISEMERY H. « Ouverture et emploi dans une économie en transition. La situation du Viêt-nam » : In *Revue économique*. Vol 49,n°1,1998,pp 277-289

<sup>27</sup> CHUDNOVSKY D., LOPEZ A., (1999), *Globalization and Developing Countries : Foreign Direct Investment and Growth and Sustainable Human Development*, Paper prepared for the UNCTAD/UNDP Global Programme on « Globalization, Liberalization and Sustainable Development ».

Puis, à part la création d'emplois assurée par l'IDE, cela permet de stimuler les salaires des travailleurs dans les pays d'accueil du fait que les firmes multinationales versent des salaires beaucoup plus élevés par rapport aux entreprises nationales qui va donner lieu à retombés positives [ASIEDU (2004)]<sup>28</sup> telles que l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre domestique [RAMACHANDRAN et SHAH (1998)]<sup>29</sup> et l'augmentation des salaires versés par les firmes nationales. Nous appelons « wage spillovers » cet effet de l'IDE sur l'emploi par le biais d'une amélioration des salaires. En effet, en versant des salaires plus élevés à leurs travailleurs, les firmes multinationales poussent les firmes nationales à en faire de même par peur de fuite de main-d'œuvre c'est-à-dire déplacement des travailleurs des entreprises nationales vers les firmes multinationales et c'est pourquoi « les emplois dans les multinationales restent recherchés dans les pays en voie de développement, en raison du chômage, mais aussi grâce au salaire supérieur à celui des firmes locales mais inférieurs à celui de la multinationale en pays d'origine »[ANDREFF (2003)].

Enfin, en plus de la création d'emplois, l'IDE améliore aussi la qualité de la main-d'œuvre des pays hôtes à travers les formations, sur le tas ou à l'étranger, offertes par les multinationales à leurs employés. En effet, la formation des travailleurs permet d'améliorer la compétence et le savoir-faire de la population locale grâce aux nouvelles compétences et méthodes de travail. Ainsi BLOMSTROM et KOKKO (1996)<sup>30</sup> considèrent que « le transfert de technologie entre les multinationales et leurs filiales ne s'opère pas seulement via les machines, les matériels, les droits de brevet et l'expatriation des gestionnaires et des techniciens, mais également grâce à la formation des employés locaux des filiales. Cette formation touche la plupart des niveaux d'emploi, depuis les simples manœuvres jusqu'aux techniciens et gestionnaires supérieurs en passant par les contremaîtres ». De plus, les firmes multinationales consacrent plus de budget à la formation de leurs salariés. Mais si le fossé entre compétences de la population domestique et celles amenées par les firmes multinationales est trop important, l'effet de diffusion de savoir risquera d'être très faibles ou même inexistant. Tout cela ne veut pas dire que les entreprises nationales ne donnent pas de formation à leurs employés, mais que les formations offertes par les firmes multinationales et

---

<sup>28</sup> ASIEDU, E., (2004). "The Determinants of Employment of Affiliates of US Multinational Enterprises in Africa", *Development Policy Review*, Volume 22, n° 4, pp 371-379.

<sup>29</sup> RAMACHANDRAN, V et SHAH, M.K., (1998). "Firm Performance and Foreign Ownership in Africa: Evidence from Zimbabwe, Ghana and Kenya," RPED Paper No. 81 Washington, D.C: regional Program on Enterprises Development, World Bank

<sup>30</sup> BLOMSTRON, M. et A. KOKKO (1996), "The impact of Foreign Direct Investment on Host Countries: A Review of Empirical Evidence", The Development Economics Research Group on International Trade, Working Paper N°1745, World Bank

celles des nationales sont différentes. Ainsi DUNNING (1993)<sup>31</sup> montre la différence de formation assurée par les firmes multinationales et par les entreprises locales, qui sont : la possibilité de faire appel à une gamme de système de valeurs et de formation capables d'améliorer les ressources humaines grâce aux évolutions des firmes multinationales dans des environnements culturels différents ; la possibilité de transmettre des techniques de formation à différents pays tel que le « learning by doing », grâce aux expériences élargies des multinationales, la possibilité d'établir des programmes de formations plus spécialisées et plus systématiques grâce aux économies d'échelles et la localisation des firmes multinationales un peu partout dans le monde.

En résumé, nous pouvons dire que l'IDE crée des opportunités d'emploi dans les pays hôtes par trois façons : primo, les firmes multinationales peuvent employer directement la population par des opérations situées au sein de l'économie nationale, secundo il existe aussi la liaison en amont et en aval c'est à dire que les emplois sont créés dans les entreprises servant de fournisseurs, sous-traitant ou prestataire de service ; tertio il y a la création d'emplois passant par la croissance économique permettant de créer de nouveaux emplois à l'échelle nationale. Maintenant nous allons voir les effets négatifs, du point de vu théorique, provoqués par l'IDE.

## **Section 2 : Les effets théoriques négatifs de l'Investissement Direct Etranger**

Dans la section précédente, nous avons aperçu que l'IDE favorise la création d'emplois tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. Elle présente donc les avantages reçus avec l'IDE dans la création d'emplois. Maintenant, nous allons voir les effets théoriques négatifs de l'IDE sur l'emploi dans les deux types de pays : le pays d'origine de la société mère et celui qui reçoit.

### **II-1-Les effets négatifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi du pays d'origine**

Même si l'IDE offre des avantages au pays d'origine, notamment dans la création d'emplois, il pourra aussi causer des effets pervers pour l'emploi de ce pays. Et contrairement à l'effet revenu et l'effet de complémentarité qu'il fait bénéficier au pays d'accueil, l'IDE entraine aussi des effets de substitutions concernant le remplacement de l'emploi domestique dans les pays d'origines des firmes multinationales par l'emploi étranger de leurs filiales.

---

<sup>31</sup> DUNNING J.H., 1993, *Multinational Enterprises and the Global Economy*, Addison-Wesley.

D'abord, la firme multinationale, en délocalisant certaines de ses activités à l'étranger, déplace aussi l'emploi touchant ses activités de son pays d'origine vers les pays de délocalisations. Le transfert d'activités diminue alors l'emploi domestique des firmes multinationales. Ainsi, l'impact négatif sur l'emploi sera proportionnel au nombre et à la nature des biens et services supprimés et sous-traités à l'étranger. Mais cet effet peut être direct ou indirect. D'une part, l'effet direct sur l'emploi concerne la réduction de l'emploi domestique, qui était concernait par les activités destinées à l'exportation et qui sont transférées aux filiales à l'étranger. D'autre part, l'effet indirect concerne les emplois d'autres sous-traitants dans le pays d'origine qui traitaient la production exportée par la maison mère ; c'est-à-dire une destruction d'emploi dans les autres firmes domestiques, distincte de celles qui ont délocalisé, qui exportaient dans les mêmes pays où les filiales exportaient. A l'instar GLICKMAN et WOODWARD (1989)<sup>32</sup> montrent que l'investissement à l'étranger des Etats-Unis leur a causé une perte d'emploi nette de 274 000 par an en moyen entre 1977 et 1986.

Ensuite, l'effet de substitution de l'emploi domestique à l'emploi étranger dépend de l'activité des filiales à l'étranger. Si l'activité des filiales à l'étranger réplique l'activité domestique, une réduction d'emplois intérieurs dans le pays d'origine sera due à la substituabilité de la main-d'œuvre intérieure à la main-d'œuvre étrangère. En d'autres termes, lorsque les activités des filiales sont les mêmes en intégralité que celles de la société mère, en combinant leurs facteurs de productions, c'est-à-dire la production étrangère remplace la production nationale, il y aura un effet négatif sur la croissance et l'emploi se présentant sous forme de déplacement de l'emploi du pays d'origine vers les pays d'accueils [ANDREFF (2003)]. Par exemple BRAINARD et RICKER (1997) évoquent une substitution entre emploi des firmes multinationales américaines et ceux de leurs filiales.

De plus, l'effet de substitution dépend aussi du niveau de salaire à l'étranger et de la localisation des filiales. En effet, la baisse des salaires à l'étranger favorise la multinationalisation des firmes multinationales pour bénéficier des faibles coûts de main-d'œuvre qui leurs permettent de réduire les coûts de productions, mais cela entrainera la substituabilité de l'emploi domestique par celui de l'étranger. Aussi, cette substitution est en fonction de la localisation des filiales : dans les pays à bas salaire (PED) ou dans les pays à revenu élevé (Pays développés et parfois les pays émergents) ou comparable au pays

---

<sup>32</sup> GLICKMAN, N. J. et D. P. WOODWARD (1989), "The New Competitors ; *How Foreign Investors Are Changing the US Economy*", New York, Basic Books.

d'origine. Sur cette approche, les pensées des théoriciens se divergent. Certains auteurs<sup>33</sup> stipulent que si l'implantation se fait dans un pays à bas salaire, l'effet de substitution annulera l'effet revenu ; tandis que d'autres<sup>34</sup> montrent que l'effet de substitution apparaît surtout pour l'IDE horizontal c'est-à-dire IDE effectué dans des pays à revenu comparable ou dans les pays émergent. D'un côté, HARRISON et MCMILLAN (2006), à partir d'une étude sur l'emploi et les salaires des pays d'origines et ceux des pays d'implantation des firmes multinationales aux Etats-Unis, par le biais des données américaines de Benchmarks du Bureau of Economic Analysis (BEA), montrent que l'emploi des pays à bas salaires est un substitut de l'emploi aux Etats-Unis : une baisse de 10% de salaires dans les pays à bas coûts provoque une diminution de 1% de l'emploi dans la maison mère aux Etats-Unis. D'un autre côté, BRACONIER et EKHOLM (2000)<sup>35</sup> affirment que, contrairement aux Etats-Unis, en Suède il existe une substitution entre main-d'œuvre des sociétés mères et celle de leurs filiales quand ces dernières se trouvent dans les pays à revenus élevés ; cela laisse à penser que l'IDE réalisé dans des pays à bas coûts ne détruit pas l'emploi en Suède. Et pour le cas de la France, CHEDOR et MUCHIELLI (1999)<sup>36</sup> démontrent une substitution entre les travailleurs dans la société mère en France et ceux des filiales situées dans les pays émergents.

Puis, l'effet de substitution peut être aussi en fonction de la taille de la firme multinationale. Ce sont surtout les entreprises domestiques de petite taille qui sont les plus touchées par la destruction d'emplois. Ainsi, comme exemple, une étude sur un échantillon de firme multinationale italienne entre 1994-1998 montre que l'effet négatif sur l'emploi intérieur des activités menées à l'étranger touche seulement les entreprises de petites tailles dans le pays d'origine [FALZONIE et GRASSENI (2005)]<sup>37</sup>.

Enfin, l'IDE peut également entraîner des effets négatifs sur les salaires des travailleurs et sur la composition des emplois dans les pays d'origine. En effet, dans le cas d'un IDE vertical, la délocalisation assure une importation des biens et services à prix inférieur, cela pourra diminuer les salaires des travailleurs qui produiraient ces biens et services dans le pays d'origine c'est-à-dire ceux qui travaillent dans cette activité qui était délocalisée, à cause du

---

<sup>33</sup> HARRISON et MACMILLAN (2006)

<sup>34</sup> CHEDOR et MUCHIELLI (1999), BRACONIER et EKHOLM (2000)

<sup>35</sup> BRACONIER, H. et K. EKHOLM (2000), « Swedish Multinationals and Competition from High and Low Wage Locations », *Review of International Economics*, vol. 1, pp. 448-461.

<sup>36</sup> CHEDOR S. et MUCCHIELLI J.-L. (1999). "Foreign Direct Investment, Export Performance, and the Impact on Home Employment: an Empirical Analysis of French Firms", dans RUFFINI P. (e.), *The global integration of Europe and East Asia*, Londres, Edward Elgar.

<sup>37</sup> FALZONI, A.M. et M. GRASSENI (2005), « Home Country Effects of Investing Abroad: Evidence From Quantile Regressions », *CESPRI Working Paper* no 170.



faible prix de ces dernier sur le marché intérieur. De plus, il est à noter que la baisse du coût de la main-d'œuvre non qualifiée, car les activités nécessitant ce type de main-d'œuvre était délocalisées à l'étranger, entraine une diminution de la demande de main-d'œuvre dans la société mère [HANSON et al (2003)]. Maintenant, concernant la composition des emplois, l'effet de l'IDE sur le marché du travail dépend des caractéristiques structurelles des marchés nationaux d'emplois. S'il existe une rigidité significative sur ces marchés alors il y aura un chômage touchant surtout les travailleurs non qualifiés. Ainsi, l'IDE peut causer une transformation structurelle de l'emploi avec fuite de l'emploi non qualifié. D'où, GRAHAM et KRUGMAN (1989)<sup>38</sup> affirment qu'il existe une modification de la composition des emplois et de l'allocation des facteurs dans les pays d'origine.

En résumé, nous pouvons affirmer qu'à part les bienfaits que les IDE offrent au pays d'origine, il provoque aussi des effets négatifs sur ces pays caractérisés surtout par l'effet de substitution entre l'emploi domestique et celui de l'étranger. Mais même si cet effet de substitution existe, il ne sera pas total mais de faible ampleur [HEAD et RIES (2001)]. Par exemple, pour vérifier l'ampleur de l'effet de substitution, des études ont été effectuées telles qu'une diminution de 10% de coûts de travail dans les Pays d'Europe Continentale et Orientale (PECO) entraine une baisse des effectifs de la société mère de 0,3% en Belgique, 0,2% en France [Commission Européenne 2005]<sup>39</sup>, de 0,5% en Allemagne et de 0,9% en suède [BECKER et al 2005].

### **II-2-Les impacts négatifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi dans les pays d'accueil**

Dans les pays d'accueil, les avantages transmis par l'IDE sur l'emploi sont les effets les plus probables, mais il ne faut pas oublier que le phénomène de multinationalisation peut pareillement provoquer des effets négatifs sur l'emploi national.

Avant tout, lorsque la firme multinationale effectue un investissement direct étranger, cela n'entraine pas forcément une création d'emplois dans le pays hôte, mais pourra, par contre, détruire des emplois à cause des restructurations faites par la firme multinationale qui conduisent presque systématiquement à des licenciements visant à réduire ou supprimer le sureffectif. C'est souvent le cas de l'IDE sous forme de rachat.

---

<sup>38</sup> GRAHAM, E. M. et KRUGMAN, P, *Foreign Direct Investment in the United States*, Washington D.C : Institute for International Economics, 1989.

<sup>39</sup> Commission européenne (2005), « The Adjustment Challenge in the Labour Market », in *The EU Economy: 2005 Review*, Commission des Communautés européennes, Bruxelles.

Subséquentement, l'IDE entrant dans les pays d'accueil peut engendrer une augmentation du chômage. D'un côté, les restructurations et les suppressions des sureffectifs qui ne sont pas compensées à court terme par des effets d'entraînement sont une des causes de l'augmentation de chômage. D'un autre côté, la pression concurrentielle sur les entreprises locales poussent ces dernières aussi à entamer une restructuration pour résister à la concurrence des entreprises à capitaux étrangers. Mais cette restructuration peut leurs causer à long terme une baisse de profit pouvant entraîner leurs faillites, d'où une diminution du nombre de ces firmes [MARKUSEN et VENABLE (1998)]<sup>40</sup> et par conséquent une destruction d'emplois dans les pays d'accueil.

Enfin, l'effet négatif de l'IDE sur l'emploi se produit surtout quand l'IDE est en direction du marché intérieur car il s'agit de concurrence directe avec le marché. C'est le cas de l'IDE horizontal. Mais cela pourrait ne pas être une perte d'emplois dans le pays d'accueil mais se produit seulement par un déplacement d'emplois des entreprises nationales vers les filiales de firmes multinationales implantées dans ce pays. Donc, il y aura une destruction d'emplois dans les firmes nationales compensée par une création d'emplois dans les filiales des multinationales. Toutefois il est difficile d'estimer le solde entre la création et la perte d'emplois dans le pays.

Ainsi, les effets négatifs de l'investissement direct étranger dans le pays d'origine concernent surtout la destruction des emplois due notamment à la délocalisation de certaines activités. Cependant, dans le pays hôte la restructuration est la principale source de perte d'emploi que l'IDE provoque. A présent, nous allons voir le modèle théorique du lien entre l'IDE et l'emploi.

---

<sup>40</sup> MARKUSEN J.R. et A. VENABLES (1998) : « Multinational Firms and the New Trade Theory », *Journal of International Economics*, vol. 46, n° 2, pp. 183-203

### **Section 3 : Modèle théorique sur le lien entre l'Investissement Direct Etranger et l'emploi**

Le modèle théorique choisi est issu d'une modélisation mésoéconomique de BOISEMERY Hervé. Il a pour but d'évaluer les retombées d'une intensification de l'Investissement direct étranger, entraînant une expansion du secteur exportateur, sur l'emploi. Ce modèle montre que l'accroissement de l'investissement direct étranger n'influe positivement sur l'emploi du pays d'accueil que dans le cas où le secteur exportateur est plus intensif en travail que les autres secteurs.

Cette modélisation théorique comprend deux étapes : premièrement, la détermination de l'intensité factorielle de l'économie considérée ; ensuite, la détermination des retombées sur l'emploi de l'essor du secteur d'exportation dû par l'accroissement de l'investissement direct étranger.

#### **III-1-Les hypothèses du modèle**

Nous considérons, dans ce modèle, que l'économie comporte trois (3) secteurs : un secteur formel « m », un secteur exportateur « x » et un secteur informel « s ». (cf. annexe 1)

Nous supposons que le travail est mobile à travers les trois secteurs de l'économie impliquant ainsi un salaire, de subsistance déterminé de façon exogène, uniforme «  $\bar{w}$  ». De plus, nous considérons que l'économie est caractérisée par un excédent tendanciel de main-d'œuvre. A l'inverse, nous supposons que la mobilité du capital ou des moyens officiels de financement n'est possible qu'entre le secteur formel (m) et le secteur exportateur (x). En effet, le secteur informel (s) se compose d'activités de nature parallèle qui n'ont pas accès aux marchés institutionnels de capitaux du fait des obstacles réglementaires et des coûts de transactions excessivement élevés.

Par ailleurs, nous supposons que le secteur « x » produit un bien « x » échangé sur le marché mondial à un prix normalisé. La production de « x » nécessite du travail local, du capital domestique (tels que les infrastructures, la fourniture d'énergie, les réseaux de transport...) et surtout du capital étranger incorporant la technologie indispensable pour cette production.

Nous supposons aussi que les fonctions de production sont linéaires et homogènes, différenciables deux fois d'une manière continue et quasi-concave. Les rendements d'échelles sont constants et l'hypothèse d'une situation de concurrence est à considérée. En outre, la propriété de décomposition du produit implique que les prix internationaux déterminent,

d'une manière exogène, les techniques de production. Considérons également que le pays d'accueil a un risque assez élevé en matière d'investissement.

### III-2-Les équations du modèle

Etape 1 : La détermination de l'intensité factorielle de l'économie

Dans cette première étape, notre but est de mesurer la dotation en facteur dans le pays d'accueil.

L'offre totale de travail ou la population active dans cette économie s'écrit comme suit :

$$L = L_s + L_m + L_x + U \quad (1)$$

-  $L_s$  : effectifs employés dans le secteur informel

-  $L_m$  : effectifs employés dans le secteur formel

-  $L_x$  : effectifs employés dans le secteur exportateur

-  $U$  : effectifs au chômage ou dans l'informel de survie

Le capital domestique ( $K_d$ ) est investi dans le secteur informel ( $K_{ds}$ ), dans le secteur formel ( $K_{dm}$ ) ainsi que dans le secteur exportateur ( $K_{dx}$ ). D'où nous avons la relation suivante :

$$K_d = K_{ds} + K_{dm} + K_{dx} \quad (2)$$

Avec, une partie de ce capital domestique ( $K_{df}$ ) est mobile entre les secteurs « m » et « x » qui peut s'écrit comme :

$$K_{df} = K_{dm} + K_{dx} \quad (3)$$

A part les dotations domestiques, il y a les flux de capitaux étrangers investis ( $K_e$ ) dans les activités exportatrices. Ainsi les ressources totales en capital investies dans l'économie d'accueil peuvent être exprimées :

$$K = K_{ds} + K_{df} + K_e = K_{ds} + K_{dm} + K_{dx} + K_e \quad (4)$$

Par ailleurs, dans une situation de concurrence, les coûts unitaires sont égaux aux prix des outputs selon la condition de profit nul. Ainsi, nous avons :

$$P_s = C_s(\bar{w}, \rho_s) \quad (5)$$

$$P_m = C_m(\bar{w}, \rho_m) \quad (6)$$

$$P_x = C_x(\bar{w}, \rho_x, \rho_e) \quad (7)$$

Avec :  $P_i$  et  $C_i(\blacksquare)$  représentent respectivement le prix et le coût unitaire de production dans le secteur «  $i$  » où ( $i = s, m, x$ )

–  $\rho_s, \rho_m, \rho_x$  expriment, respectivement, les rendements de capitaux investis dans les secteurs  $s, m, x$ .

–  $\rho_e$  exprime le rendement du capital étranger investi dans les activités exportatrices du secteur «  $x$  ».

Dans la mesure de mobilité du capital domestique entre les secteurs «  $m$  » et «  $x$  », nous avons en situation d'équilibre l'égalité  $\rho_m = \rho_x = \rho_f$ , c'est-à-dire que le rendement du capital domestique est la même dans l'ensemble de activités formelles, qu'il s'agisse de substitution d'importation ou d'exportation.

Avec un risque assez élevé, l'investissement direct devra offrir une rentabilité comparative élevée, d'où le pays d'accueil est confronté à une offre convexe de capital étranger

$$K_e = K_e(\rho_e) \text{ avec } K_e' > 0 \text{ et } K_e'' > 0 \quad (8)$$

Ainsi, les investisseurs directs fixent un rendement d'intégration  $\rho_e \geq \bar{\rho}_e$  entraînant la mise en place des dispositions favorables en matière tarifaire, fiscale ou réglementaire par l'Etat. En fait, la baisse de coût de production suffit pour rentabiliser les productions exportables du bien «  $x$  ». Cette situation incite l'installation des filiales ateliers par les firmes multinationales et pousse les firmes locales à s'engager dans des productions exportables.

Sur la base des relations de SHEPARD-SAMUELSON,  $A_j^i \left( \equiv \frac{\delta C_i}{\delta j} \right)$  mesure le contenu factoriel d'une unité produite dans le secteur  $i$ . Ce contenu dépend des coûts factoriels relatifs ( $j = \bar{w}, \rho_s, \rho_f, \rho_e$ ). D'où la demande globale de travail ou le niveau de l'emploi dans l'économie d'accueil :

$A_w^s(\bar{w}, \rho_s)Y_s + A_w^m(\bar{w}, \rho_f)Y_m + A_w^x(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_x = E$  (9) où  $Y_i$  représente le bien  $i$  émanant du secteur de référence.

Avec :  $E + U = L$  (10)

De plus, l'emploi informel et l'emploi formel peuvent être mesurés, respectivement, par les relations suivantes :

$A_w^s(\bar{w}, \rho_s)Y_s = L_s$  (11) et

$A_w^m(\bar{w}, \rho_f)Y_m + A_w^x(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_x = L_m + L_x$  (12)

Par le même raisonnement, l'équilibre sur le marché du capital s'écrit sous la forme :

$A_{\rho_f}^m(\bar{w}, \rho_f)Y_m + A_{\rho_f}^x(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_x = K_{df}$  (13)

$A_{\rho_e}^x(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_x = K_e$  (14)

$A_w^s(\bar{w}, \rho_s)Y_s = K_{ds}$  (15)

Conclusion de la première étape

Un secteur est intensif en travail si ses activités nécessitent davantage de la main-d'œuvre que du capital. A l'inverse, lorsque les activités du secteur réclame plus de capital que du travail, alors, il est dit intensif en capital. Ainsi :

\_ Le secteur exportateur « x » est dit intensif en travail par rapport au secteur formel « m » si nous avons :

$\frac{L_x}{K_x} > \frac{L_m}{K_m} \Leftrightarrow \sigma_{Lx}\sigma_{Km} - \sigma_{Kx}\sigma_{Lm} > 0$  (16)

\_ Le secteur exportateur « x » est dit intensif en capital par rapport au secteur « m » si nous avons :

$\frac{L_x}{K_x} < \frac{L_m}{K_m} \Leftrightarrow \sigma_{Lx}\sigma_{Km} - \sigma_{Kx}\sigma_{Lm} < 0$  (17)

Avec \_  $L_i$  : la dotation globale en travail affectée au secteur  $i$

\_  $K_i$  : la dotation globale en capital affectée au secteur  $i$

–  $\sigma_{ji}$  : la part du facteur  $j$  (travail ou capital) dans l'allocation totale des ressources destinées au secteur  $i$ .

Etape 2 : La détermination des retombées sur l'emploi de l'essor du secteur d'exportation suite à l'accroissement des IDE

Maintenant, nous allons évaluer les impacts d'une expansion du secteur exportateur résultante à un renforcement de l'investissement direct étranger c'est-à-dire ( $\widehat{K}_e > 0$ ). Sous les hypothèses d'une stabilité du capital domestique et une partie mobile de ce dernier entre les secteurs « x » et « m »  $\widehat{K}_{ds} = \widehat{K}_d = \widehat{K}_f$  ainsi qu'une intensification de l'IDE  $\widehat{K}_e > 0$ , la différenciation totale des équations 9, 13, 14, 15 nous conduit à au système d'équation suivant :

$$\begin{bmatrix} 0 \\ 0 \\ \widehat{K}_e \\ 0 \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} \sigma_{Ls} & \sigma_{Lm} & \sigma_{Lx} & -1 \\ 0 & \sigma_{Km} & \sigma_{Kx} & 0 \\ 0 & 0 & 1 & 0 \\ 1 & 0 & 0 & 0 \end{bmatrix} \times \begin{bmatrix} \widehat{Y}_s \\ \widehat{Y}_m \\ \widehat{Y}_x \\ \dot{E} \end{bmatrix} \quad (18)$$

Les variables avec des « chapeaux » désignent des variations, et ceux qui sont pointées expriment des accroissements proportionnels ( $\dot{E} = \frac{\widehat{E}}{E}$ ;  $\dot{U} = \frac{\widehat{U}}{U}$ ). Avec  $\dot{E} = -\left(\frac{U}{E}\right)\dot{U}$

-Conclusion de la seconde étape et résultat du modèle

La résolution du système de l'équation 18 pour  $\widehat{U}$  (variation du chômage) nous emmène au résultat suivant :

$$\widehat{U} = \frac{E\widehat{K}_e}{U\sigma_{Km}} (\sigma_{Lx}\sigma_{Km} - \sigma_{Kx}\sigma_{Lm})$$

Nous avons ainsi :

–  $\widehat{U} > 0$  si  $\sigma_{Lx}\sigma_{Km} - \sigma_{Kx}\sigma_{Lm} < 0$ , c'est-à-dire  $\frac{Lm}{Km} > \frac{Lx}{Kx}$

–  $\widehat{U} < 0$  si  $\sigma_{Lx}\sigma_{Km} - \sigma_{Kx}\sigma_{Lm} > 0$ , c'est-à-dire  $\frac{Lx}{Kx} > \frac{Lm}{Km}$

Ces résultats signifient que la croissance du secteur d'exportation suite à un renforcement de l'investissement direct étranger entrainera une augmentation du chômage ou du sous-emploi si ce secteur est davantage intensif en capital par rapport au secteur formel

« m ». Par conséquent, pour bénéficier des retombées positives sur l'emploi, c'est-à-dire une diminution du chômage ou du sous-emploi, par l'intensification de l'investissement direct étranger, il faut que le secteur exportateur « x » de l'économie d'accueil soit fortement intensif en travail par rapport au secteur formel « m ». En d'autres termes, la production de « x » devra être intensive en main d'œuvre.

Pour conclure, l'IDE joue aussi bien des rôles dans la création d'emplois dans les pays d'origine et dans les pays récipiendaires qu'il cause des effets négatifs sur l'emploi dans ces pays. Mais nous ne pouvons pas affirmer si le solde entre la création et la destruction d'emploi, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil, est négatif ou positif. Cependant tout dépend du contenu en emploi. Ainsi pour avoir un bilan stable ou positif, il faut créer plus d'emploi compétitif (emploi à qualification élevé) en contre partie d'une perte d'emploi exposé (emploi à faible qualification).

Mais un autre point de vue permet de détecter les rôles de l'IDE dans la création d'emplois en se demandant quelle serait la situation du pays d'origine en l'absence de l'IDE des firmes multinationales. L'analyse contrefactuelle<sup>41</sup> montre qu'il n'existe pas de différence significative entre le taux de croissance de l'emploi intérieur entre les firmes multinationales et les entreprises nationales après réalisation des investissements [BARBANAVARETTI et CASTELLANI (2004)]<sup>42</sup> d'une part et que la probabilité de suppression de poste est sensiblement plus faible dans la multinationale qui se développe à l'étranger que dans les entreprises nationales (exemple le cas de l'Allemagne) [BECKER et MUDLER (2007)]<sup>43</sup>. De plus, les FMN évoquent que l'investissement direct étranger est lié à la concurrence exercée par les producteurs étrangers d'où la perte d'emplois constatée même sans IDE ; et que par contre elles peuvent préserver des emplois intérieurs dans le secteur à haut niveau de qualification en transférant à l'étranger l'activité à forte intensité de main d'œuvre. Par ailleurs, la qualité de la main-d'œuvre locale dans le pays hôte peut être améliorée grâce à la formation, sur le tas ou à l'étranger, offerte dans les entreprises d'investissement.

---

<sup>41</sup> L'analyse contrefactuelle consiste à s'interroger sur ce qui aurait eu lieu en l'absence d'investissement direct étranger

<sup>42</sup> BARBANAVARETTI, G. et D. CASTELLANI (2004), « Investment Abroad and Performance at Home: Evidence from Italian Multinationals », *CEPR Discussion Paper* no 4284.

<sup>43</sup> BECKER, S.O. et M.A. MÜNDLER (2007) « The Effect of FDI on Job Separation », *Deutsche Bundesbank Discussion Paper Series 1*, no 01/2007.



Ainsi, dans cette première partie, nous pouvons constater que la compréhension des concepts théoriques relatifs à l'investissement direct étranger et à l'emploi se voit indispensable dans la détermination des fondements théoriques des relations entre ces deux notions. Cependant, pour vérifier la véracité des théories, notamment concernant les effets de l'investissement direct étranger sur l'emploi du pays récipiendaire, il faudra faire une analyse empirique. De la sorte, l'analyse empirique des effets de l'investissement direct étranger sur l'emploi à Madagascar fera l'objet de la deuxième partie.

## **PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR L'EMPLOI A MADAGASCAR**

La littérature empirique montre que les effets de l'IDE sur les économies d'accueils sont positifs dans certains pays alors qu'ils sont négatifs dans d'autres. En effet, en Malaisie et en Chine, les investissements directs étrangers vont de paire avec la croissance économique du pays ; alors qu'en Angola, l'importance du montant d'investissement direct étranger est accompagnée par une croissance négative<sup>44</sup>. Cependant, la constatation des effets positifs de l'IDE sur le développement et la réduction de la pauvreté de certains pays de l'Est et du Sud-Est de l'Asie a poussé la majorité des gouvernements de l'Afrique Subsaharienne, entre autre Madagascar, à adopter des politiques de promotions de ce flux de capitaux dans l'espoir de recevoir les mêmes effets.

En faite, l'importante entrée du flux d'Investissement direct étranger à Madagascar, notamment à partir de l'année 2006, va de paire avec une création d'emplois dans le pays selon les chiffres de l'INSTAT. En effet, la hausse de 5,8%, en termes de monnaie locale, du flux d'Investissement direct étranger entrant à Madagascar allant de 1 689,07 milliards d'ariary à 1 787,4 milliards d'ariary entre 2010 et 2012 s'est accompagnée d'une baisse du taux de chômage, au sens du BIT, de 1,6 point allant 3,8% à 1,2% sur la même période.

Ainsi, l'analyse empirique des effets de l'investissement direct étranger sur l'emploi à Madagascar fera l'objet de la seconde partie du devoir. De ce fait, cette partie est composée de deux chapitres. En premier lieu, le troisième chapitre se focalisera sur le diagnostic de l'investissement direct étranger et de l'emploi à Madagascar en analysant successivement le contexte macroéconomique, les réalités de l'investissement direct étranger et la situation de l'emploi dans le Pays. En second lieu, le quatrième chapitre mettra en avant les explications de l'approche pratique des impacts positifs et des retombées négatives de l'investissement direct étranger sur l'emploi à Madagascar et suggérant ainsi des recommandations pour une adéquation de l'investissement direct étranger sur l'emploi.

---

<sup>44</sup> BREWER, T.L., YOUNG, L., *The Multilateral Investment System and Multinational Enterprises*, Oxford University Press, 2000.

## **CHAPITRE III : DIAGNOSTIC DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI A MADAGASCAR**

Le diagnostic est une démarche scientifique indispensable à entreprendre avant de faire une analyse empirique. Il consiste à la décortication du thème en identifiant la nature d'un dysfonctionnement. De ce fait, l'observation de l'évolution des grandeurs économiques telles que la croissance économique, l'emploi se révèle importante dans cette démarche.

Par ailleurs, le flux entrant d'investissement direct étranger mondial a connu une énorme évolution depuis les années quatre vingt dix et atteignait les 1 351 milliards de dollars américain en 2012 selon le rapport de la CNUCED sur les investissements étrangers en 2013. Pourtant, malgré l'évolution considérable que Madagascar a connue, sa part dans le flux d'investissement direct étranger mondial reste très faible avoisinant les 0,1% en 2012 selon la même source. D'un côté, avec l'évolution de la population Malgache dans ces vingt dernières années, le taux de chômage dans le pays a été stabilisé en dehors des périodes de crise.

Ainsi, ce troisième chapitre va se subdiviser en trois sections. La première section abordera le contexte macroéconomique du pays via le taux de croissance du Produit intérieur brut et l'inflation. Ensuite, la seconde section se focalisera sur l'analyse des flux entrant d'investissement direct étranger à Madagascar selon les branches d'activités et suivant les pays d'origine de ces flux. Enfin, une analyse de la situation de l'emploi dans le pays à travers les Indicateurs Clés du Marché du travail fera l'objet de la dernière section.

### **Section 1 : Contexte macroéconomique de Madagascar**

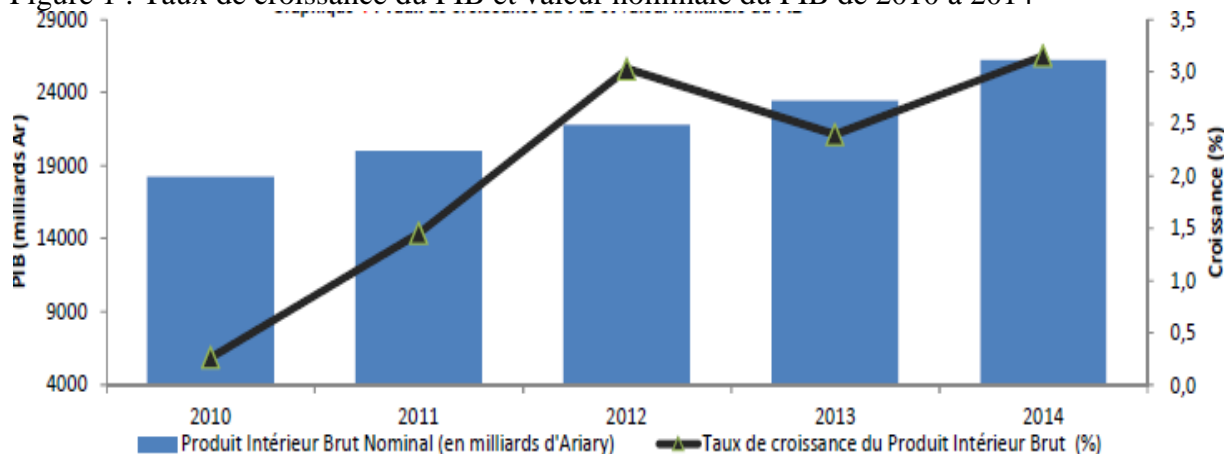
Pour voir la situation macroéconomique d'un pays, plusieurs variables sont à considérer. Mais dans cette section, nous allons voir successivement la croissance économique et l'inflation.

#### **I-1-La croissance économique**

La croissance économique d'un pays est généralement mesurée par son produit intérieur brut (PIB) qui peut se définir comme la valeur marchande de tous les biens produits dans une économie pendant une période donnée. Pour le cas de Madagascar, le PIB nominal a une tendance à la hausse pendant ces cinq dernières années avec un taux de croissance moyen de 2%. La croissance économique du pays commence à s'améliorer après la crise

sociopolitique de 2009, où le taux de croissance était négatif, soit de - 4,1%, mais qui est encore loin d'atteindre la situation de l'année avant crise (2008) qui avait enregistré un taux de croissance économique de 7,1%. La figure suivante montre l'amélioration de la croissance économique de 2010 à 2014.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB et valeur nominale du PIB de 2010 à 2014



Source : DSY/ INSTAT

En analysant par secteur, le secteur secondaire est celui qui contribue les plus dans la croissance économique du pays. Il a, en moyenne, un taux de croissance de 8,4% de 2010 à 2014 et il est parvenu même à atteindre un taux de croissance de deux chiffres en 2013, soit 22,7%. Après, le secteur tertiaire enregistre un faible taux de croissance moyen de 1,96% pendant cette période. Contrairement à ces deux secteurs, le secteur primaire a connu un taux de croissance moyen négatif, soit -1,22%, durant la même période. Constatons qu'en 2013, si le secteur secondaire a connu une forte croissance, à l'inverse, le secteur primaire enregistrerait une forte récession. Cette situation est due principalement à la croissance exorbitante dans la branche d'activité « industrie extractive », avec un taux de 219%, au détriment de celle de l'agriculture, principale branche composante du secteur secondaire, avec une récession de -12,8%. Le tableau ci-après montre le taux de croissance par secteur.

Tableau 1 : Taux de croissance par secteur (Unité : %)

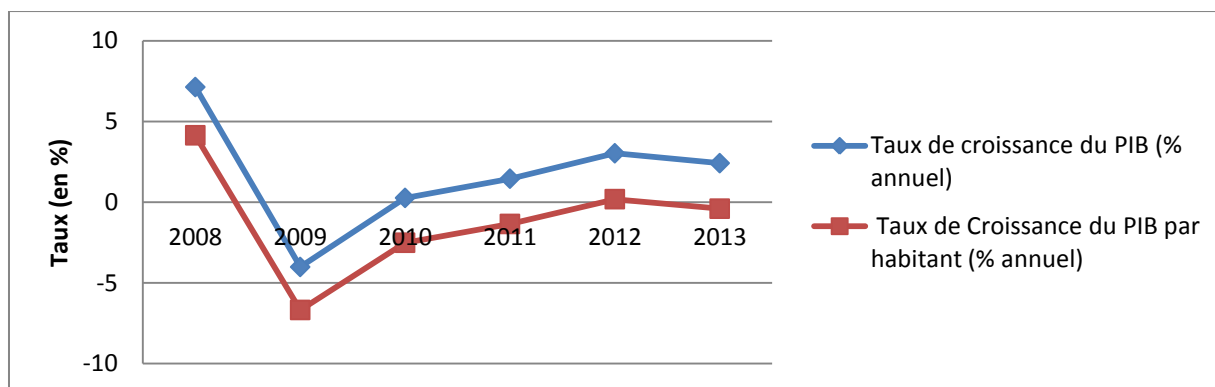
	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Secteur primaire</b>	-3,4	0,7	1,5	-6,1	1,2
<b>Secteur secondaire</b>	2,5	4,0	9,3	22,7	3,5
<b>Secteur tertiaire</b>	1,7	-0,2	3,0	1,3	4,0

Source : DSY/INSTAT

D'après la prévision de l'INSTAT sur les chiffres de 2014, l'on peut constater que l'accroissement du taux de croissance économique de 0,8 point par rapport à l'année précédente est causé surtout par la croissance du secteur tertiaire avec un taux de 4%. Dans la même année, si le taux de croissance du secteur secondaire enregistre une baisse de 84,5% par rapport à 2013, celui du secteur primaire connaîtra une élévation de 120% environ.

Il faut remarquer qu'en rapportant le PIB par le nombre total d'habitants, la situation de Madagascar est différente. Le PIB par habitant permet de mesurer le niveau du revenu de chaque individu pendant une période donnée, souvent l'année. Depuis la crise de 2009, une tendance à la baisse a été constatée au niveau du PIB par habitant par an à l'exception de la faible augmentation enregistrée en 2012. Les taux de croissance du PIB et du PIB par habitant ont les mêmes tendances entre 2008 et 2013, et qui se sont améliorés à partir de 2010 même si les situations de 2008 sont encore loin d'être atteints. La figure suivante montre que, après une forte baisse en 2009, les taux de croissances du PIB et du PIB par habitant tendent à hausser jusqu'en 2012 et subissent une légère diminution en 2013. Il est à noter que les taux de croissances négatifs du PIB par habitant par an justifient la diminution du PIB par habitant d'année en année alors que la tendance montante de la courbe montre une amélioration au niveau du taux de croissance du PIB par habitant.

Figure 2 : Taux de croissances du PIB et du PIB par habitant par an entre 2008 et 2013



Source : Données de la Banque Mondiale

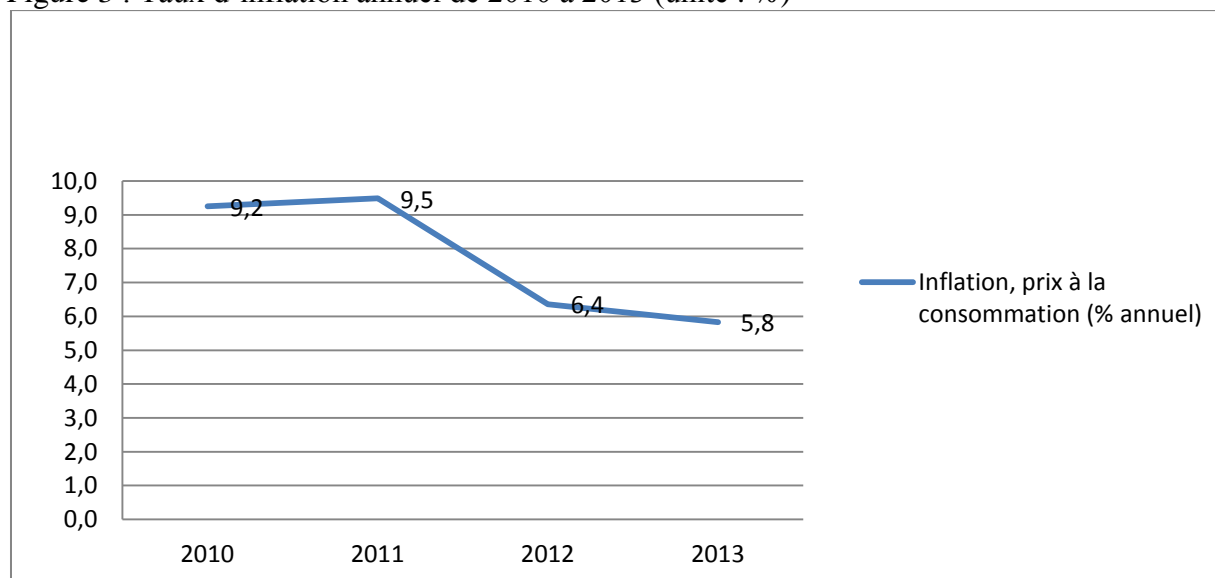
Nous pouvons donc constater que la croissance économique de Madagascar commençait à s'améliorer durant ces cinq dernières années même si la croissance avant la crise est encore loin d'être atteinte. Cependant une observation de l'évolution des prix dans le pays est utile pour les agents économiques leur permettant d'ajuster leurs comportements face à la situation du Pays.

## I-2-L'inflation

Rappelons que l'inflation désigne la hausse du niveau général des prix, tandis que sa baisse est appelée déflation. L'inflation peut être mesurée par l'intermédiaire de différents outils. Les résultats à partir de ces différents instruments peuvent être différents, mais quel que soit l'instrument de mesure utilisé, l'objectif est de voir la variation du niveau général des prix. Un de ces instruments de mesure de l'inflation est l'Indice des prix à la consommation (IPC). Il traduit le coût d'un panier donné de biens de consommation par rapport au coût de ce même panier au cours d'une année choisie comme année de base.

A Madagascar, le taux d'inflation de ces cinq dernières années s'est maintenu à un niveau stable et l'on a constaté même une désinflation, c'est-à-dire une réduction du rythme de hausse des prix, dans les années 2012 et 2013 avec un taux d'inflation, respectif, de 6,4% et de 5,8%. Entre 2011, le rythme de hausse des prix a baissé de 32,6% par rapport à l'année précédente. La figure ci-après montre cette situation.

Figure 3 : Taux d'inflation annuel de 2010 à 2013 (unité : %)



Source : Données de la Banque mondiale

Pour résumer, il faut remarquer qu'il existe plusieurs variables macroéconomiques à prendre en compte lorsque nous voulons voir la situation économique d'un pays dans son ensemble. Cependant, à l'aide de ces variables, le PIB et l'inflation, que nous venons de voir, nous pouvons relativement dire que dans ces cinq dernières années, la situation du pays du point de vue macroéconomique, s'est améliorée. D'une part la hausse du rythme des taux de croissance du PIB et du PIB par habitant permet de constater une amélioration de la

croissance économique du pays, et d'autre part la stabilité du niveau du taux d'inflation peut faciliter l'anticipation des agents économiques. A présent, nous allons aborder l'observation des réalités des IDE à Madagascar dans la section suivante.

## **Section 2 : Réalités des Investissements Directs Etrangers à Madagascar**

Cette section a pour but de faire un diagnostic de l'IDE afin de pouvoir entamer une analyse empirique de l'évolution de l'IDE à Madagascar. Pour ce faire, elle sera décomposée comme suit : dans un premier temps, nous aborderons une vue d'ensemble des flux d'IDE, dans un deuxième temps, nous allons analyser les flux d'IDE par branche d'activité avant de voir les pays d'origines de ces flux d'IDE dans un troisième temps.

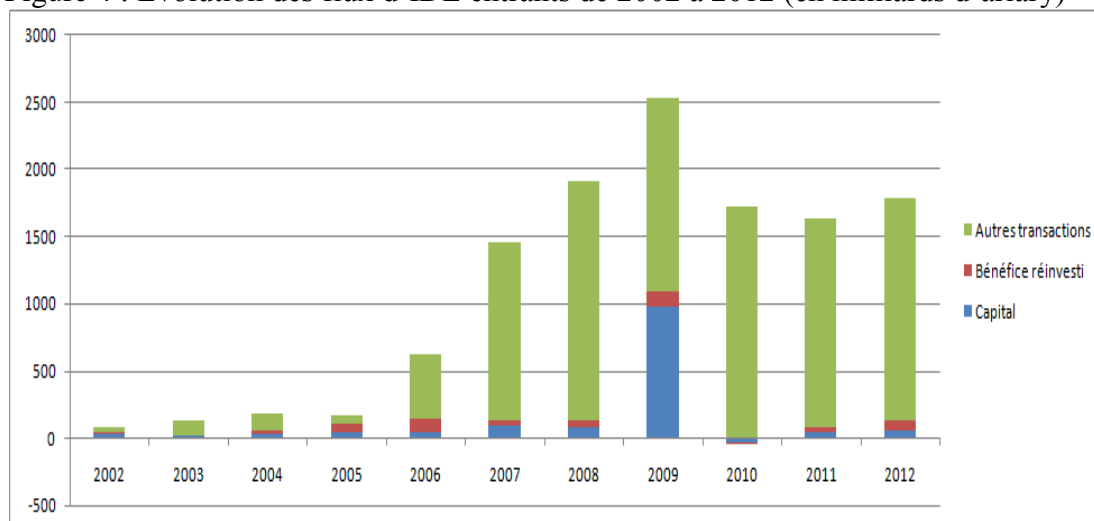
Le flux d'IDE peut se définir comme les mouvements des montants d'investissements directs étrangers pendant une période ( $t_0$  et  $t_1$ ).

Jusqu'à présent, Madagascar ne réalise pas des investissements directs à l'étranger, par contre il en reçoit beaucoup venant de l'extérieur, alors l'analyse se concentre sur les flux d'IDE entrants dans le pays. Ce dernier met en exergue l'entrée de financements en provenance d'économies du reste du monde au cours d'une période donnée et qui va permettre de connaître la nature des financements, leur origines et les branches d'activités bénéficiaires.

### **II-1-Vue d'ensemble des flux d'Investissement Direct Etranger**

Si en 2002, le flux d'IDE entrant à Madagascar n'était que de 83,5 milliards d'ariary, il atteindrait les 1 783,4 milliards d'ariary en 2012. Soit une augmentation de vingt fois supérieures dans une période de dix ans. Il faut noter que, après une légère baisse en 2011, le flux d'IDE de 2012 a vu une hausse de 9,1 %, en monnaie locale, par rapport à celui de l'année précédente, allant de 1 639,9 milliards d'ariary à 1 783,4 milliards d'ariary. Cette hausse est surtout causée par l'augmentation du flux dans le poste « autres transactions », composé principalement des dettes envers les actionnaires, de l'ordre de 9,7 % par rapport à l'année précédente et constatons que ce poste prédomine la structure des flux d'IDE. La figure ci-après affirme cette situation.

Figure 4 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012 (en milliards d'ariary)



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

En décomposant par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéficiaires réinvestis sont passés respectivement de 49,3 milliards d'ariary à 56,5 milliards d'ariary et de 32,7 milliards d'ariary à 75,8 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse respective de 14,6% et 131% de 2011 à 2012.

Il est nécessaire de remarquer qu'en termes de monnaie étrangère, notamment le dollar américain (USD), les flux d'IDE ont connu une hausse minime de 0,3% allant de 809,8 millions USD à 812,6 millions USD de 2011 à 2012. La différence d'augmentation entre les deux monnaies est due à la dépréciation de l'ariary sur cette période.

Au niveau international, il est important d'apercevoir que malgré la baisse des flux d'IDE vers les pays en développement (PED) de l'ordre de 4,5%, soit de 735 milliards USD en 2012 contre 703 milliards USD en 2011, les flux destinés à l'Afrique ont augmenté en passant de 44 milliards USD en 2010 à 48 milliards USD en 2011 pour atteindre les 50 milliards USD en 2012. Comme d'autres pays pauvres en Afrique, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants dans ce continent a suivi une tendance à la baisse entre 2009 à 2012 de 2,5 à 1,6% (tableau 2).



Tableau 2 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2012.

<b>Rubriques</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Madagascar (en milliards de dollars US)	1,3	0,8	0,8	0,8
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1 198,0	1 409	1 652	1 351
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606,2	637	735	703
Afrique (en milliards de dollars US)	52,6	44,0	48	50
<i>Part de Madagascar dans le Monde (en %)</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>
<i>Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>
<i>Part de Madagascar en Afrique (en %)</i>	<i>2,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>

Source : Enquête IDE/IPF 2011/2012/2013, BCM/INSTAT et CNUCED, Rapport sur l'Investissement dans le monde 2013.

### **II-2-Les Flux d'Investissement Direct Etranger par branche d'activité**

Dans l'ensemble des activités, le flux d'IDE entrant à Madagascar a augmenté en 2012. Il est ici important de savoir quelles sont les branches les plus bénéficiaires de ces flux d'IDE.

Bien qu'il existe une hausse des flux d'IDE entrants à Madagascar en 2012, nous observons depuis 2010 une diminution des flux entrants dans la branche des « activités extractives » allant de 1 000,6 milliards en 2011 à 750,5 milliards en 2012, en termes d'ariary, soit une dégradation de 24,5%. Cet abaissement trouve sa cause principale avec la fin des grands investissements dans le secteur minier, vu que QMM et SHERITT sont déjà entrés dans la phase d'exploitation en 2012. Malgré la diminution du flux d'IDE que la branche des « activités extractives » a connu, en 2012 elle reste quand même la première branche bénéficiaire de l'IDE avec une part de 38,2% du total (tableau 2).

Concernant la branche « hors activités extractives », nous pouvons constater que sa part a augmenté de 20% entre 2011 et 2012 passant de 38 à 58 %. Cette situation est principalement liée à la croissance des flux d'IDE dans les branches des « activités financières », de « Télécommunication » et celle des « Pêche, aquaculture ». Les niveaux des flux d'IDE ont été respectivement multipliés par 2,16 dans la branche des « activités financières », par 3 dans la branche « Télécommunication » et par 5,7 dans celle des « Pêche, aquaculture » entre 2011 et 2012. Les augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches sont les principales causes de ces hausses spectaculaires.

Ces trois branches avec celle des « activités extractives » sont les plus bénéficiaires des flux d'IDE entrants à Madagascar avec une part de 86,7% du total en 2012. Il est important de remarquer la forte progression dans les branches d'activité « Agriculture, chasse, élevage et sylviculture », « transports » et celle « Hôtels et restaurant » qui sont respectivement de 406%, 233%, et de 710 %.

Tableau 3 : Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)

<b>Branche</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3	10,1
Pêche, aquaculture	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3	41,7
Activités de fabrication	15,6	1,0	99,6	41,5	137,0	93,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	4,0	-2,5	0,3	0,2	3,8	1,1
Construction et BTP	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9	0,5
Commerce	0,9	42,4	30,9	18,4	34,0	48,7
Hôtels et restaurants	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8	6,0
Transports	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7	30,0
Activités financières	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4	532,5
Immobilier et services aux entreprises	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8	31,6
Distribution pétrolière	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8	14,3
Télécommunication	28,9	147,8	85,8	16,5	72,0	222,9
Autres			0,2	-0,1	0,0	
<b>TOTAL hors « extractives »</b>	<b>570,7</b>	<b>277,3</b>	<b>462,7</b>	<b>329,1</b>	<b>639,3</b>	<b>1032,9</b>
Activités extractives	886,2	1637,5	2069,84	1360,00	1000,6	750,5
<b>TOTAL</b>	<b>1456,90</b>	<b>1914,80</b>	<b>2532,51</b>	<b>1689,07</b>	<b>1639,9</b>	<b>1783,4</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Il est important de mentionner qu'en 2012, à part la branche des « activités extractives », les branches ci-après : « activités de fabrication », « Construction et BTP », « Immobiliers et services aux entreprises » ont subi des baisses des flux d'IDE assez fermes, respectivement, de 31,6%, 99,15% et de 55,36%.

### **II-3-Les pays d'origines des flux d'Investissement Direct Etranger**

Par branche d'activités, nous constatons que certaines enregistrent des hausses du flux d'IDE tandis que d'autres montrent des baisses. Ce paragraphe va permettre à notre analyse d'identifier des principaux pays sources des flux d'IDE. Le tableau suivant résume cette répartition des flux d'IDE en fonction des pays d'origine.

Tableau 4 : Evolution des flux d'IDE par Pays d'origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)

<i>Pays</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>
<b>France</b>	272,6	291,8	112,6	153,4	293,3	425,0
<b>Maurice, île</b>	228,6	279,9	254,6	58,8	389	398,2
<b>Canada</b>	482,2	927,4	682,1	512,1	502,3	504
<b>Etats-Unis</b>	49,6	71,6	109,8	5,7	154	70,8
<b>Royaume-Uni</b>	949,8	1 912,2	449,1	16,5	75,7	25
<b>Chine</b>	66,9	66,4	17,6	127,9	129,3	85,6
<b>Japon</b>	469,6	575,9	462,5	362,4	2,7	3,0
<b>Corée du Sud</b>	304,8	403,2	468,6	347,6	2,6	5,0
<b>Italie</b>	173,8	174,7	30,9	36,5	-3,3	40,3
<b>Autres</b>	417,5	627	-55,3	68,2	94,3	226,5
<b>TOTAL</b>	<b>3 415,4</b>	<b>5 330,1</b>	<b>2 532,5</b>	<b>1 689,1</b>	<b>1 639,9</b>	<b>1 783,4</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Jusqu'en 2011, les principaux pays investisseurs à Madagascar étaient : le Canada, la France, l'Ile Maurice, la Chine, les Etats-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, la Corée du Sud et le Japon. Parmi ces pays, les cinq premiers opérèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la Télécommunication et les activités de fabrications.

La première place pour les investisseurs étrangers était attribuée au Canada en 2012 avec une légère augmentation de 0,34% par rapport à l'année précédente, passant de 502,3 milliards à 504 milliards d'ariary. Presque la totalité des flux d'IDE canadien était orientée dans la branche des « activités extractives », notamment dans le projet d'Ambatovy par l'intermédiaire de Sherritt, principal actionnaire d'Ambatovy avec 40 % et de SNC Lavalin, 5,0% d'Ambatovy)<sup>45</sup>. La part du Canada dans l'ensemble des flux d'IDE est de 25,7% en 2012 contre 30,6% dans l'année précédente, soit une baisse de 4,9 points qui peut être causée par la fin des grands investissements liés au projet d'Ambatovy.

Concernant la deuxième place, la France l'a occupée en 2012 après s'être trouvée en sixième, en quatrième et à la troisième position respectivement, en 2009, 2010 et en 2011. Nous constatons presque une hausse de 50% du flux d'IDE français entre 2011 et 2012, allant de 293,3 milliards à 425 milliards d'ariary. La branche des « activités financières » est la

<sup>45</sup> Rapport d'Ambatovy, *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar*, juin 2011

première bénéficiaire du flux d'IDE français avec une part de 71% par rapport au total en 2011. Viennent ensuite celles des « activités extractives » avec 21% et du « commerce » avec 4%. Mais les investisseurs français sont présent aussi dans la téléphonie avec Orange-France Telecom, dans la distribution des produits pétroliers et énergie (Total, Air liquide, Rubisgaz/Vitogaz). (cf. annexe 2)

L'Ile Maurice est le troisième pays investisseur à Madagascar en 2012. Après une baisse en 2010, les flux d'IDE mauriciens ont connu une légère hausse de 2,3% en 2012, en passant par une hausse exorbitante de 561,5% pour l'année 2011. Comparer à la situation de 2008, avant la crise sociopolitique, le flux d'IDE mauricien en 2012 est resté sur une dynamique avec une élévation de 42,3%. Ce flux d'IDE venant de l'Ile Maurice se concentre surtout dans les branches « activités extractives » (43%) et « Télécommunication » (41%). Vient ensuite les autres branches avec des faibles parts : celles du « Transports » (5%) et de l'« Immobilier location et services aux entreprises » (4%). (cf. annexe 3)

Après, les investisseurs chinois occupent le quatrième rang en 2012. Le flux d'IDE chinois entrant est quasiment stable avec une part respective de 7,6% ; 7,9% et 4,4% en 2010, 2011 et 2012. Ces flux sont principalement concentrés dans les branches des « activités financières » et du « Commerce ».

Ensuite, les investisseurs américains se trouvent au cinquième rang en 2011 avec une part de 3,6% dans les flux totaux d'IDE entrants à Madagascar. Dans cette année, ils investissent surtout dans les secteurs de l'« activité financière » et des « activités extractives».

Concernant le Royaume-Uni, leurs investisseurs sont devenus moins actifs depuis 2009 par rapport aux années antérieures. Etant le premier investisseur dans les années 2007 et 2008, le Royaume-Uni se trouve à la sixième position en 2011 avec une part de 4,6 pour cent du total du flux d'IDE entrant à Madagascar. Cela était dû à la fin des investissements de QMM qui entrait dans sa phase d'Exploitation.

Pour le flux d'IDE en provenance de l'Italie, nous constatons une hausse exorbitante de 1321 pour cent en 2012 par rapport à 2011 due à l'augmentation des investissements dans la branche « immobilier, location et service aux entreprises ».

Enfin, concernant les flux d'IDE venant de Japon et de la Corée du Sud, ils stagnaient au cours des années 2011 et 2012, mis en recul par rapport aux années antérieures.

Cette section nous a montré qu'avant la période de 2006, la branche des « activités de fabrication » était la plus bénéficiaire des flux d'IDE entrant à Madagascar ; mais un bouleversement a été constaté après 2006, avec la hausse des flux d'IDE dans la branche des « activités extractives ». Cependant, le Canada, la France et l'Île Maurice restaient les principaux investisseurs à Madagascar en 2012. Maintenant, nous allons voir la situation de l'emploi à Madagascar dans la troisième section.

### **Section 3 : La Situation de l'emploi à Madagascar**

Pour faire un diagnostic de l'emploi à Madagascar, les indicateurs clés du marché du travail (ICMT) sont des outils indispensables. Ces indicateurs vont permettre de nous fournir les informations essentielles concernant l'emploi aussi bien dans son aspect quantitatif que dans son aspect qualitatif. Ainsi, nous allons voir ces indicateurs en analysant successivement la caractéristique de la population active et le taux d'activité à Madagascar, ensuite le chômage et le sous-emploi, et enfin la structure des emplois dans le pays.

#### **III-1-La caractéristique de la population active et le taux d'activité**

##### **III-1-1-Caractéristique de la population active**

La population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler (entre 15-64 ans selon le BIT) et désirant travailler, qui ont un emploi (population active occupée) et qui n'en n'ont pas (population active inoccupée). L'analyse de ses caractéristiques permet d'apprécier la qualité du travail offert.

En 2012, la population active Malgache est relativement jeune : les moins de 25 ans représentaient plus de 34% et l'âge moyen était estimé à 33,3 ans selon les chiffres de l'ENSOMD 2012-2013. Par rapport à la situation de 2010<sup>46</sup>, cette structure n'a pas trop bougé. La qualité du travail offert par la population active peut être aussi jugée en fonction de sa dotation en capital humain<sup>47</sup> qui peut être analysé à partir du niveau d'instruction. A Madagascar, la population active est peu qualifiée car la majorité, environ 75,2%, n'ont pas atteint le secondaire dont 44,8% ont arrêté au niveau primaire et 30,4% sont sans instruction.

---

<sup>46</sup> Selon les données de l'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM)

<sup>47</sup> Par définition, le capital humain recouvre « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique. ». Bien entendu, l'état de santé de l'individu entre en jeu dans la mesure où cela détermine sa capacité à travailler et à produire.

De plus, seulement deux actifs sur cent sont arrivés à l'étude supérieure. Ainsi le fait que la main-d'œuvre malgache est à bon marché s'explique par ce faible niveau d'instruction. (cf. Tableau 5)

Tableau 5 : Répartition de la population active par niveau d'instruction en 2012 (unité en %)

Années	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
<b>2010</b>	33,3	52,0	11,9	2,8	100
<b>2012</b>	30,4	44,8	22,7	2,2	100

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010-ENSOMD 2012-2013

### **III-1-2-Le taux d'activité**

Le taux d'activité est le rapport de la population active sur celle qui est en âge de travailler (5 ans et plus selon l'INSTAT). Il permet de mesurer le volume de l'offre de travail et le niveau d'insertion des individus dans le marché du travail. En 2012, ce taux était de 63,2% sur la population potentiellement active Malgache des individus de 5 ans et plus. Ainsi l'offre de travail touchait près de deux tiers des individus ou, en d'autres termes, plus de six individus sur dix, âgés de 5 ans et plus, sont déjà insérés ou veulent s'insérer sur marché du travail. Par rapport à la situation de 2010, ce taux a légèrement diminué de 0,7 point.

Selon le genre, nous constatons davantage une insertion des hommes (65,3%), tant en milieu rural qu'en milieu urbain, par rapport aux femmes (61,1%) sur le marché du travail en 2012. Notons que l'écart du taux d'activité entre les hommes et les femmes est beaucoup plus fort en milieu rural (59,3% contre 53,5%) qu'en milieu urbain (67,1% contre 63,5%). Depuis 2010 la tendance est la même. Ces écarts entre genre s'expliquent par la structure sociale puisque, contrairement aux hommes, les femmes ont une double fonction : elles assurent la gestion quotidienne du ménage et contribuent au pouvoir d'achat des ménages à travers l'exercice d'une activité économique. (cf. tableau 6)

Tableau 6 : Taux d'activité par sexe et par milieu de résidence en 2012 (Unité : %)

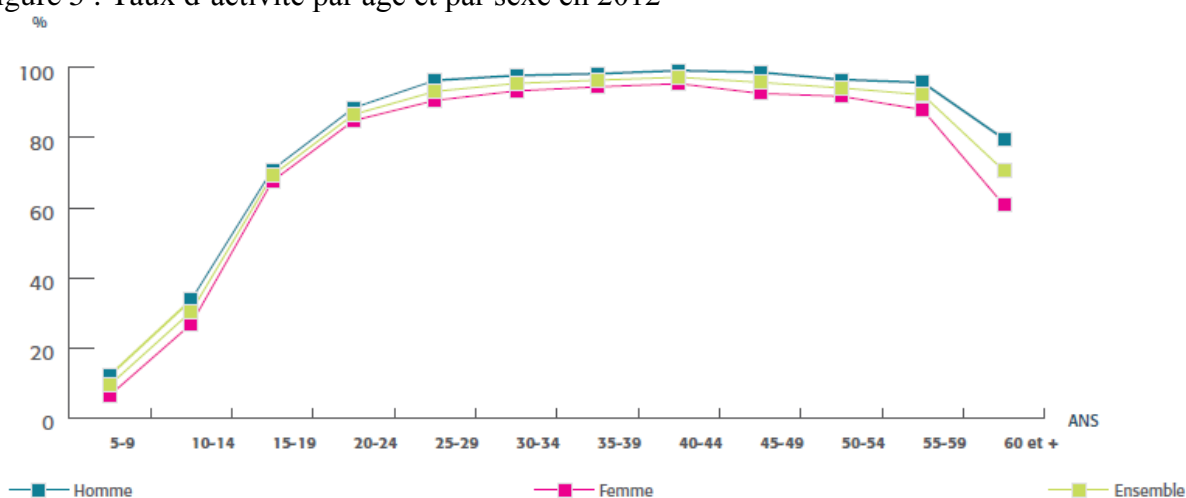
SEXE	Urbain	Rural	Ensemble
<b>Hommes</b>	59,3	67,1	65,3
<b>Femmes</b>	53,5	63,5	61,1
<b>Ensemble</b>	<b>56,3</b>	<b>65,3</b>	<b>63,2</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

En 2012, le taux d'activité en milieu rural était supérieur à celui en milieu urbain (respectivement de 65,3% et 56,3%). Cette tendance a été maintenue depuis 2010, même si l'année 2012 enregistre, par rapport à 2010, une faible hausse du taux d'activité en milieu rural (64,6% contre 65%) et une baisse de ce taux en milieu urbain (60,4% contre 56%).

Ensuite, indépendamment du sexe et du milieu de résidence, le taux d'activité suit l'étape du cycle de vie c'est-à-dire en fonction de l'âge et de la responsabilité des individus. Il atteint son maximum (97,2%) pour les 40-44ans, et diminue progressivement à partir de 45 ans jusqu' à l'âge de retraite. Le graphe ci-après montre cette situation.

Figure 5 : Taux d'activité par âge et par sexe en 2012



Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

En analysant par région, selon les données de l'ENEMPSI 2012, dans cette année, le taux d'activité le plus élevé se trouve dans les régions Vatovavy-Fitovinany (70,3%), Haute-Matsiatra (69,7%) et Betsiboka (69,6%). Tandis que son niveau est plus faible dans les régions DIANA (56,8%), Atsimo-Andrefana (54,6%) et SOFIA (54,9%). (cf. annexe 4)

Concernant les inactifs, en 2012, les jeunes en cours de scolarité occupaient la place majoritaire (67,9% des inactifs). Ils étaient légèrement plus nombreux en milieu urbain (73% contre 65,5% en milieu rural). Ensuite les inactifs sont des invalides (5,1%), des femmes aux foyers (4,8%). Les retraités n'occupent qu'une faible part, soit de 1,8% des inactifs. Compte tenu du faible niveau de revenu, 96% des inactifs sont pris en charge par leur famille ou par d'autres personnes. (cf. tableau 7)

Tableau 7 : Raisons d'inactivité par milieu de résidence en 2012 (Unité : %)

Raison d'inactivité	Urbain	Rural	Ensemble
<b>Invalide ou en maladie de longue durée</b>	4,1	5,6	5,1
<b>En cours de scolarité, Etudiant</b>	73,0	65,5	67,9
<b>Retraité</b>	3,2	1,1	1,8
<b>Femme au foyer</b>	8,2	3,2	4,8
<b>Rentier</b>	0,0	0,1	0,0
<b>Autres</b>	11,5	24,5	20,4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

La majorité de la population inactive, environ 78%, ont fait le choix d'être inactifs volontairement : ils considèrent ne pas être en âge de travailler ou ne pas avoir besoin de travailler pour vivre ou n'ont pas envie de travailler tout simplement. Les 22% restants sont devenus inactifs involontairement mais à cause du dysfonctionnement du marché du travail et de la société. Ils sont retirés du marché du travail soit parce qu'ils ne pensent pas pouvoir obtenir de travail avec leurs qualifications propre jugées trop faible, soit parce qu'ils ignorent les démarches à entreprendre. (cf. tableau 8)

Tableau 8 : Raisons de non recherche d'emploi en 2012 (Unité : %)

Raison de non recherche d'emploi	Urbain	Rural	Ensemble
<b>Il n'existe pas d'emploi</b>	1,3	0,4	0,7
<b>Ne pense pas pouvoir obtenir de travail sans qualification</b>	6,0	3,9	4,6
<b>Ne sait pas comment effectuer une recherche d'emploi</b>	0,5	0,4	0,4
<b>Obstacle familial, religieux, culturel, etc...</b>	2,2	1,9	2,0
<b>Attend la réponse à une demande d'emploi</b>	0,2	0,0	0,1
<b>N'a pas besoin pour vivre</b>	5,0	1,5	2,6
<b>N'est pas en âge de travailler</b>	55,7	73,5	67,9
<b>N'a pas envie de travailler</b>	12,2	5,7	7,7
<b>Autres</b>	16,9	12,7	14,0
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012



### III-2-Le chômage et le sous-emploi

#### III-2-1-Le chômage

Rappelons que le chômage concerne les personnes, appartenant à la population active, dépourvues involontairement d'emploi pendant une période de référence (souvent la semaine précédente de l'enquête) et qui en recherchent activement. Ainsi le taux de chômage est la proportion des chômeurs dans la population active. Le chômage est un indicateur des tensions sur le marché du travail et qui montre le désajustement entre l'offre et la demande.

A Madagascar, en 2012, le chômage, au sens du BIT, est faible et ne touche que 1,2% de la population active. Cependant, cette définition ne représente pas vraiment la réalité du marché de l'emploi à Madagascar puisqu'elle exclut le chômage déguisé<sup>48</sup>, le sous-emploi ou le secteur informel. En incluant le chômage déguisé, le taux de chômage élargi<sup>49</sup> atteint les 8%.

Le chômage est frappé surtout la ville (3,3% de la population active) et presque inexistant dans la campagne (0,7%). Et selon le genre, ce sont les femmes qui sont les plus touchées par rapport aux hommes (1,5% contre 1% de la population active). Cette tendance s'est maintenue depuis 2010, comparé au chiffre de 2010, le taux de chômage a baissé de 2,6 points en 2012. Il faut préciser que le faible taux de chômage signifie la facilité de trouver un emploi mais ces emplois sont, souvent, précaires. (cf. tableau 9)

Tableau 9 : Taux de chômage strict par milieu de résidence et par sexe en 2012 (Unité : %)

Milieu/Sexe	Taux de chômage strict
<b>Urbain</b>	3,3
<b>Rural</b>	0,7
<b>Masculin</b>	1,0
<b>Féminin</b>	1,5
<b>Ensemble</b>	1,2

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

Au niveau régional, les régions Analamanga, Atsinanana, et Atsimo-Andrefana enregistrent des taux de chômage plus importants, par rapport à d'autres, qui sont respectivement de 2,8%, 2,8% et 4% en 2012. Tandis que dans certaines régions le chômage

<sup>48</sup> Le chômage déguisé comprend les individus en âge de travailler qui sont pour des motifs indépendants de leur volonté restés dans un statut d'inactif.

<sup>49</sup> Le chômage « élargi » comprend le chômage au sens du BIT et le chômage déguisé.

est presque inexistant avec un taux de 0,1% (Vakinakaratra, Bongolava, SOFIA et Menabe). (cf. Annexe 4)

Etant donné que la population active est relativement jeune, le chômage frappe surtout les jeunes : pour ceux de 18 à 29 ans, le taux de chômage atteint 2,6% ; chez les 15 à 19 ans, il est de 2,1% et s'élève à 3,1% chez les 20 à 24 ans. A partir de 25 ans ce taux diminue progressivement pour atteindre les 0,7% chez les 40 à 44 ans et 0,2% pour les plus de 50 ans. Selon l'ENEMPSI, en 2012, trois-quarts des chômeurs ont moins de 30 ans (75,3%) et environ neuf dixième ont moins de 40 ans (90,4%).

Contrairement aux pays développés, où les diplômes constituent des outils pour combattre le chômage, à Madagascar, le taux de chômage s'accroît avec le niveau d'instruction dû au faible niveau de développement du pays. Si pour les individus « sans instruction », le chômage est quasiment inexistant, son taux s'élèvera à 5,3% chez les universitaires. De plus, ceux qui ont choisi la formation technique ne sont pas épargnés avec un taux de 4,5%. (cf. tableau 10)

Tableau 10 : Taux de chômage strict par niveau d'Education en 2012 (Unité : %)

Niveau d'éducation	Taux de chômage strict
<b>Sans instruction</b>	0,5
<b>Primaire</b>	0,6
<b>Secondaire 1er cycle</b>	1,4
<b>Secondaire 2nd cycle</b>	3,7
<b>Secondaire technique professionnel</b>	4,5
<b>Supérieur</b>	5,3
<b>Ensemble</b>	<b>1,2</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

Concernant le chômage de longue durée (plus d'un an), en 2012, 38,4% de la population active sont en chômage depuis plus d'un an. Et ce sont surtout les hommes qui sont les plus affectés : 40,6% des hommes chômeurs le sont depuis plus d'une année, alors que ce chiffre est de 36,9% chez les femmes chômeuses. (cf. Tableau 11)

Tableau 11 : Proportion de chômage de longue durée par sexe en 2012 (Unité : %)

Sexe	Chômage de plus d'un an	Chômage de moins d'un an	Total
<b>Masculin</b>	40,6	59,4	100
<b>Féminin</b>	36,9	63,1	100
<b>Ensemble</b>	<b>38,4</b>	<b>61,6</b>	<b>100</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

### **III-2-2-Le sous-emploi**

Le sous-emploi est la situation dans laquelle les individus ne peuvent pas exploiter pleinement leurs forces de travail. L'on distingue généralement deux types de sous-emploi : le sous-emploi lié à la durée du travail et la situation d'emploi inadéquat.

#### a – le sous-emploi lié à la durée du travail<sup>50</sup>

Le sous-emploi lié à la durée du travail concerne les personnes qui, involontairement, travaillent moins de 35 heures par semaine. Il peut être interprété comme une contre-performance de l'économie en termes de capacité d'absorption du facteur travail ou un manque à gagner en termes de volume de production.

Le sous-emploi lié à la durée du travail touche plus de 10% de la population active occupée en 2012 selon le chiffre de l'ENEMPSI. Ces individus, sous-employés, sont insatisfaits de leur travail précaire. Ce phénomène touchait aussi bien les travailleurs en milieu urbain (10,2%) que ceux en milieu rural (10,7%). Mais selon le genre, les femmes sont plus touchées par rapport aux hommes quel que soit le milieu de résidence (11,3% contre 10% chez les hommes). Dans les régions de Menabe, Betsiboka et Vakinakaratra, le taux de sous-emploi lié à la durée du travail est important, respectivement de 22,4%, 21,5%, 21,5%. Cependant, ce taux est plus faible dans les régions de Melaky (2%), Androy (4%) et DIANA (4,8%). (cf. Annexe 4)

En considérant le secteur institutionnel, nous constatons que dans l'Administration publique, un tiers des actifs occupés sont sous-employés lié à la durée du travail, soit 29,2%. Cela signifie que les employés de ce secteur recherchent encore d'autres activités malgré le salaire offert par ce secteur (en moyenne 259 100 Ar par mois). Ce sont donc les fonctionnaires qui sont les plus touchés par cette forme de sous-emploi. Cette situation peut s'expliquer par le manque de motivation, la faible responsabilisation et de formation des

<sup>50</sup> Selon la définition de l'INSTAT, le sous-emploi lié à la durée du travail regroupe l'ensemble des employés dont l'horaire hebdomadaire est de moins de 35 heures (par rapport à l'ensemble des actifs occupés) et qui cherchent un autre travail durant les sept derniers jours précédant l'enquête.

agents ainsi que par le surnombre de travailleurs dans certaines branches de ce secteur (par exemple celle de l'enseignement public). Par contre, dans le secteur privé formel, seulement près de 9% des travailleurs sont touchés par ce phénomène. (cf. Tableau 12)

Tableau 12 : Taux de sous-emploi lié à la durée du travail, Taux de situation d'emploi inadéquat par secteur institutionnel (Unité : %)

Secteur institutionnel	Taux de sous-emploi lié à la durée du travail	Taux de situation d'emploi inadéquat
<b>Administration publique</b>	29,3	17,0
<b>Entreprises formelles</b>	8,8	46,4
<b>Entreprises informelles hors agriculture</b>	11,3	70,4
<b>Entreprises informelles agricoles</b>	9,8	87,9
<b>Entreprises associatives</b>	25,4	51,9
Ensemble	<b>10,6</b>	<b>81,2</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

#### b - La situation d'emploi inadéquat<sup>51</sup>

La situation d'emploi inadéquat concerne surtout les travailleurs dont la rémunération est inférieure au SMIG, qui est de 100 000 ariary par mois au moment de l'enquête. En 2012, huit individus occupés sur dix sont touchés par cette forme de sous-emploi. En comparant au chiffre de l'EPM 2010, qui est de 42,2%, la proportion des personnes touchées par la situation d'emploi inadéquat a presque doublé en 2012 (81,2%).

Les femmes sont les plus frappées par cette forme de sous-emploi (87% contre 75,8% pour les hommes). Et c'est plutôt un phénomène rural qu'urbain (84,6% contre 68% en milieu urbain). En 2012, cette situation a touché presque toutes les régions de Madagascar, mais elle est beaucoup plus importante dans les régions de Vatovavy-Fitovinany (91%), Vakinankaratra (89,8%) et Androy (88,6%). (cf. Annexe 4)

En analysant par secteur institutionnel, la situation d'emploi inadéquat touche principalement les actifs occupés dans le secteur informel : 88% pour ceux dans l'informel agricole et 70% pour ceux dans l'informel non agricole. Contrairement au sous-emploi qui touche l'Administration publique, la proportion d'emploi inadéquat est la plus faible dans ce secteur, soit de 17%. (cf. Tableau 12)

<sup>51</sup>Selon l'INSTAT, un individu est en situation d'emploi inadéquat s'il ne peut pas optimiser la productivité de son travail suite à des contraintes autres que la durée effective du travail tels que les conditions de travail inappropriées, inadéquation formation-emploi ou faiblesse du niveau de rémunération.

### III-3-La structure des emplois

En 2012, l'économie malgache est largement agricole prédominée par le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et sylviculture) de presque 76% en termes de proportion d'emplois créés. En milieu urbain 45,3% des actifs occupés se trouvent dans le secteur primaire et ce chiffre atteint même les 83,5% en milieu rural. Ensuite c'est le commerce qui assure 7% des emplois créés, et les autres services (services rendus à des sociétés à but non lucratif tels que les ONG, services rendus aux particuliers) occupent 2,8% de ces emplois créés.

Tableau 13 : Structure des emplois (en %), Revenus d'activité mensuels moyens (en Ariary) par milieu de résidence et selon les branches d'activités en 2012

BRANCHES D'ACTIVITES	Structure des emplois			Revenus d'activité mensuels moyens		
	MILIEU		ENSEMBLE	MILIEU		ENSEMBLE
	Urbain	Rural		Urbain	Rural	
<b>Secteur primaire</b>	45,3	83,5	75,7	41 400	34 000	34 900
<b>Commerce</b>	15,1	4,9	7,0	102 100	78 700	88 000
<b>Autres services</b>	8,9	1,2	2,8	99 900	52 000	65 200
<b>Confection</b>	3,7	2,5	2,7	145 400	72 100	92 800
<b>Autres industries</b>	3,5	2,3	2,5	180 500	120 800	148 300
<b>Services aux ménages</b>	6,1	1,2	2,2	112 300	83 900	96 400
<b>Éducation</b>	3,9	1,2	1,8	189 100	129 900	165 900
<b>BTP</b>	3,0	0,9	1,3	389 500	212 000	320 300
<b>Transport</b>	4,0	0,7	1,3	220 300	156 400	185 100
<b>Industrie alimentaire</b>	2,2	0,9	1,2	244 600	161 400	207 400
<b>Administration publique</b>	3,1	0,5	1,0	55 800	38 000	48 100
<b>Santé</b>	1,2	0,2	0,5	171 000	122 700	154 200
<b>Total</b>	100	100	100	101 800	43 400	55 300

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

Ensuite, le marché du travail à Madagascar est caractérisé par le secteur informel en 2012. En effet, neuf emplois sur dix se trouvent dans ce secteur dont 75,2% dans les

entreprises informelles et 17,9% dans les entreprises hors agriculture. Ces entreprises informelles sont constituées par des individus qui travaillent leur propre compte et exercent des emplois précaires. Le milieu rural reste celui le plus touché par le marché informel. Dans ce milieu, 96% des emplois sont informels. De plus nous pouvons constater la forte présence des femmes par rapport aux hommes dans les entreprises informelles hors-agriculture. Par ailleurs, l'Administration publique et les entreprises associatives sont les moins pourvoyeurs d'emploi dont les parts sont respectivement 2,5% et 0,6% du total des emplois créés en 2012. Comparé à la situation de 2010, selon les chiffres de l'EPM, les emplois créés par l'Administration publique ont augmenté de 0,1 point. (cf. Tableau 14)

Tableau 14 : Répartition des emplois (en %), Revenus d'activité mensuels moyens (en Ariary) par milieu de résidence et par genre selon le secteur institutionnel en 2012

			Adminis- tration publique	Entre- prises formelles	Entre- prises informel -les hors agri- culture	Entre- prises informel -les agricoles	Entre- prises associa- tives	Ensemb le
Répartition des emplois	Milieu	Urbain	6,3	11,2	36,7	44,6	1,2	100
		Rural	1,6	1,9	13,1	83,0	0,4	100
	Genre	Masculin	3,4	4,2	14,6	77,1	0,8	100
		Féminin	1,6	3,5	21,4	73,1	0,4	100
Revenus d'activité mensuels moyens	Milieu	Urbain	326 600	216 600	102 700	38 800	167 900	101 800
		Rural	189 200	136 300	72 000	33 700	94 900	43 400
	Genre	Masculin	273 500	214 800	112 200	47 100	133 100	72 800
		Féminin	226 300	143 400	59 800	19 600	106 700	36 100
	ensemble		258 900	184 300	84 800	34 400	124 500	55300

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

Puis, selon l'ENSOMD, le marché du travail à Madagascar est aussi largement dominé par les emplois non salariés en 2012. En effet 87,2% des actifs occupés sont des non salariés dont 49% sont des indépendants ou patrons et 38,2% des aides familiales. Cependant, les emplois salariés sont très minoritaires et n'excèdent pas 13% du total des emplois.

Il est à noter que l'analyse des revenus d'activités permet aussi d'apprécier le niveau de tension sur le marché du travail, les conditions d'activités et la productivité effective de la main d'œuvre. En 2012, le revenu d'activité mensuel moyen est de 55 300 ariary. Dans la même année, nous constatons un important écart entre le revenu d'activité mensuel moyen dans les villes et dans les campagnes (101 800 ariary contre 43 400 ariary) d'une part, et entre le revenu mensuel moyen des hommes et des femmes (respectivement de 72 800 ariary et 36 100 ariary). Ainsi, en moyenne, les hommes gagnent deux fois plus que les femmes en termes de revenu d'activité. (cf. tableau 11)

Selon la branche d'activité, les actifs occupés dans l'Administration publique et ceux dans la santé sont les plus rémunérés, respectivement de 320 300 ariary et 207 400 ariary par mois en moyenne, au détriment de ceux dans le secteur primaire qui gagnent, dans l'ensemble, 34 900 ariary par mois en moyenne quelque soit le milieu de résidence en ville ou à la campagne. (cf. tableau 11)

En guise de conclusion, nous pouvons constater que l'économie malgache est encore largement agricole et informelle. Ainsi la part de l'industrie, en termes de création d'emplois, est aussi très faible avec une proportion de 2,5% seulement. Ce phénomène peut expliquer le faible niveau de développement du pays. Pourtant, le flux d'investissement direct étranger entrant à Madagascar connut une hausse dans ces dix dernières années pour compenser l'insuffisance de l'épargne intérieure en termes de financement.

Par ailleurs, la croissance économique s'est améliorée suivie d'une maîtrise du taux d'inflation dans ces cinq dernières années. Cela montre une amélioration de la situation économique du Pays. En revanche, le faible taux de chômage en 2012, soit 1,2% de la population active, cache la situation de sous-emploi à Madagascar avec un taux global de 84% selon l'ENEMPSI dont 81,2% de la population active occupée ont une situation d'emploi inadéquat et 10,6% sont sous-employés liés à la durée de travail. Dans la même année, le montant du flux d'investissement direct étranger était de 1 783,4 milliards d'ariary selon l'enquête menée conjointement par la Banque Centrale de Madagascar et l'Institut Nationale de la Statistique. Cette situation nous incite à voir les impacts de l'investissement direct étranger sur l'emploi à Madagascar qui fera l'objet du quatrième chapitre.

## **CHAPITRE IV : APPROCHE PRATIQUE DES IMPACTS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR L'EMPLOI A MADAGASCAR**

Les théories sur les impacts des investissements directs étrangers dans les pays d'accueil doivent être vérifiées avec la réalité. De ce fait, plusieurs études empiriques ont été faites, notamment sur les effets de l'IDE sur l'emploi des pays d'accueil. A l'instar de celle de MARKUSEN et VENABLE en 1998 qui a montré que l'investissement direct étranger entraîne une destruction d'emploi dans les pays d'accueil.

Ainsi, le but dans ce quatrième chapitre est de faire une analyse pratique des impacts de l'investissement direct étranger à Madagascar. De ce fait, ce chapitre se composera de trois sections. D'abord, la première section se focalisera sur l'analyse des effets positifs, en termes de création d'emplois et amélioration de la qualification de la main-d'œuvre locale, de l'investissement direct étranger à Madagascar. Ensuite, la seconde section mettra en avant l'analyse des retombées négatives de l'investissement direct étranger sur l'emploi, notamment sur les conditions d'emploi et sur la qualité des emplois créés à Madagascar.

### **Section 1 : Les effets positifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi à Madagascar**

#### **I-1-Création d'emplois par l'Investissement Direct Etranger**

L'investissement direct étranger entrant à Madagascar est une opportunité de création d'emplois pour le pays. Les emplois peuvent être créés, directement ou indirectement, par l'IDE. D'une part, la création d'emplois directs concerne le nombre d'emplois créés dans les entreprises d'investissement direct. D'autre part, l'IDE induit aussi une création d'emplois dans les entreprises locales.

#### **I-1-1-Les emplois directs créés par les entreprises d'Investissement Direct Etranger**

Les entreprises d'IDE créent plus d'emploi que celles des IPF puisque les premières, en détenant plus de 10% du capital social de l'entreprise investie, peuvent influencer dans les décisions stratégiques de cette dernière et pouvant ainsi créer un nombre élevé d'emplois.

En 2000, parmi les emplois créés par les entreprises à caractère étranger, seul 5,4% équivaut à 2 597 emplois sont créés par les entreprises d'IPF contre 94,6% par les entreprises



d'IDE soit l'équivalent de 45 666 emplois. Cette tendance a été maintenue jusqu'à 2006. A partir de 2007, l'écart s'est creusé puisqu'en 2010 où presque la totalité des emplois créés par les entreprises étrangers ont été générées par les entreprises d'IDE soit 62 707 (99,9%), la part des entreprises IPF est de 0,1% équivaut à 36 emplois créés.

Même si la crise socio-politique de 2009 et la crise financière ont entraîné une baisse de 25%, en termes de création d'emplois, allant de 80 767 en 2008 à 60 200 en 2009, nous pouvons constater que la création d'emplois par les entreprises d'IDE correspond par une tendance à la hausse de 2000 à 2012. En effet, en 2010, nous avons enregistré une augmentation de près de 2 500 emplois dû principalement à la création d'emplois générée par la branche « activité minière », notamment aux recrutements massifs des employés du QMM et d'Ambatovy. Le tableau suivant montre les emplois générés par les entreprises d'investissement étranger.

Tableau 15 : Emplois générés par les Entreprises d'investissement étranger de 2008 à 2012

Rubriques	Emploi (Effectifs)				
	2008	2009	2010	2011	2012
Entreprise d'IPF	200	143	36	1 056	500
Entreprise d'IDE dont :	80567	60 057	62 707	60 104	63 800
<i>Entreprises</i>	10571	13 910	22 907	10 700	10 500
<i>Affiliées</i>					
<i>Filiales</i>	47348	32 095	27 693	36 754	39 000
<i>Succursales</i>	22648	14 052	12 107	12 650	14 800
Ensemble	80767	60 200	62 743	61 160	64 300

Source : Enquête IDE/IPF2012-2013, BCM/INSTAT.

Concernant les types d'entreprises d'IDE, les filiales sont davantage les pourvoyeuses d'emploi. En 2012, sur l'ensemble des emplois créés par les entreprises d'IDE, 39 000 emplois ont été générés par les filiales (soit 60% du total) tandis que les succursales et les entreprises affiliées n'ont créés que, respectivement, 14 800 emplois (23%) et 10 500 emplois (16,3%). Cette situation montre que les investisseurs directs tendent de plus en plus vers

l'option de partage du risque avec les investisseurs nationaux. Cependant, ils veulent détenir la majorité (plus de 50%) des actifs de l'entreprise d'investissement.

En analysant par branche d'activité, selon l'enquête périodique menée collectivement par l'INSTAT et la BCM, le nombre élevé de création d'emplois est surtout engendré par celle des « activités de fabrication » englobant le « textile et articles d'habillement » jusqu'en 2006. Notons qu'en 2005, cette branche avait créé près de 70% du total des emplois. Cependant, la branche des « activités extractives » n'avait créé que 0,88% de l'ensemble des emplois créés dans la même année. Il faut remarquer que ce sont principalement les entreprises franches qui opèrent dans la branche des « activités de fabrication ». En effet, 94% des travailleurs des entreprises franches travaillent dans cette branche selon les données de catalogue du BIT dans l' « Etude sur les zones franches à Madagascar ».

Après 2006, un bouleversement avait été constaté puisque la branche des « activités extractives » commençait à créer davantage d'emploi et arrivait même à dépasser, en termes de création d'emplois, celle des « activités de fabrication » en 2012. En effet, en 2012, la branche des « activités extractives » a généré 88,7% de l'ensemble des emplois créés par les entreprises d'investissement à Madagascar alors que celle des « activités de fabrication » n'a engendré que 21,6%. Dans la même année, à part ces deux principales branches d'activités pourvoyeuses d'emplois, celle de l' « activité financière » est devenue un peu plus créatrice d'emplois avec 9,9% de l'ensemble des emplois créés contre 5,52% en 2005. Le Tableau ci-après donne la répartition des emplois engendrés par les entreprises à capitaux étrangers selon la branche d'activité. (cf. Tableau 16)

Tableau 16 : Répartition des emplois créés par les Entreprises d'investissement étrangers selon les branches d'activités.

Branche d'activités	2004	2005	2006	2010	2011	2012
Agriculture, sylviculture et élevage	0,6	0,28	0	1,8	5,3	2,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	2,1	1,91	1,3	3,3	3,4	7,9
Activités extractives	1,1	0,88	1,6	24,8	19,9	21,6
Activités de fabrication	59,5	68,83	65,5	23,1	43	38,7
Production d'électricité, d'eau et de gaz	0,4	0,48	0,2	0,2	0,2	0,2
Construction et BTP	14,4	1,54	1,1	3,8	5,4	0,9
Commerce	4,9	7,23	3,7	17,8	3,5	7,5
Hôtels et restaurants	0,2	0,25	0,6	2,2	1,2	3,5
Transports et Télécommunication	10,7	10,2	15	15,1	6,1	6,2
Activités financières	5	5,52	6,1	8,6	8	9,9
Immobilier, location et services aux Entreprises	0,9	1,98	3,2	8,2	3,2	0,6
Distribution de produits pétroliers		1,13	0,4	0,8	0,7	0,5
Autres	0,4	0,95	0,3	0,3	0,2	0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2004 à 2012, BCM/INSTAT

### **I-1-2- Création d'emplois indirects par l'Investissement Direct Etranger**

A part la création d'emplois directs dans les entreprises d'Investissement, ces dernières favorisent aussi à la création d'emplois « indirects » par effet d'entraînement dans les entreprises locales à Madagascar. Ainsi l'entrée des firmes multinationales, à travers leurs filiales, dans une branche d'activité donnée fait bénéficier d'autres branches en termes de création d'emplois. Prenons le cas du « projet d'Ambatovy ». En opérant dans la branche des « activités extractives » du secteur minier, les entreprises d'investissement étrangers ont contribué non seulement dans la création d'emplois dans cette branche mais aussi dans la création d'emplois dans d'autres branches telles que celles de l' « agriculture, élevage », de la « construction et BTP », du « transport » et de l' « Hôtels et restaurants ». En effet, selon le rapport d'Ambatovy, le projet a contribué à la création de 18 000 emplois directs et près de 8 000 emplois indirects.

Depuis la mise en place du projet d'Ambatovy, certaines branches d'activités ont vu leurs demandes augmenter nécessitant en conséquence des travailleurs supplémentaires. D'abord celle de la production alimentaire (culture de légumes, de riz, élevage des poulets de

chair ...) a bénéficié d'une augmentation de leur demande pour subvenir aux besoins alimentaires des employés dans les firmes d'IDE. Ensuite, la demande, et par conséquent le nombre d'emplois créés, dans la branche d'activité de « construction et BTP » connaît aussi un accroissement pendant la phase de construction du site et pour son entretien d'une part ; et dans la construction des maisons des particuliers, d'autre part, vu que les employés d'Ambatovy ont tendance à s'installer à proximité des sites d'implantation afin de minimiser le coût de transport et économiser la perte de temps. De plus, la création d'emplois dans la branche de « transport » a également augmenté suite à la hausse du service qu'elle rend aux employés du site. Enfin, la branche de l' « Hôtels et restaurants » a pareillement bénéficié, en termes de création d'emplois, du flux d'IDE entrant dans la branche des « activités extractives » lorsque les employés étrangers et ceux qui ne viennent pas de la région du site d'implantation ne trouvent pas encore de logement et louent ainsi des chambres dans les hôtels.

Dans la même foulée, les flux d'IDE entrants dans la branche de « Télécommunications » ont aussi, par effets d'entraînement, contribué à la création d'emplois indirects dans le commerce par l'intermédiaires des ventes des cartes de recharges ainsi que des accessoires téléphoniques dans des boutiques appartenant aux opérateurs téléphoniques de Madagascar.

### **I-2-Amélioration de la qualification de la main-d'œuvre locale grâce à l'Investissement Direct Etranger**

A côté de la création d'emplois, directs ou indirects, que l'IDE offre à la population locale, les entreprises d'investissements étrangers qui s'installent à Madagascar contribuent souvent à l'amélioration de la main-d'œuvre locale qu'ils emploient. En effet, les entreprises d'investissements soumettent des formations à leurs employés afin d'améliorer les compétences de ces derniers et leurs permettent ensuite d'accéder à un poste plus élevé.

Prenons encore le cas du « projet d'Ambatovy ». Le département de formation d'Ambatovy contribue au développement des compétences de ses employés via l'instauration d'une formation par « apprentissage hybride », c'est-à-dire que les employés bénéficient simultanément des cours dirigés par un instructeur et d'un auto-apprentissage ou apprentissage assisté par un ordinateur.

Au sein des entreprises d'investissement d'Ambatovy, il existe principalement trois types de formation qui se font sur le tas. Premièrement, il y a la « formation spécialisée pour

les opérations et la maintenance » qui vise, par l'intermédiaire de transfert de savoir-faire, à former les employés pour devenir électriciens, soudeurs, chaudronniers et planificateurs. Cette formation est assurée par des ingénieurs Malgache possédant des qualifications élevées formés par des expatriés d'Ambatovy. Deuxièmement, il existe la « formation et différents programmes » qui a pour objectif de développer les connaissances et les compétences des employés, qui ont déjà suivi une formation de planification, à travers les cours de langue, d'informatique et de service clientèle. De plus, Ambatovy a déjà lancé son « Programme d'Excellence Technique », en 2011, qui vise à donner des formations aux jeunes élèves de l'enseignement technique afin de pouvoir remplacer les travailleurs étrangers. Ce programme prévoit de former 219 opérateurs pour l'usine de transformation entre 2011 et 2015. Troisièmement, il existe la « formation à la santé et la sécurité » faisant profiter aux employés en matière de premiers soins, étiquetage des matières dangereuses et autres.

Par ailleurs, à part l'amélioration de la compétence de leurs employés, les entreprises d'investissement peuvent encore améliorer la compétence de l'ensemble de la main-d'œuvre locale. A l'instar, le projet d'Ambatovy offre des formations aux agriculteurs pour pouvoir améliorer la qualité de leurs produits. En effet, les entreprises d'investissement d'Ambatovy s'approvisionnent localement en produits alimentaires et elles exigent certaines normes de qualité, ainsi elles donnent des conseils et parfois des formations aux agriculteurs locaux, notamment ceux qui sont près des zones du projet, qui sont en relation avec le service traiteur d'Ambatovy.

### **I-3-Le niveau de salaire dans les entreprises d'investissements est supérieur à celui dans les firmes nationales**

En termes de salaires, les entreprises d'investissement étranger à Madagascar payent mieux leurs salariés que les entreprises privées malgaches. En 1995, selon les données du Recensement Industriel 1995 établies par l'INSTAT, les niveaux de rémunération annuelle moyenne sont respectivement de 1 668 millions de Franc Malgache (soit 333,6 millions d'Ariary) dans les entreprises privées formelle et de 2 605 millions de franc Malgache (soit 521 millions d'Ariary) dans les entreprises étrangères. Le tableau suivant nous permet de voir le niveau et l'évolution de rémunération annuelle moyenne selon la propriété du capital des entreprises.

Tableau 17 : Niveau de la rémunération annuelle moyenne selon la propriété du capital des entreprises entre 1994 et 1995.

	<b>1994 (en millions d'Ariary)</b>	<b>1995 (en millions d'Ariary)</b>	<b>Taux de croissance (en nominal)</b>
<b>Entreprises privées malgaches</b>	220	333,6	51,7%
<b>Entreprises étrangères</b>	401,4	521	29,8%

Sources : Recensement Industriel 1995, Enquête dans l'Industrie 1996

Cependant, si nous observons le taux de croissance des rémunérations moyennes annuelles entre 1994 et 1995, les entreprises privées malgaches enregistreront une plus forte augmentation par rapport aux entreprises étrangères. En effet le niveau de rémunération moyenne dans les entreprises malgaches privées a augmenté de 51,7% sur cette période contre seulement 29,8% dans les entreprises étrangères. Cette situation peut s'expliquer par un effet de rattrapage des premières compte tenu de l'écart de rémunération. Et pour maintenir leurs travailleurs ou éviter leurs rotations, les entreprises privées malgaches sont contraintes d'augmenter la rémunération de leurs employés. Ici la théorie<sup>52</sup> sur les effets d'entraînement de l'IDE, en termes de salaire, est vérifiée. En effet cette théorie montre que les entreprises d'Investissement, en offrant des salaires plus élevés, incitent les entreprises locales à augmenter les salaires de leurs employés par peur de fuite de ces derniers.

Il faut remarquer que l'évolution de rémunération est une fonction inverse de la qualification. Elle est plus importante pour les qualifications plus faibles (employés et ouvriers) que chez les catégories plus élevés (cadre supérieur et moyen). Dans les entreprises à capitaux étrangers, nous observons même la diminution de salaire de ces dernières. Cette situation est due principalement à la stratégie de minimisation de coût, des firmes étrangères, en recrutant des cadres Malgache qui coutent moins chers que les expatriés. Par ailleurs, cela contribue également à la réduction du chômage des jeunes diplômés Malgache. (cf. Tableau 18)

<sup>52</sup> ASIÉDU (2004)

Tableau 18 : Evolution de la rémunération annuelle moyenne par qualification selon la propriété du capital des entreprises entre 1994 et 1995.

	Cadres supérieurs et moyens	Employés et ouvriers
<b>Entreprises privées malgache</b>	+38,2%	+40,3%
<b>Entreprises étrangères</b>	-12,6%	+37,7%

Sources : Recensement Industriel 1995, Enquête Annuelle dans l'Industrie 1996

Ainsi, nous pouvons constater que l'investissement direct étranger entrant à Madagascar favorise la création d'emplois, direct ou indirect, dans le pays. De plus, l'IDE améliore la qualification des travailleurs dans les entreprises d'investissement à travers les formations et qui entraînera, en conséquence, un niveau de salaire élevé dans ces dernières par rapport aux entreprises privées nationales. Maintenant, nous allons analyser les impacts négatifs de l'IDE à Madagascar dans la section suivante.

## **Section 2 : Les retombées négatives de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi**

A part les opportunités d'emploi que l'investissement direct étranger offre à Madagascar, il entraîne aussi des conséquences négatives sur l'emploi du pays.

### **II-1-Création d'emplois indirects informels par l'Investissement Direct Etranger**

Nous ne pouvons pas nier les emplois, directs ou indirects, engendrés par les flux d'IDE entrants à Madagascar. Cependant, ces flux favorisent la création d'emplois indirects dans le secteur informel. Par exemple, les flux d'IDE entrants dans la branche « Télécommunications » engendrent, par effet d'entraînement, des emplois indirects informels que nous connaissons sous le nom de « taxi-phones ». En 2012, selon les données de l'ENEMPSI, le flux d'IDE entrant à Madagascar a connu une hausse de 8,7% allant de 1 639,9 à 1 783,4 milliards d'Ariary. Parallèlement 99,9% des Unités de Production Individuelle (UPI), employant 3 312 000 personnes, ont été classées d'informelles dans cette année.

Par ailleurs, la plus forte création d'emplois informels concerne surtout les commerces. En effet, les commerces informels contribuent à 69% des chiffres d'affaires et à 45% de la production totale du secteur informel en 2012. Par exemple, l'envahissement des produits chinois sur le marché local à Madagascar, par le biais de l'importation ou via les entreprises d'investissements chinoises, favorisent l'épanouissement des revendeurs informels de ces

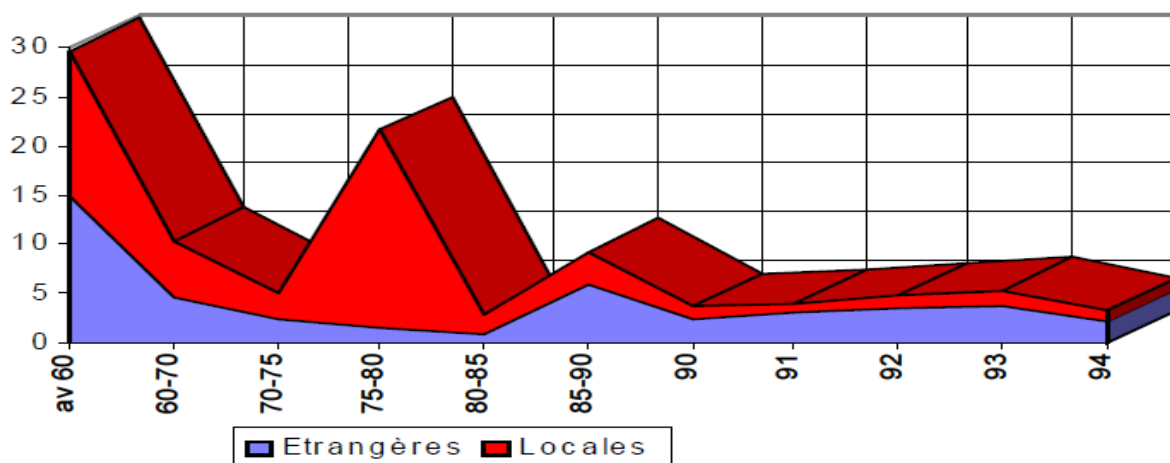
produits, notamment les articles d'habillements. Le Tableau du chapitre précédent nous a montré que, à part les activités extractives, les flux d'investissements en provenance de Chine se concentrent surtout dans les branches des « activités de fabrication » et « commerce » en 2012.

À propos du secteur informel, nous pouvons constater une forte présence des femmes dans ce secteur. En 2012, près de 90% de la population active occupée se trouvent dans le secteur informel ; et parallèlement environ 52% des emplois de ce secteur sont occupés par des femmes. Les problèmes du secteur informel touchent surtout les conditions d'activités et la faiblesse des rémunérations. En effet, la majorité des travailleurs dans les Unités de Productions Individuelles sont sous-employés, travaillant en moyenne 35 heures par semaine et gagnent environ 57 000 Ariary par mois en 2012, qui est largement inférieur au Salaire minimum (le SMIG en vigueur est de 100 000 Ariary en 2012).

### II-2-Création d'emplois peu qualifiés

A Madagascar, comme dans les autres pays en développement, la création d'emplois pour les nationaux dans les entreprises d'investissement touche essentiellement celle qui nécessite un faible niveau de qualification. Cependant, les postes réclamant de niveau de qualification élevée, tel que les Cadres, sont encore réservés aux expatriés. Cette situation s'explique par la nature des activités délocalisées à Madagascar qui utilise surtout des travailleurs peu qualifiés. La figure ci-après montre la dynamique de création d'emplois dans les entreprises nationales et étrangères.

Figure 6 : Dynamique de la création d'emplois selon l'origine des entreprises



Sources : Nos propres calculs MADIO, Recensement Industrielle 1995 (exercice 1994)



### **II-3-Conditions d'emploi précaire**

Certaines entreprises d'investissement à Madagascar font bénéficier à leurs employés d'une meilleure condition de travail, tandis que pour d'autres les travailleurs supportent des mauvaises conditions d'emploi. Ce dernier cas fait parti des effets pervers de l'IDE sur l'emploi du pays. Cette situation se constate généralement dans les entreprises franches même si ces dernières ont constitué une opportunité d'emploi notamment pour les jeunes. Ce qui nous amène à voir les conditions d'emplois dans ces entreprises franches. Selon le rapport du BIT, nous avons recensé 175 entreprises franches en 2008 dont la majorité (63%) dans la branche « textile et habillement » qui se concentrait essentiellement dans la région d'Analamanga (168 entreprises franches, soit 90,3% de l'ensemble).

#### **II-3-1-Difficulté de l'accès à l'emploi**

Le recrutement devrait suivre des procédures formelles telles que les entretiens d'embauche. Cependant, selon les données de l'étude du BIT sur les zones franches à Madagascar, l'embauche dans les entreprises franches se fait, soit par le tri des ouvriers qui font l'attente devant le portail de l'usine (39% des enquêtés), soit par l'intermédiaire des relations personnelles (46% des enquêtés). Ainsi, l'accès à l'emploi n'est pas vraiment équitable pour les offreurs de forces de travail dans les entreprises franches de Madagascar.

#### **II-3-2-Une exploitation déguisée**

Selon le Code de Travail, le temps de travail normal est de 8 heures par jour, alors que dans les entreprises franches, il atteint les 10 heures par jour en moyenne plus le Samedi. Les heures supplémentaires au delà de 8 heures de travail et ceux du Samedi sont décomptées en tant qu'heures supplémentaires ou payées moins qu'elles auraient dus l'être. Ajoutons-nous que, selon les contrôles du Ministère de travail, les entreprises franches instaurent des heures supplémentaires au-delà de la limite maximale -qui est de 20 heures par semaine selon la législation- et l'emploi des femmes la nuit sans autorisation du Ministère de Travail.

Par ailleurs la sécurité et la santé au travail ne sont pas toujours respectées. Nous ne pouvons pas contester le port obligatoire des tabliers par les ouvriers, cependant, les cache-bouches ne sont proposées qu'à la demande dans le secteur textile. De même pour les autres outils nécessaires pour la protection tels que les gans, les bottes, les masques... De plus, les infrastructures sont souvent inadéquates quant aux règles sanitaires (par exemple l'insuffisance d'aération).

### **II-3-3-Discrimination en matière d'emploi**

Elle se manifeste souvent pour les travailleurs appartenant à des syndicats, notamment pour les délégués du personnel. En effet, suite à une dénonciation des cadres par les délégués du personnel, ces derniers subiront des discriminations se manifestant par diverses formes telles que l'intimidation, la rétrogradation, la mutation abusive de poste et parfois même un licenciement sans procédures.

Par ailleurs, la discrimination touche aussi les femmes en période d'allaitement et les travailleurs âgés. D'un côté, la discrimination des femmes en période d'allaitement se constate surtout pendant l'embauche. D'un autre côté, les personnes âgées sont menacées de licenciement du fait de leur incapacité physique de suivre le rythme des jeunes en matière de production.

### **II-3-4-Instabilité en matière d'emploi**

Selon l'étude sur les zones franches effectuée par le BIT en 2011, 90% des travailleurs ont moins de trois ans d'ancienneté. Cette situation montre que l'emploi dans les entreprises franches est instable. Elle prend la forme de chômage technique dû notamment aux réductions des commandes des clients. De plus, la rareté des avancements et de la promotion professionnelle des travailleurs affirme encore l'instabilité d'emploi dans les entreprises des Zones Franches Industrielles (ZFI).

Dans les deux sections précédentes, nous pouvons constater que les flux d'IDE entrant à Madagascar ont des conséquences sur l'emploi local du point de vue quantitatif et qualitatif. L'IDE génère souvent des effets bénéfiques pour le pays, cependant il ne faut pas sous-estimer les retombées négative qu'il provoque. Dans cette section, nous allons essayer de donner des suggestions de recommandation pour pouvoir atténuer les effets pervers de l'IDE sur l'emploi à Madagascar d'une part, et pour maximiser ses effets positifs d'autre part.

### **Section 3 : Suggestion de recommandation pour une adéquation de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi**

Ces suggestions se basent principalement sur l'intervention de l'Etat pour pouvoir défendre l'intérêt général.

D'abord, le problème se pose sur la répartition des postes dans les entreprises d'investissement étranger puisque les postes élevés (cadre, ouvrier qualifié) reviennent essentiellement aux expatriés et les travailleurs nationaux ne peuvent bénéficier que des postes à faible qualification. Cette situation est due surtout par l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée à Madagascar. En effet, selon l'ENEMPSI, les cadres et les ouvriers qualifiés représentaient, respectivement, 1% et 3,7% de la population active Malgache. Ainsi, l'Etat doit mettre en place des formations adéquates, répondant aux besoins des firmes d'investissement étranger à Madagascar, qui permettent de renforcer la qualification de la main-d'œuvre locale pour qu'elle puisse concurrencer les travailleurs étrangers et accéder à des postes élevés. En effet, si la main-d'œuvre locale est déjà qualifiée, évidemment que les entreprises d'investissement les emploieront prioritairement plutôt que de faire venir des expatriés puisque ce choix minimisera leurs coûts de main d'œuvre. De plus, le gouvernement doit investir davantage dans l'éducation sur l'enseignement supérieur afin de profiter de la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les filiales étrangères à Madagascar.

Ensuite, l'Etat, à travers les diverses institutions (les syndicats, le Ministère de Travail), doit instaurer une politique d'équité de rémunération des travailleurs qui exige un traitement égal des travailleurs, étrangers ou Malgache, en matière de rémunération et sur tous les avantages (en espèce ou en nature) qu'ils conçoivent. En effet, la section précédente nous a montré que, même si la rémunération dans les entreprises d'investissement est supérieure à celle dans les entreprises privées malgaches, les firmes d'investissement minimiseront leurs coûts de main-d'œuvre en offrant des postes de qualification élevées aux Malgache. Cela montre que les expatriés sont mieux payés que les Malgache.

Puis, concernant les mauvaises conditions d'emplois dans les entreprises d'investissement étranger à Madagascar, notamment dans les entreprises franches, l'Etat, par l'intermédiaire des organes compétents, doit renforcer les contrôles dans ces entreprises pour pouvoir faire respecter la loi. De plus, il faut organiser des séances de formation pour les syndicalistes des entreprises franches en matière de législation de travail et de technique de négociation. Aussi, il faut que les inspecteurs de travail, lors de la réalisation de leur mission

de contrôle, se penchent plus sur la question de manque d'équité de genre sur le lieu de travail et au non respect des droits liés à la maternité.

Enfin, à propos de la création de l'emploi informel par l'IDE, l'Etat pourra formaliser ce secteur en mettant en place la transparence en évitant toutes sortes de corruption puisque une des principales causes de l'invasion de l'informel est la manque de confiance de la population envers l'Etat. La majorité de la population ne payent pas les impôts puisqu'elle ne sait pas leurs finalités.

## CONCLUSION

La libéralisation des échanges et des investissements a favorisé le phénomène de multinationalisation des firmes qui est à l'origine de l'investissement direct étranger. L'investissement direct étranger désigne les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Il se caractérise par l'existence d'une relation de long terme entre les deux entités et que l'investisseur direct influence significativement la gestion de l'entreprise investie.

Depuis les années quatre vingt dix, la majorité des gouvernements des pays en développement, entre autre Madagascar, avait mis en place des politiques d'attractions de l'investissement direct étranger dans l'espoir de bénéficier des impacts positifs sur leurs économies. En effet, les théories des effets de l'investissement direct étranger sur l'emploi évoque que ce type d'investissement offre, malgré certaines retombées négatives, des opportunités de création d'emplois direct et indirect ainsi qu'une amélioration de la qualification de la main-d'œuvre dans le pays hôte.

En outre, l'étude empirique des effets de l'investissement direct étranger sur l'emploi à Madagascar a confirmé l'existence de création d'emplois, direct et indirect, et l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre locale grâce à cet investissement. En effet, les entreprises d'investissements enregistraient 63 800 emplois en 2012. Dans l'analyse des emplois nouvellement créés dans les entreprises d'investissement, nous avons explicité que ce sont les branches des « activités de fabrication » et des « activités extractives » qui génèrent beaucoup d'emplois, dont leurs parts respectives sont de 38,7% et 21,6% dans le total des emplois nouvellement créés en 2012. D'autre part, la main-d'œuvre locale bénéficie de l'amélioration de sa qualification à travers les formations, notamment sur le tas, offertes par les entreprises d'investissement. De plus, en termes de rémunération annuelle moyenne, les entreprises étrangères payent mieux leurs salariés par rapport aux entreprises privées nationales avec une différence de 185 millions d'ariary en 1995.

Cependant, cette étude a montré également l'existence des retombées négatives provoquées par l'investissement direct étranger. D'abord la création d'emplois n'est profitée que par la main-d'œuvre peu qualifiée, c'est-à-dire que les fonctions nécessitant une qualification élevée sont attribuées aux expatriés. De plus, l'invasion des emplois informels

ainsi que la précarité des conditions d'emplois notamment dans les entreprises franches caractérisent le marché du travail à Madagascar.

Ainsi, la mise en place des diverses politiques d'attractions des investissements directs étrangers devra être accompagnée par des mesures visant le renforcement de la qualification de la main-d'œuvre locale, telles que l'augmentation des investissements dans le domaine de l'éducation et l'instauration des formations adéquates aux emplois dans les entreprises d'investissement, pour pouvoir optimiser les effets de l'investissement direct étranger à Madagascar.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES**

- \_ AARON, C., *The Contribution of FDI to poverty Alleviation*. Washington, DC: Foreign Investment Advisory Service, 1999.
- \_ ANDREFF, W., *Les Multinationales globales*, coll. Repères, La Découverte, 2003.
- \_ ANDREFF W., *Profits et structures du capitalisme mondial*, Calmann-Lévy, 1976.
- \_ BERGSTEN, C. F, T. HORST et T. MORAN, *American Multinationals and American interests*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1978.
- \_ CAHUC, P. , ZYLBERBERG, A. , *Economie du Travail. La formation des salaires et les déterminants du chômage*, Balises, 608p
- \_ DUNNING J. H. , *Multinational Enterprises and the Global Economy*, Addison-Wesley, 1993.
- \_ FRANK I., *Multinationales et développement*, Masson, Paris, 1981.
- \_ GILLIS M. et al., *Economie du développement*, Nouveaux Horizons, traduction de la 4<sup>e</sup> édition américaine par Bruno Baron-Renault, 784p
- \_ GRAHAM, E. M. et KRUGMAN, P, *Foreign Direct Investment in the United States*, Washington D.C : Institute for International Economics, 1989.
- \_ MANKIW, G., *Macroéconomie*, Nouveaux Horizons, Traduction de la 7<sup>e</sup> édition américaine par Jihad C. El NABOUSLSI, 712p
- \_ HELPMAN, E. et KRUGMAN P., *Market Structure and Foreign Trade*, Cambridge, MA: MIT Press, 1985.
- \_ KEYNES J.M, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1966 (trad. Française), 1936, p. 48.
- \_ SIMON, Y. LAUTIER, D., *Techniques financières internationale*, 8<sup>ème</sup> éd., Economica, Paris, 2003, p.720.

## ARTICLES ET REVUES

- \_ ASIEDU, E., « The Determinants of Employment of Affiliates of US Multinational Enterprises in Africa », *Development Policy Review* 22 (4) 2004, pp 371-379.
- \_ ANDRIANARISON, F., RAMBELOMA, T., « Le Poids du Capital Etranger dans l'Economie Malgache », projet MADIO, INSTAT, 1996.
- \_ BARBA NAVARETTI, G. et D. CASTELLANI, « Investment Abroad and Performance at Home: Evidence from Italian Multinationals », *CEPR Discussion Paper* no 4284, 2004.
- \_ BECKER, S.O., K. EKHOLM, R. JAECKLE et M.A. MÜNDLER, « Location Choice and Employment Decisions: A Comparison of German and Swedish Multinationals », *CESifo Working Paper* no 1374, 2005.
- \_ BECKER, S.O. et M.A. MÜNDLER, « The Effect of FDI on Job Separation », *Deutsche Bundesbank Discussion Paper Series 1*, no 01/2007.
- \_ BLOMSTRON, M. et A. KOKKO, « The impact of Foreign Direct Investment on Host Countries: A Review of Empirical Evidence », The Development Economics Research Group on International Trade, Working Paper N°1745, World Bank, 1996.
- \_ BOISEMERY H. « Ouverture et emploi dans une économie en transition. La situation du Viêt-Nam » : In *Revue économique*. Vol 49, n°1, 1998, pp277-289.
- \_ BRACONIER, H. et K. EKHOLM, « Swedish Multinationals and Competition from High and Low Wage Locations », *Review of International Economics*, vol. 1, 2000, pp. 448-461.
- \_ BRAINARD, S.L. et D.A. RIKER, « Are US Multinationals Exporting US Jobs? », *NBER Working Paper* 5958, 1997.
- \_ CHEDOR S. et MUCCHIELLI J.-L. « Foreign Direct Investment, Export Performance, and the Impact on Home Employment: an Empirical Analysis of French Firms », dans RUFFINI P. (e.), *The global integration of Europe and East Asia*, Londres, Edward Elgar, 1999.
- \_ CHUDNOVSKY D., LOPEZ A., *Globalization and Developing Countries : Foreign Direct Investment and Growth and Sustainable Human Development*, Paper prepared for the



UNCTAD/UNDP Global Programme on « Globalization, Liberalization and Sustainable Development », 1999.

\_ Commission européenne, « The Adjustment Challenge in the Labour Market », in *The EU Economy: 2005 Review*, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, 2005.

\_ DESAI, M.A., CF. FOLEY et J.R. HINES, « Foreign Direct Investment and Domestic Economic Activity », *NBER Working Paper Series* no 11717, 2005.

\_ FALZONI, A.M. et M. GRASSENI, « Home Country Effects of Investing Abroad: Evidence From Quantile Regressions », *CESPRI Working Paper* no 170, 2005.

\_ GLICKMAN, N. J. et D. P. WOODWARD, « The New Competitors; *How Foreign Investors Are Changing the US Economy* », New York, Basic Books, 1989.

\_ HANSON, G.H., R.J. MATALONI et M.J. SLAUGHTER, « Expansion Abroad and the Domestic Operations of US Multinational Firms », document interne, 2003.

\_ HARRISON, A.E. et M.S. MCMILLAN, « Outsourcing Jobs? Multinationals and US employment », *National Bureau of Economic Research Working Paper* no 12372, 2006.

\_ HEAD, K. et J. RIES, « Offshore Production and Skill Upgrading by Japanese Manufacturing Firms », *Journal of International Economics*, vol. 58, 2002, pp. 81-105.

\_ HEAD, K. et J. RIES: « Overseas Investment and Firm Exports », *Review of International Economics*, vol. 9, n° 1, 2001, pp. 108-122.

\_ LILLIENTHAL D.E., « Management of the multinational corporation », Mac Graw Hill ; New York, 1960.

\_ LIPSEY R.E. et M.Y. WEISS: « Foreign Production and Exports in Manufacturing Industries », *Review of Economics and Statistics*, vol. 67, n° 4, 1981, pp. 488-494.

\_ MAINGUY C., « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », *Revue Région et Développement*, n° 20, 2004.

\_ MARKUSEN J.R. et A. VENABLES, « Multinational Firms and the New Trade Theory », *Journal of International Economics*, vol. 46, n° 2, 1998, pp. 183-203.

\_ MUNDELL R. A, « International Trade and Factor Mobility », *American Economic Review*, N°3, 1957.

\_ RAMACHANDRAN, V et SHAH, M.K., « Firm Performance and Foreign Ownership in Africa: Evidence from Zimbabwe, Ghana and Kenya » RPED Paper No. 81 Washington, D.C: regional Program on Enterprises Development, World Bank, 1998.

\_ RAZAFINDRAKOTO, M., « Performances Comparées des Entreprises Industrielles Publiques, Privées Nationales et Etrangères à l'Heure de la Privatisation et de l'Ouverture Extérieure », Projet MADIO, INSTAT, 1997.

\_ STEINER G.A., « The nature and signification of multinational corporate planning » - in George A. Steiner and Warren M Cannon *Multinational corporate planning*-New York, 1966.

Aglietta Michel. « Panorama sur les théories de l'emploi ». In : *Revue économique*. Volume 29, n°1, 1978. pp 80-119.

## **RAPPORTS**

\_ Banque Centrale de Madagascar et Institut National de la Statistique : *Enquête sur les Investissements étrangers à Madagascar, 2000-2001*.

\_ Banque Centrale de Madagascar et Institut National de la Statistique : *Investissements Directs Etranger et de Portefeuille, 2002-2004*, Mai 2005.

\_ Banque Centrale de Madagascar et Institut National de la Statistique : *Investissements Directs Etranger et de Portefeuille, 2006-2007*, Septembre 2007.

\_ Banque Centrale de Madagascar et Institut National de la Statistique : *Etudes sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar*, Décembre 2012.

\_ Banque Centrale de Madagascar et Institut National de la Statistique : *Etudes sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar*, Janvier 2014.

\_ Centre de Recherche, d'Etude et d'appui à l'Analyse Economique à Madagascar (CREAM), *Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar. Volet économique : Analyse économétrique*, Cahier de recherche en Analyse Economique, numéro 12/2008.

\_ Fonds Monétaire Internationale, *Manuel de la Balance des Paiements*, 5<sup>ème</sup> édition, 1993.

\_ Institut National de la Statistique (INSTAT), *Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENEMPSI 2012)*, 2013.

\_ Institut National de la Statistique (INSTAT), *Enquête Périodique auprès des Ménages (EPEM 2010)*, 2011.

\_ Organisation et Coopération de Développement Economique (OCDE), *L'impact de l'Investissement Direct Etranger sur les salaires et les conditions de travail*, Centre de conférence de l'OCDE, paris, France, juin 2008.

## **WEBOGRAPHIE**

<http://www.bfm.mg/2015>

<http://www.cairn.info/revue-economique-de-l-ocde-2008-1-page-85.htm>

<http://www.cnuCED.org/2014>

<http://www.cream.mg/2014>

<http://www.instat.mg/2014>

<http://www.nber.org/papers/w15530>

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco\\_0035\\_2764\\_1995\\_num\\_46\\_3\\_4\\_09687](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035_2764_1995_num_46_3_4_09687)

## **ANNEXES**

<b>Annexe 1 : La composition de chaque Secteur dans l'économie du modèle Théorique .....</b>	<b>VII</b>
<b>Annexe 2 : Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2012.</b>	<b>VIII</b>
<b>Annexe 3 : Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2012 .....</b>	<b>VIII</b>
<b>Annexe 4 : Taux d'activité par milieu, Taux de chômage, Taux de sous-emploi lié à la durée de travail, Taux de situation d'emploi inadéquat par région en 2012 (Unité : %).....</b>	<b>IX</b>

## **Annexe 1 : La composition de chaque Secteur dans l'économie du modèle Théorique**

L'économie est composée par trois (3) secteurs : le secteur formel « m », le secteur exportateur « x » et le secteur informel « s ».

\_ Le secteur formel « m » :

Il correspond aux activités formelles qui bénéficient d'une protection institutionnelle de nature réglementaire ou tarifaire. Ce secteur, issu de l'économie planifiée et centralisée, est formé par les Administrations du secteur public, des coopératives et des grandes entreprises autochtones. De plus, il intègre l'agriculture de plantation, les exploitations minières (pétrole, charbon,...), les industries de substitution d'importation et les productions orientées vers le marché intérieur (métallurgie, industrie chimique, biens d'équipements, matériaux de construction, ...). La croissance de ce secteur dépend fondamentalement des investissements domestiques et des capacités d'absorption des marchés intérieurs. La participation du capital étranger dans ce secteur est résiduelle.

\_ Le secteur exportateur « x » :

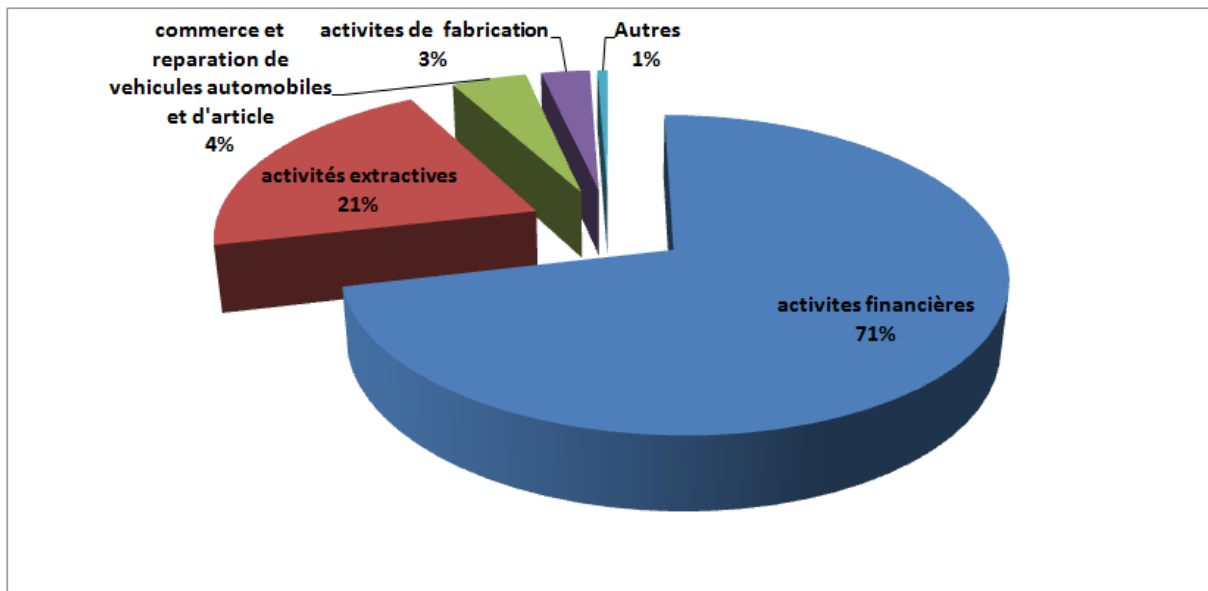
Il comprend les activités manufacturières à vocations exportatrices, généralement sur la base d'une valorisation d'avantages comparatifs en main-d'œuvre faiblement ou moyennement qualifiée, dans des pays où l'élasticité de l'offre de main-d'œuvre est pratiquement illimitée. Ce secteur fonctionne principalement à partir de flux de capitaux internationaux, notamment l'IDE, avec lequel s'incorpore une technologie importée. Il nécessite du travail autochtone, du capital étranger et une faible part de capital domestique se présentant sous formes d'équipements, de bâtiment et d'infrastructure. Ce secteur peut également intégrer de la production primaire issue de l'exploitation minière ou de l'agriculture de plantation.

\_ Le secteur informel « s » :

Ce secteur correspond à un vaste ensemble socio-productif fortement hétérogène d'activités informelles. Généralement à faible intensité capitaliste, il se compose de micro-entreprises et d'entreprises de taille petite ou moyenne qui opèrent dans l'informalité juridique et parfois dans des réseaux de sous-traitance vis-à-vis des grandes entreprises. Le secteur « s » du modèle correspond au *secteur formel localisé*, c'est-à-dire de nature évolutive, constitué par

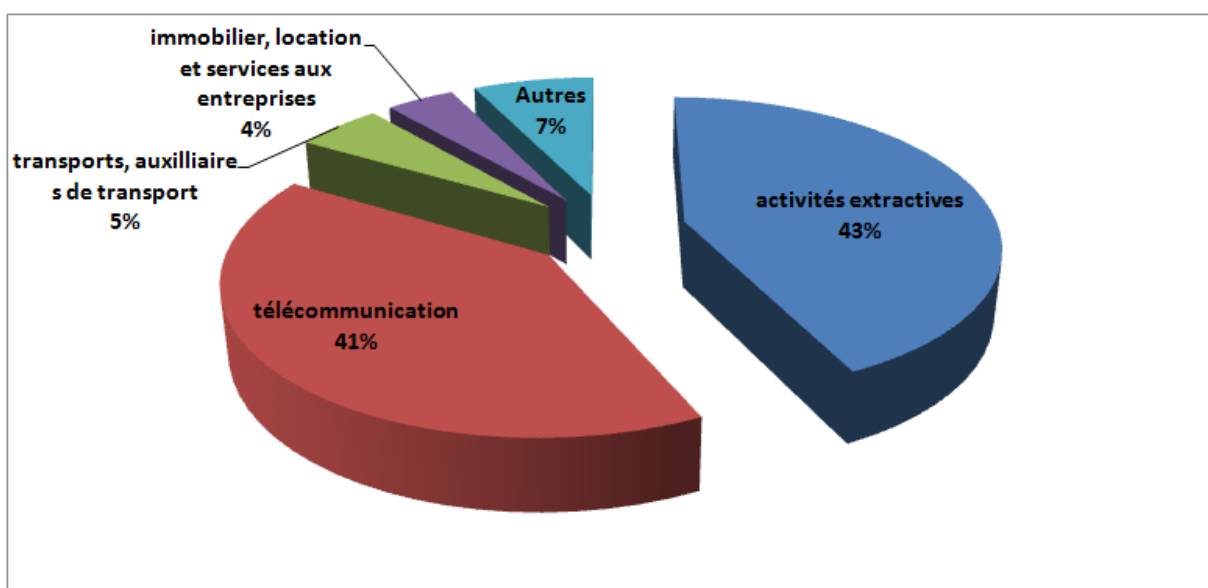
des petites et micro entreprises. Mais, il existe aussi le *secteur informel non localisé*, qui n'est pas pris en compte ici, de nature involutive et plus précaire (travail à domicile, ambulant ...).

### Annexe 2 : Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

### Annexe 3 : Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

**Annexe 4 : Taux d'activité par milieu, Taux de chômage, Taux de sous-emploi lié à la durée de travail, Taux de situation d'emploi inadéquat par région en 2012 (Unité : %)**

Région	Taux d'activité			Taux de chômage	Taux de sous-emploi lié à la durée de travail	Taux de situation d'emploi inadéquat
	Urbain	Rural	Ensemble			
<b>Analamanga</b>	53,6	61,9	58,8	2,8	11,0	67,3
<b>Vakinankaratra</b>	73,7	67,5	68,9	0,1	21,5	89,8
<b>Itasy</b>	58,0	61,1	60,9	0,7	5,6	85,3
<b>Bongolava</b>	63,4	66,8	66,4	0,1	11,5	81,3
<b>Haute Matsiatra</b>	51,9	74,4	69,7	0,3	5,5	87,5
<b>Amoro'i Mania</b>	58,3	68,2	67,3	0,3	10,8	87,1
<b>Vatovavy Fitovinany</b>	69,8	70,4	70,3	0,2	9,0	91,0
<b>Ihorombe</b>	57,2	66,7	65,2	1,5	7,6	81,0
<b>Atsimo Atsinanana</b>	49,3	64,7	62,7	1,3	9,3	86,3
<b>Atsinanana</b>	55,3	66,4	61,7	2,8	8,3	80,2
<b>Analanjirifo</b>	53,2	70,8	65,8	0,4	7,7	78,0
<b>Alaotra Mangoro</b>	63,3	68,8	67,7	0,8	8,7	80,4
<b>Boeny</b>	50,8	64,3	60,1	1,6	6,4	79,9
<b>Sofia</b>	42,7	55,8	54,9	0,1	13,5	86,5
<b>Betsiboka</b>	53,8	73,8	69,6	0,1	21,5	83,9
<b>Melaky</b>	58,9	72,3	68,1	0,2	2,0	85,5
<b>Atsimo Andrefana</b>	47,7	56,6	54,6	4,0	8,8	76,8
<b>Androy</b>	62,0	66,0	65,0	1,9	4,0	89,6
<b>Anosy</b>	67,0	66,7	66,8	0,6	8,9	78,9
<b>Menabe</b>	49,3	66,6	61,8	0,1	22,4	76,4
<b>DIANA</b>	47,8	61,6	56,9	2,7	4,8	68,3
<b>SAVA</b>	61,9	64,0	63,7	0,5	12,2	81,1
<b>Ensemble</b>	<b>56,3</b>	<b>65,3</b>	<b>63,2</b>	<b>1,2</b>	<b>10,6</b>	<b>81,2</b>

Source : INSTAT/DSM-PNUD-BIT-IRD/DIAL, ENEMPSI 2012

## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
ACRONYMES.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES FIGURES.....	vi
INTRODUCTION .....	1
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI.....	3
CHAPITRE I : CONCEPTS THEORIQUES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI ..	4
Section1 : Le concept de l'Investissement Direct Etranger dans la littérature économique.....	4
I-1-Définitions de l'Investissement Direct Etranger .....	5
I-1-1-Selon les diverses institutions .....	5
I-1-2-Selon les différents auteurs .....	6
I-2- Définitions de la Firme multinationale et de l'Entreprise d'investissement direct.....	7
I-2-1-La firme multinationale.....	7
I-2-2-Entreprise d'investissement .....	8
Section 2 : Typologie d'Investissement Direct Etranger et les stratégies de multinationalisation.	9
II-1-Typologie d'Investissement Direct Etranger.....	9
II-1-1-La fusion-acquisition .....	9
II-1-2-La création ex-nihilo.....	10
II-1-3- La participation .....	10
II-2-Les stratégies de multinationalisation .....	10
II-2-1-La stratégie d'accès aux ressources naturelles.....	10
II-2-2-La stratégie d'accès au marché ou stratégie horizontale.....	10
II-2-3-La stratégie de minimisation des coûts ou stratégie verticale.....	11
II-2-4-La stratégie de partenariat.....	12
Section 3 : Les concepts de l'emploi et du marché du travail.....	13
III-1-Notion de l'emploi et du chômage.....	13
III-1-1-Définition de l'emploi .....	13
III-1-2-Notion de « plein emploi » .....	14
III-1-3-La notion de « sous-emploi » .....	15
III-1-4-La notion du « chômage » .....	16
III-2-Notion de marché du travail.....	18



III-2-1-Le marché du travail selon la conception néoclassique.....	18
III-2-2-Le marché du travail selon KEYNES.....	19
CHAPITRE II : FONDEMENTS THEORIQUES DES RELATIONS ENTRE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET L'EMPLOI .....	22
Section 1 : Rôles de l'Investissement Direct Etranger dans la création d'emplois .....	22
I-1-Rôles de l'Investissement Direct Etranger dans la création d'emplois dans le pays d'origine .....	22
I-2-Rôles de l'Investissement Direct Etranger sur la création d'emplois dans les pays d'accueil .....	26
Section 2 : Les effets théoriques négatifs de l'Investissement Direct Etranger .....	29
II-1-Les effets négatifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi du pays d'origine....	29
II-2-Les impacts négatifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi dans les pays d'accueil .....	32
Section 3 : Modèle théorique sur le lien entre l'Investissement Direct Etranger et l'emploi.....	34
III-1-Les hypothèses du modèle .....	34
III-2-Les équations du modèle.....	35
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR L'EMPLOI A MADAGASCAR.....	41
CHAPITRE III : DIAGNOSTIC DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE L'EMPLOI A MADAGASCAR.....	42
Section 1 : Contexte macroéconomique de Madagascar.....	42
I-1-La croissance économique.....	42
I-2-L'inflation.....	45
Section 2 : Réalités des Investissements Directs Etrangers à Madagascar .....	46
II-1-Vue d'ensemble des flux d'Investissement Direct Etranger .....	46
II-2-Les Flux d'Investissement Direct Etranger par branche d'activité .....	48
II-3-Les pays d'origines des flux d'Investissement Direct Etranger .....	49
Section 3 : La Situation de l'emploi à Madagascar.....	52
III-1-La caractéristique de la population active et le taux d'activité.....	52
III-1-1-Caractéristique de la population active.....	52
III-1-2-Le taux d'activité.....	53
III-2-Le chômage et le sous-emploi .....	56
III-2-1-Le chômage .....	56
III-2-2-Le sous-emploi .....	58
III-3-La structure des emplois .....	60

CHAPITRE IV : APPROCHE PRATIQUE DES IMPACTS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER SUR L'EMPLOI A MADAGASCAR.....	63
Section 1 : Les effets positifs de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi à Madagascar ....	63
I-1-Création d'emplois par l'Investissement Direct Etranger .....	63
I-1-1-Les emplois directs créés par les entreprises d'Investissement Direct Etranger .....	63
I-1-2-Création d'emplois indirect par l'Investissement Direct Etranger .....	66
I-2-Amélioration de la qualification de la main-d'œuvre locale grâce à l'Investissement Direct Etranger .....	67
I-3-Le niveau de salaire dans les entreprises d'investissements est supérieur à celui dans les firmes nationales.....	68
Section 2 : Les retombées négatives de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi .....	70
II-1-Création d'emplois indirect informel par l'Investissement Direct Etranger .....	70
II-2-Création d'emplois peu qualifié.....	71
II-3-Conditions d'emploi précaire.....	72
II-3-1-Difficulté de l'accès à l'emploi.....	72
II-3-2-Une exploitation déguisée.....	72
II-3-3-Discrimination en matière d'emploi .....	73
II-3-4-Instabilité en matière d'emploi .....	73
Section 3 : Suggestion de recommandation pour une adéquation de l'Investissement Direct Etranger sur l'emploi .....	74
<b>CONCLUSION</b> .....	76
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	I
<b>ANNEXES</b> .....	VI

Nom : **ANDRIANIRINA**

Prénoms : **Haja Tahina**

Adresse de l'auteur : **Lot 80 AI Antanambao Ambohimangakely TANA 103**

Titre : **INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET EMPLOI : cas de Madagascar**

### **RESUME ANALYTIQUE**

Le manque de l'épargne intérieure, accentué par la libéralisation des échanges et des mouvements des capitaux, a poussé Madagascar aux recours de financements extérieurs, notamment l'Investissement Direct Etranger ou IDE, pour assurer sa croissance économique. L'emploi est un des facteurs déterminants de cette dernière.

L'IDE influe positivement et négativement sur l'emploi du pays. L'IDE crée des emplois, directs et indirects ; améliore la qualification de la main-d'œuvre locale ; et offre des salaires supérieurs pour les travailleurs des entreprises d'investissement par rapport à ceux qui travaillent dans les entreprises privées nationales. Par contre, l'IDE contribue, indirectement, à la création d'emplois informels ; crée uniquement des emplois peu qualifiés ; met en place des conditions d'emplois précaires dans certaines entreprises d'investissement notamment les entreprises franchises.

Ainsi, le renforcement de la qualification de la main-d'œuvre locale, par l'intermédiaire des formations adéquates et par l'accroissement des investissements dans le domaine de l'éducation, fait partie des mesures qui devront accompagner la politique de promotion des IDE.

Mots clés : **Investissement Direct Etranger, Emploi, Firme Multinationale, Entreprise d'investissement, Sous-emploi, Chômage, Main-d'œuvre.**

Nombre de pages : **77**

Nombre de Tableaux : **18**

Nombre de Figures : **06**

Encadreur : **Monsieur LAZAMANANA André Pierre, Maître de Conférences**

Année Universitaire : **2013 - 2014**